

Université de Montréal

Positionnalité et idéologisation de l'identité

La construction politique de la connaissance à l'ère post-vérité

Par

Théo Gratiollet

Département de Science Politique, Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de maîtrise ès sciences (M. Sc.) en science politique

Décembre 2021

© Théo Gratiollet, 2021

Université de Montréal

Département de science politique, Faculté des Arts et des Sciences

Ce mémoire intitulé

Positionnalité et idéologisation de l'identité

La construction politique de la connaissance à l'ère post-vérité

Présenté par

Théo Gratiollet

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes

Magdalena Dembińska

Président-rapporteur

Laurence McFalls

Directeur de recherche

Charles Blattberg

Membre du jury

Résumé

Les identités et les connaissances qui traversent les relations entre les individus soulèvent les mêmes enjeux d'appréhension, de normalisation et de reproduction des comportements et des discours qui font le monde social. Elles répondent toutefois à des logiques différentes : les identités appuient les différences qui naissent de perceptions subjectives et de confrontations d'intérêts, alors que les connaissances sont portées par des idéaux d'universalité et strictement tenues par les réalités objectives. À partir d'une revue de la littérature et faisant état de la question, ce mémoire s'intéresse à la perméabilité croissante qui s'établit entre identités et savoirs par le recours à un positionnement essentialisé, que nous qualifions de « positionnalité ». Notamment, nous interrogeons ses formes idéologiques contemporaines afin de comprendre quelles sont les origines de ces positionnements identitaires essentialisés et leurs conséquences pour l'élaboration et la médiation du savoir. Nous établissons que la positionnalité est le fruit d'un abord constructiviste des régimes de vérité et de pouvoir, et qu'elle s'appuie sur des lectures partisans des héritages de la théorie critique. Nous mettons aussi en exergue l'environnement politique façonné par « l'ère post-vérité », caractérisé par une dépréciation de la valeur des faits et la contestation des autorités épistémiques traditionnelles. Enfin, nous avançons que le développement de la positionnalité, précipité par l'ère post-vérité, entretient une dynamique néolibérale d'appropriation ou de privatisation des savoirs pris en tant que biens communs. Les thèmes abordés dans ce mémoire nous conduisent à penser que l'essentialisation des positionnements identitaires a dépassé le cadre strictement épistémologique, et sert désormais une accumulation et une appropriation exclusive des moyens de la connaissance.

Mots-clés : identité, positionnalité, sociologie de la connaissance, ère post-vérité, post-factualité.

Abstract

Identities and knowledge permeate relationships between individuals, raising the same issues of comprehension, normalization and reproduction of behaviors and discourse that constitute the social world. However, they follow different logics: identities reproduce the differences that arise from subjective perceptions and confrontations of interests, while knowledge rests on ideals of universality and of objective reality. Through an extensive review of the literature, this thesis examines the growing permeability between identities and knowledge that has arisen from a recent, essentialized form of positioning we call "positionality". In particular, we question this contemporary ideological form in order to understand the origins of such essentialized identity positions as well as their consequences for both the development and mediation of knowledge. We establish that positionality relies on a constructivist approach to truth and power regimes as well as on partisan readings of critical theory's legacies. We also highlight the political environment of the "post-truth era," characterized by a devaluation of facts and the challenging of traditional epistemic authorities. Finally, we argue that the development of positionality, hastened by the post-truth era, reinforces neoliberal appropriation, or privatization, of knowledge heretofore understood as a public good. The topics addressed in this thesis lead us to think that the essentialization of identity positioning has moved from a strictly epistemological question to one concerning the accumulation and exclusive ownership of the means of knowledge production.

Keywords : identity, positionality, sociology of knowledge, post-truth era, post-factuality.

Table des matières

Résumé.....	i
Abstract.....	ii
Table des matières.....	iii
Remerciements.....	iv
Introduction.....	1
Chapitre 1 : Positionnalité et idéologisation de l'identité.....	6
I. La pratique du positionnement en contexte de recherche	6
1. Du positionnement à la positionnalité : origines empiriques	6
2. Le positionnement critique et la subjectivation : l'incursion d'une démarche politique dans la recherche scientifique	13
II. Positionnalité et essentialisation déterministe d'une identité idéologisée	22
1. L'intellectualisation du biais identitaire et du favoritisme endogroupe	22
2. La composition militante d'une dynamique identitaire et exclusive : de la surabondance du symbolisme et de l'interprétation.....	31
Chapitre 2 : Construction politique de la connaissance	42
I. Une superposition des construits sociaux	42
1. La construction sociale de l'identité et le transfert de la connaissance.....	42
2. La construction culturelle de l'objectivité et le relativisme épistémologique.....	48
3. La construction politique du savoir et la force de l'expérience	52
II. Le pouvoir du savoir et le discours de la vérité	56
1. L'apparition du pouvoir et l'autorité des auteurs classiques.....	57
2. L'apparence du pouvoir du savoir : l'autorité des émotions et la normalisation du discours	61
Chapitre 3 : L'identité et la connaissance à l'ère post-vérité.....	68
I. Les écueils de la modernité : la post-factualité et la post-vérité	68
1. Le traitement politique des faits et la post-factualité	68
2. L'ère post-vérité : avènement, pratiques et autorité.....	71
II. L'emprise néolibérale de la connaissance.....	76
1. Le capitalisme des moyens du savoir :.....	76
2. La contestation des grands récits et la défaillance de la mémoire collective	81
Conclusion :	89
Bibliographie.....	94

Remerciements

Je tiens à remercier chaleureusement Laurence McFalls, qui m'a fait l'honneur d'accepter de diriger cette recherche. Jamais, dans l'ensemble de mon cursus universitaire, je n'avais eu la chance de travailler avec un professeur aussi disponible, patient et dévoué. Plus que ses compétences professionnelles évidentes, de sa formidable maîtrise des idées politiques et de leurs auteurs à l'intelligence et la sagacité infaillibles de ses réflexions, ce sont avant tout ses qualités humaines qui m'ont impressionné. La modestie, la bienveillance et la générosité singulières dont il a fait preuve à mon égard ont composé un cadre de travail unique, sans lequel je n'aurais pu traiter un sujet si complexe et exigeant. Je lui suis infiniment reconnaissant et me réjouis de cette rencontre qui, sans aucun doute, me marquera à vie.

Je souhaite également remercier mes parents, ma famille et mes amis pour leur constant soutien, tout au long de ma scolarité.

Introduction

La portée utilitaire du savoir dans l'introduction, la médiation ou l'inversion des rapports de pouvoir est un sujet fondamental au cœur de nombreux travaux universitaires en sciences sociales. De même, l'examen ontologique des formes de subjectivation et d'interaction avec le pouvoir permet de repenser le sujet politique, tout comme l'analyse des forces et des luttes qui ont marqué la formation discursive du savoir nous éclaire sur les enjeux de son institutionnalisation.

Ces enjeux individualisés et la prégnance de la subjectivité impliquent le recours régulier au positionnement, qui est entendu comme l'énonciation formelle et préalable à toute démarche ou tout propos des identités et des appartenances qu'un individu revendique, mais également de la position qu'il occupe à l'intersection des dynamiques de pouvoir qui procèdent de la confrontation de ces identités. Cependant, lorsqu'il est antérieur à sa prise de parole, le positionnement de l'individu court le risque de l'assujettir au cadre rigide et mimétique de l'identité, établissant immédiatement la contrainte de la subjectivité et confisquant à son auditoire l'opportunité d'apprécier les opinions, les faits et l'intention. Qu'il s'agisse d'un acte assertif, d'une démonstration introspective ou d'un usage contraint, ce positionnement prend les traits d'un signal qui va immédiatement susciter un cadre structuré par des codes, des limites et des enjeux. En ce sens, le positionnement concrétise tous les aspects d'une déclaration politique, et doit être considéré spécifiquement eu égard aux contextes dans lesquels il s'inscrit. Notamment, à la faveur des tensions qui traversent la société, le positionnement peut trouver une matérialité plus radicale, empreinte de revendications sociales, culturelles et politiques, et entretenir un rapport utilitaire à l'identité. Dans le même temps, la valeur instrumentale de l'identité et ses biais cognitifs associés, notamment dans la construction de la connaissance, ne semble pas inspirer de consensus parmi les universitaires. Si la possibilité d'une neutralité absolue en science nourrit un débat infini, les limites d'un référentiel qui relève de critères subjectifs et non objectifs, comme celui de l'identité, paraissent évidentes. Dans un contexte académique, la revendication d'un positionnement semble enfin contrevenir à une éthique de la connaissance qui voudrait que le chercheur s'impose une objectivité totale afin de parvenir à un résultat qui peut être expliqué et généralisé selon les méthodes prescrites de la démarche scientifique.

C'est ce positionnement que nous qualifierons, dans ce travail, de « positionnalité ». Nous définissons la positionnalité comme le dénouement d'un positionnement identitaire devenu essentiel, c'est-à-dire irrésistible et inséparable de l'individu et de la démarche qu'il entreprend, et qui s'insère dans le travail épistémologique. Cette essentialisation est consensuellement acceptée dans certaines situations qui dérivent de réalités objectives « fixées », comme par exemple l'établissement d'une différence entre les morphologies sexuelles – donnant lieu à une identité de sexe « biologique » – ou l'attribution d'une nationalité – soit une identité politique de fait. Cependant, l'essentialisation identitaire est moins transparente et intelligible lorsqu'elle a trait à une construction encore négociée, comme c'est le cas pour l'identité de genre, l'identité « ethnique » ou encore l'identité religieuse. Longtemps combattue par les différents collectifs qui sont nés de revendications égalitaristes soutenues par les travaux en sciences sociales, l'essentialisation identitaire semble resurgir dans les pratiques universitaires contemporaines qui mobilisent les différences comme des instruments de personnalisation de l'examen critique. Les dynamiques de positionnalité qui s'insèrent dans les méthodes de recherche semblent vectrices d'antagonismes et porteuses de valeurs exclusives rattachées à l'identité : elles se muent en des connaissances préalables qui dérogent à l'examen rigoureux, et ne peuvent dès lors éprouver elles-mêmes la critique qu'elles serviraient. De plus, la positionnalité paraît galvanisée par l'époque politique actuelle qui se distingue par une dépréciation de la factualité et le primat accordé aux opinions. En support de revendications et de luttes sociales, la positionnalité renforce la matérialité de groupes plus ou moins harmonieux mais coalisés par une identité commune. Ces groupes plaident l'amendement des connaissances selon le fait individuel et les distinctions identitaires ; cela comprend entre autres la reconnaissance des expériences vécues, la célébration de la spécificité, la neutralisation du vocabulaire et la déférence à l'égard des émotions et des sentiments.

Dans les contextes politique et universitaire actuels, le sujet de l'idéologisation du positionnement identitaire est assurément une source d'inconfort et de controverses. Qu'il soit perçu comme le symbole d'un intellectualisme dissident ou d'une extravagance des discours réactionnaires, son traitement semble marqué, par défaut, du sceau de la polémique et de l'affrontement de valeurs vertueuses. Les clivages historiques qui distinguaient les démarches de particularisation et d'homogénéisation des corps sociaux selon l'orientation politique de leur héritage idéologique, de la lutte des classes aux nationalismes totalitaires, paraissent aujourd'hui désuets. L'avènement de nouveaux référentiels et l'amplification de la parole identitaire

transcendent les sensibilités politiques ; désormais, des velléités identitaristes se retrouvent sur l'ensemble de l'échiquier politique sans disparité. Les mouvements conservateurs, accusés d'attiser la haine et l'intolérance, attaquent en retour les formations progressives ou libérales sur le clientélisme et la démagogie que susciteraient leurs combats. Ces tendances profitent également d'un temps politique particulier, une « ère post-vérité » au sein de laquelle la rapidité et la facilité des échanges ont composé une immédiateté du débat public qui encourage une prise de parole à vif et l'adoption de postures qui condamnent l'échange à s'enliser. En banalisant la diffusion du mensonge, l'autorité de l'émotion sur la raison et le réflexe d'une contestation fondée sur des éléments exclusifs, cette ère a inscrit une tendance dans un temps long : désormais, chacun et chacune a droit à ses propres opinions, mais également à ses propres faits. Cette profonde polarisation des idées et des mouvements politiques, exacerbée par la centralité du fait identitaire et des vérités personnelles, a également imprégné le monde universitaire. Les missions de recherche et d'enseignement de l'université, traditionnellement conduites à la faveur d'idéaux d'objectivité et d'universalité, semblent de plus en plus perméables aux justifications identitaires et essentialistes des luttes politiques, culturelles et sociales qui font la société. De nouvelles pratiques et méthodologies critiques strictes, justifiées par des cadres théoriques politisés et identitarisés, sont mises en exergue et largement adoptées. Par conséquent, les connaissances semblent subir un même procédé de séparatisme, co-constitutif de la consolidation des groupes sociaux autour de la revendication d'une appartenance identitaire qui existerait de fait et sans conteste.

Après une période de recherches préliminaires, le choix de ce sujet a été conforté par deux constats triviaux ayant trait à l'évolution des considérations de l'identité et du savoir. Le premier est celui des formes leur immixtion autoritaire au sein même des pratiques universitaires. En effet, il est désormais courant que des enseignants-chercheurs déclinent une ou plusieurs identités en appui d'une candidature, en préambule d'une publication ou dans le cadre d'une activité d'enseignement – c'est-à-dire, qu'ils énoncent de prime abord un positionnement essentiel. Il arrive, dans le cas d'une identité jugée « minoritaire », que ce positionnement occupe la majorité d'un propos « scientifique » et profite de la légitimité institutionnelle conférée par le contexte universitaire et la reconnaissance des pairs. Également, les justifications des exigences de diversité, originaires établies afin de corriger les inégalités pérennes et d'ouvrir largement l'accès aux activités d'enseignement et de recherche, semblent être progressivement remplacées par des

éléments discursifs idéologiques qui consacrent la représentation et l'affirmation des différences. Le second constat est plus prégnant encore : malgré des tendances très claires à la résurgence des marques idéologiques de l'identité au sein des pratiques scientifiques, il est difficile de trouver des travaux universitaires qui s'y intéressent avec le même abord critique revendiqué à l'égard d'autres sujets. En somme, les contextes et les objets d'étude qui connaissent une application assidue, voire impérieuse de la positionnalité semblent eux-mêmes échapper à l'examen réflexif qu'ils appellent de leurs vœux. Tout cela compromet la construction factuelle du savoir et altère les régimes de vérité qui sanctionnent sa diffusion et son emploi.

Ainsi, il nous importe de comprendre comment l'idéologisation de l'identité, concrétisée par la positionnalité, influe sur la construction des savoirs et détermine un temps politique, culturel et social particulier – que nous qualifierons d'« ère post-vérité ». Pour ce faire, plusieurs interrogations doivent être formulées. Tout d'abord, il convient de se demander de quelles façons l'identité et le positionnement sont essentialisés, notamment dans le contexte spécifique de la recherche scientifique. Il est alors nécessaire de s'intéresser aux héritages théoriques et aux influences qui ont fondé les pratiques actuelles de la positionnalité par lesquelles l'université, qui a longtemps servi de rempart à la facilité de l'ignorance, paraît désormais transiger avec les vérités personnelles au nom du confort émotionnel. Également, il nous faut examiner les circonstances, passées et actuelles, qui ont favorisé et entretiennent le dévoiement idéologique de l'identité et du savoir. Notamment, les rôles des constructions sociales et des régimes de vérité, tant dans l'apparition que dans la transmission du savoir et de l'identité, doivent être abordés. Enfin, les conséquences immédiates et à long terme du rapport partisan et identitarisé au savoir doivent être approchées.

L'hypothèse de travail est que la positionnalité a quitté le seul cadre épistémologique, à l'égal des savoirs qui transcendent les contextes de la recherche et de l'innovation, et participe de l'établissement des savoirs et des identités comme des instruments de pouvoir et d'accaparement exclusif qui s'opposent à l'idéal universaliste à l'origine du travail scientifique. Pour la confirmer ou l'infirmier, ce mémoire procède à une démarche empirique en s'appuyant sur une grande variété de sources primaires et secondaires qui permettent d'apprécier l'état des connaissances sur le sujet, et produit des réflexions en relation avec les idées mobilisées.

Nous aborderons tout d'abord le large cadre théorique qui a fondé la positionnalité et a posé les bases d'une idéologisation de l'identité. Notamment, la littérature postmoderne sera mise en exergue. Par la suite, le postulat éminent de la construction sociale sera examiné à travers la pluralité des construits qui contribuent à l'établissement des savoirs et des régimes de vérité qui qualifient leur emploi politique. Nous terminerons par une approche de la rencontre entre la positionnalité, la vérité et la post-factualité qui caractérise l'époque actuelle. Le capitalisme du savoir et l'emploi positionnalisé de la mémoire collective serviront d'exemples pragmatiques.

Il faut souligner que ce travail de mémoire se veut profondément apolitique et cherche à éviter toute prise de position, sans méconnaître la politisation aiguë des problématiques qu'il ambitionne de traiter. À ce titre, il est nécessaire de clarifier l'emploi de certains termes. Le mot « identitaire » sera utilisé en tant qu'adjectif neutre qui se rapporte à la considération d'une identité. Son emploi sera, sauf mention contraire, toujours déchargé de la connotation négative et éminemment politique qui lui est attachée dans le langage commun¹. Les termes « savoirs » et « connaissances » sont utilisés alternativement, au singulier et au pluriel, à titre de sommes de données, d'informations, d'interprétations formalisées par les consensus. La distinction entre savoir scientifique et savoir « profane » est toujours clarifiée. Enfin, les expressions épiciènes sont constamment préférées lorsqu'elles sont disponibles et n'entravent pas le sens du propos².

¹ En outre, il est utilisé ici sans lien avec la « mouvance identitaire » apparue en Europe depuis la fin du XX^{ème} siècle et apparentée à l'extrême-droite.

² Bien que nous fassions usage du terme « chercheur » accordé au masculin, il est évident que les contributions des chercheuses ne sauraient être effacées par une règle de langage multiséculaire et surannée.

Chapitre 1 : Positionnalité et idéologisation de l'identité

La positionnalité emprunte à des concepts théoriques variés et qui ont évolué dans le temps, à la faveur de nombreuses interprétations. Dans cette première partie, nous situons son origine dans les pratiques de recherche qui appellent un investissement personnel du chercheur, notamment en mobilisant les notions de réflexivité ou de neutralité. Cette implication subjective prend aussi la forme d'un positionnement spécialement critique qui invite, dans la démarche scientifique, des éléments extérieurs à l'objet de recherche qui sont propres à l'interaction de l'identité sociale du chercheur avec son milieu. Cette première occurrence d'une essentialisation identitaire, en lieu et place d'un positionnement épistémologique, ouvre la voie à deux phénomènes particuliers que sont la justification intellectuelle du biais formé par l'identité, revendiquée plutôt qu'écartée, et la surabondance du symbolisme en support des interprétations idéologisées.

I. La pratique du positionnement en contexte de recherche

Les modalités contemporaines de la pratique critique en sciences sociales paraissent avoir été considérablement remaniées par les bouleversements sociétaux ancrés dans l'ère néolibérale et la mondialisation. L'université, qui n'a pas échappé à de nouvelles injonctions parfois incompatibles avec sa mission scientifique et attentatoires à ses idéaux universels, est un témoin de l'évolution brusque appelée par les temps modernes. Le positionnement du chercheur est une constante traditionnelle de la recherche qui a connu des altérités inédites, essentiellement depuis la première moitié du XX^e siècle. À l'image des sciences sociales, le positionnement n'a cessé d'être renouvelé dans ses formes comme dans ses fondements, façonné par des enjeux politiques et sociaux prégnants auxquels l'université n'a pu se montrer hermétique. Avant de définir sa forme la plus moderne que nous qualifions de positionnalité, il est nécessaire d'effectuer un bref retour sur la notion de positionnement et les ensembles théoriques qui ont influencé sa mutation.

1. Du positionnement à la positionnalité : origines empiriques

Le positionnement est un terme ambigu et propice à des interprétations sinon spéieuses, au moins incomplètes. Dans le cadre de ce mémoire, il est donc essentiel tout d'abord d'opérer une distinction entre trois termes qui prêtent volontiers à l'amalgame ou la confusion. Nous isolons ici les termes de posture, de positionnement et de positionnalité, qui procèdent tous d'un rapport à

la critique, au sujet et à sa subjectivité mais auxquels la pratique en sciences sociales a conféré des significations particulières et sensiblement dissonantes.

Posture et réflexivité

Le terme de « posture » est le plus ordinaire des trois, car son usage relève d'un sens bien plus figuré que littéral. Si elle renvoie à la réalité du corps, dans son acception la plus commune la posture désigne l'attitude adoptée par un individu en rapport à une fonction, un rôle ou une attente. D'une façon plus pragmatique, elle est une « façon d'occuper une position » et d'ajuster son attitude en conséquence (Viala 1993), impliquant un ensemble d'éléments discursifs et non-discursifs (Meizoz 2007). Les sciences de l'éducation, entre autres, semblent faire couramment appel à cette notion de posture, entendue comme un « système d'attitudes et de regards vis-à-vis des partenaires, des situations, des objets, dans le cadre des recherches ou des pratiques sociales » (Ardoino 2000). Elle relèverait également d'un choix éthique personnel dans la manière de s'acquitter d'une fonction (Paul 2004), et se manifesterait dans une relation individuelle à l'autre, dans sa façon d'être au monde (Chauvière 2012). Finalement, le terme de posture mobilise les dimensions classiques d'une velléité rhétorique, en ce qu'il peut concilier *logos*, *ethos* et *pathos* en une seule dénomination et caractériser l'apparence d'un discours ou d'une attitude individuelle en rapport avec un rôle prescrit. Par exemple, les procédures de raisonnement que sont l'induction et la déduction, lorsqu'elles ne sont pas envisagées comme des idéaux, peuvent être qualifiées de « postures » du chercheur (Martin 2012). Ainsi, la posture renseigne sur les choix méthodologiques et les affinités théoriques des chercheurs, voire leur mode d'existence dans leur discipline et les transactions auxquelles ils sont disposés (Dayer 2009). Dans ce mémoire, le terme de posture est donc employé en référence à une fonction, à un rôle, ou à un attendu idiosyncratique du sujet considéré, le plus souvent le chercheur.

Par ailleurs, la posture suscite un examen de la notion de réflexivité. La réflexivité a connu de nombreuses acceptions et a porté plusieurs sens dans la littérature scientifique. Pour ce travail, le terme est entendu comme désignant une démarche d'introspection critique, une réflexion qui se prend elle-même pour objet et qui inclut l'observateur dans le champ d'observation. La réflexivité a intéressé nombre d'auteurs, en philosophie et en sociologie. En ce sens, elle profite des arguments de Kant dans sa *Critique de la raison pure* (1781) et sa conceptualisation d'une connaissance « transcendante », mais hérite également de la neutralité axiologique introduite par Weber dans

le premier de ses *Essais sur la théorie de la science*, « L'objectivité de la connaissance dans les sciences et la politique sociales » (1904) qui appelle le chercheur à examiner ses propres valeurs dans son activité de recherche, selon une tradition d'épistémologie constructiviste. A l'instar de la relation entre science et société, c'est l'interaction entre le chercheur et la réalité de son objet d'étude qui est examinée. Une réflexivité bien conduite permet de stimuler un scepticisme informé, c'est-à-dire la « remise en question de l'autorité de chaque source de connaissances, y compris soi-même » (Takacs 2003), et révèle les considérations pragmatiques qui doivent gouverner aux tâches de recherche. L'expérience vécue, les valeurs, la morale, les préjugés sont autant d'éléments de nature à entamer l'objectivité d'une démarche de recherche. La réflexivité peut aussi être décrite comme « une opération profondément humaine et sociale, vécue régulièrement par tous les humains, que peut suspendre le sentiment de posséder une autorité puissante, laquelle impose dès lors de façon unilatérale et sûre d'elle, sans remise en question, un point de vue et une vision des choses » (Blanchet 2009). En cela, la réflexivité se situe au carrefour de la morale et de l'éthique, et repose essentiellement sur une volonté individuelle. Il incombe au chercheur de choisir de se penser lui-même comme objet parmi ceux qui occupent son terrain de recherche, dans un exercice de lucidité et de désengagement qui participe du contrôle de la production de connaissances mais également de leur réception au sein comme en dehors du cadre universitaire. Notamment, si elle s'établit comme un automatisme ancré dans la pratique méthodologique, elle est à même de clarifier la posture du chercheur dans le cadre de la transmission. Par exemple, le système français a quelque peu institutionnalisé la construction réflexive de l'enseignant-chercheur, en sanctionnant l'habilitation à diriger des recherches par l'obtention d'un diplôme (Pierozak 2009). C'est ainsi que la posture s'étend au-delà des frontières du seul travail scientifique, et dépend de facteurs humains très particularisés et, partant, diversifiés.

Positionnement et neutralité

La posture, qui renseigne sur la fonction de référence, doit être distinguée du positionnement qui témoigne d'un cadre ou d'un contexte de réflexion. Le positionnement, tel qu'il sera étudié ici, est un terme polysémique. Il paraît s'établir, d'abord, un positionnement « sociétal » qui semble trouver ses fondements dans les interactions entre sciences et société. Le chercheur, acteur élémentaire de la construction du savoir scientifique, est conforté dans sa posture d'expert par l'appareil universitaire qui adjoint son nom au sien, et en ce sens se porte garant de

sa légitimité. S'il a pour fonction de certifier un encadrement rigoureux de la recherche, ce mandat institutionnel atteste par ailleurs de l'érudition et de la validité des travaux qui sont publiés et partagés à l'ensemble de la communauté scientifique – elle-même consolidée par les réputations consensuelles des établissements. Les universités et institutions qui accueillent, financent et arbitrent les travaux de recherche forment également leur point d'ancrage sociétal : elles assurent une fonction de médiation et de diffusion auprès du « grand public », c'est-à-dire le public non-initié ou indéfini, et des pouvoirs publics. En somme, l'Université établit une interface naturelle entre les acteurs qui composent son système et ceux qui y sont parfaitement étrangers. De cette façon, l'universalité que postule sa mission n'entrave pas la permanence d'un milieu clos et mystérieux pour le sujet profane³, accru par les écueils modernes du corporatisme et de la concurrence universitaires (Castaing 2007; Chow, de Kloet, et Hok-Sze Leung 2010).

Ainsi, le chercheur est d'emblée positionné aux yeux de la société par son appartenance à une Université, qui jouit elle-même d'une considération pondérée par sa réputation et les traditions dont elle participe. Il convient de noter une réciprocité dans la légitimité de ce positionnement à l'égard de la société et du sujet « tout-venant » : les chercheurs sont approuvés dans leur posture de savant et profitent d'une « aura » singulière tout en prenant part au jeu de l'identité – tel que nous l'étudierons plus tard dans ce travail, et les membres d'un groupe particulier peuvent revendiquer la validation experte d'un individu qui partage une même appartenance supposée ou énoncée avec eux. Ce positionnement se construit donc, avant tout, dans l'interaction du chercheur avec son terrain de recherche et les individus qui le font. Cette transaction entre science et société est symbolisée par l'Université mais incarnée par le chercheur, qui travaille et publie en son nom propre. Au sein même de la communauté scientifique, le positionnement occupe un second rôle encore plus prégnant en ce qu'il fait connaître une posture épistémologique qui contribue à distinguer les chercheurs à la faveur, de nouveau, d'une dynamique d'appartenance. Ils se classent selon les courants de pensée ou les auteurs dont leurs travaux se réclament, et en cela exposent un positionnement clair à l'attention de leurs pairs. Classiquement, ce positionnement fait référence

³ Par savoir ou sujet « profane », dans le cadre de ce travail, nous qualifions ce qui relève d'un manque d'expertise, d'une non-initiation ou de l'apparence de l'érudition. L'adjectif est entendu comme la traduction des termes anglais « *layperson* » ou « *lay knowledge* » ; son emploi est ici libéré de toute signification religieuse, sans méconnaître les débats qu'il peut susciter (Salman et Topçu 2015).

à un paradigme épistémologique qui correspond aux choix théoriques et aux pratiques – notamment méthodologiques – du chercheur.

Après avoir considéré la réflexivité de la posture, il est nécessaire d'examiner la notion de neutralité dans le contexte du positionnement. La neutralité est de ces parangons des questionnements sans réponse constante : la notion jouit d'une plasticité sacrée et semble nourrir l'un des débats les plus inextinguibles en sciences sociales. Parce qu'elle ambitionne de faire progresser la connaissance, la recherche scientifique appelle des travaux libres de tout jugement biaisé et d'interprétations individuelles sans fondement rigoureux. Si la neutralité paraît aisément accessible en sciences fondamentales, sa pratique en sciences sociales donne vie à de nombreuses tensions dans l'interaction entre objet, sujet et valeurs. Plusieurs auteurs se sont essayés à la définir et à lui conférer des modalités d'application. Comme nous l'avons évoqué, Max Weber a défini la neutralité axiologique (*wertfreiheit*) comme une prise de distance avec les jugements de valeurs. En 1959, la notion est introduite dans le vocabulaire français par la traduction en un seul ouvrage – *Le Savant et le Politique* – de deux textes qu'il a prononcés lors de conférences à l'Université de Munich en 1917 et 1919, « *Wissenschaft als Beruf* » et « *Politik als Beruf* ». Weber énonce que dans sa démarche intellectuelle, le chercheur engage sa subjectivité qui est influencée par ses valeurs et ses expériences personnelles, contrairement à l'absolue distanciation qui pourrait être attendue. Il soutient que les valeurs du chercheur contribuent davantage à rendre la recherche possible plutôt qu'à l'enrayer. Elles fondent des références culturelles qui arriment le chercheur à la matérialité de son objet d'étude et l'accompagnent face à l'abstraction et l'infinité de la réalité empirique (Fugier 2019). Cet élan de subjectivation nourrit le travail d'objectivation dont procède la recherche scientifique, car il permet la bonne appréhension de l'objet : « Ne met de l'ordre dans ce chaos que le seul fait que, dans chaque cas, une portion seulement de la réalité singulière prend de l'intérêt et de la signification à nos yeux, parce que seule cette portion est en rapport avec les idées de valeurs culturelles avec lesquelles nous abordons la réalité concrète » (Weber 1992, 157).

À l'instar de l'ensemble de l'œuvre de Weber, sa thèse d'une neutralité axiologique connaît des interprétations variées. Le sociologue Julien Freund, qui traduisit plusieurs ouvrages de Weber et notamment ses *Essais sur la théorie de la science* que nous venons de citer, a lui-même reconnu les voies d'interprétations conséquentes ouvertes par sa traduction de la notion de *Wertfreiheit* :

« Les uns pensent que cette neutralité impliquerait un positivisme scientifique qui exclurait toute prise en considération des valeurs, d'autres y voient un parti-pris d'objectivité idéale, irréalisable dans les sciences sociales, d'autres encore la rejettent comme un point de vue [...] dépassé par l'ouverture méthodologique qui caractérise de nos jours les sciences humaines en général, d'autres enfin y trouvent un refus de tenir compte de l'importance de l'idéologie, celle-ci affectant consciemment ou inconsciemment toute forme de pensée, y compris le choix d'une méthode » (Freund 1990, 11).

Pour ce travail, nous retiendrons la distinction essentielle qu'introduit Weber entre rapport aux valeurs (*Wertbeziehung*) et jugement de valeur (*Werturteil*). Selon lui, les valeurs informent sur un sentiment, une intention, et en cela se soustraient au discours rationnel. Il affirme que tous les chercheurs entretiennent un rapport aux valeurs : « La notion de « rapport aux valeurs » désigne simplement l'interprétation philosophique de l'intérêt spécifiquement scientifique qui commande la sélection et la formation de l'objet d'une recherche empirique » (Weber 1965, 395). Ainsi, le rapport aux valeurs peut guider le choix d'un objet, d'une méthodologie et d'une problématique de recherche, sans qu'il n'implique l'affirmation de jugements de valeur : le chercheur qui veut faire œuvre scientifique est tenu de se soumettre au processus d'objectivation, et d'en retirer des connaissances objectives. Celles-ci doivent pouvoir être validées par d'autres chercheurs qui ne partagent pas le même rapport aux valeurs. Weber le formule avec l'exemple, alors classique, de la confrontation culturelle entre orient et occident : « Car il est et il demeure vrai que dans la sphère des sciences sociales une démonstration scientifique, méthodiquement correcte, qui prétend avoir atteint son but, doit pouvoir être reconnue comme exacte également par un Chinois ou plus précisément doit avoir cet objectif » (Weber 1904, 130).

La méthodologie idéal-typique implique la prise d'une décision conditionnée par un point de vue sur l'objet social qui est étudié. Par exemple, dans l'abord des comportements jugés typiques, l'objet « capitalisme » pourra être défini alternativement comme l'optimisation du profit, une conduite rationalisée des procédés ou un modèle de poursuite de l'innovation (Coenen-Huther 2007). Un second exemple classique est celui de l'étude de la Révolution française, qui peut être perçue tantôt comme la concrétisation d'un progrès historique de la liberté humaine, tantôt comme la survenue d'une forme nouvelle de pouvoir absolu. La valeur « liberté » est « l'un des concepts à l'aide desquels l'historien choisit, construit, organise la réalité à étudier » (Renaut et Mesure 1996, 102). La neutralité axiologique de Weber est donc avant tout un idéal qui consiste à accorder la primauté à la factualité et au travail rationnel, tout en garantissant l'indépendance intellectuelle des chercheurs. Ceux-ci doivent éviter les jugements évaluatifs et adopter une posture de scepticisme à l'égard des thèses normatives (Weber 1965, 494). Il est essentiel de noter que Weber

circonscrit ces exigences aux travaux de recherche scientifique et d'enseignement, et admet le rôle essentiel du lieu politique de l'expression : le débat public n'a pas les mêmes implications s'il prend place dans le cadre académique spécifique ou s'il s'exerce en dehors des murs de l'Université (Weber 1965, 478). L'acteur rationnel, en l'espèce le chercheur, doit tenir compte de son activité de recherche et de ses prolongements, mais n'est pas contraint par une neutralité totalisante qui forcerait un apolitisme irrévocable et le reniement de ses valeurs.

Le cadre d'exercice de la parole savante est ainsi essentiel dans l'examen des modalités de la neutralité axiologique, telle que Weber l'a conceptualisée. Il l'est également dans l'approche du positionnement et de la positionnalité. Dans la typologie que nous employons dans ce travail, le rapport aux valeurs consiste en un procédé de sélection et de réflexivité, c'est-à-dire une posture, alors que le jugement de valeur dérive d'une affirmation morale, voire politique. Ces considérations couvrent un troisième aspect du positionnement, révélé par la prégnance des débats sur la neutralité, qui consiste en son essence politique. Le chercheur, par la place essentielle qu'il occupe dans la construction du savoir et l'information des instances de gouvernance, est porteur d'un pouvoir tout à fait singulier dont la généalogie et les modalités n'ont cessé d'occuper la recherche en sciences sociales. Cette perspective politique du positionnement, parmi les trois abordées ici, peut trancher avec les attentes d'une éthique de la recherche et donner libre cours aux intérêts ordinairement tenus à l'écart du travail universitaire. Elle agit irrémédiablement comme la synthèse des positionnements sociétal et épistémologique, et met à profit l'aura dont le chercheur est institutionnellement investi. Le positionnement politique matérialise aussi un aboutissement de la dynamique néolibérale qui imprègne la gouvernance des universités et les cadres toujours plus étendus des objectifs qu'elles poursuivent (Shore 2010). Il peut également procéder d'une affirmation des libertés universitaires dont jouissent les enseignants et les chercheurs, notamment l'indépendance garantie dans les fonctions de recherche et d'enseignement, et dont il éprouve les limites consensuelles acquises de la déontologie et de la prévalence de l'objectivité.

Ce positionnement, au contraire, peut être perçu comme le contre-pied d'une « position abstraite d'universalité et d'objectivité » (Bhambra, Gebrial, et Nişancıoğlu 2018, 119), c'est-à-dire une posture d'opinion clairement exposée qui ne s'embarrasse ni des traditions éthiques, ni de l'idéal de neutralité. En outre, la qualification de « politique » entérine cette dynamique de choix : il appartient au chercheur de nommer la position qu'il adopte, si toutefois son souhait est de se

conférer une telle position. En revanche, s'il n'est jamais lié par l'objet de recherche en application des libertés universitaires, il peut l'être par la posture et le positionnement qu'il choisit. Qu'il demeure strictement épistémologique ou qu'il devienne politique, le positionnement suscite des attentes informelles mais prégnantes qui contribuent à définir la crédibilité du chercheur et la confiance qui lui sera apportée. Certains auteurs mobilisent à ce sujet la notion « d'implexité », c'est-à-dire « l'intrication » ou « l'enchevêtrement » des positions du chercheur (Kohn 2001, 31), et notamment celle « d'implexité assumée » qui suppose que « l'on reconnaisse le caractère construit de toute perception humaine, l'inévitabilité de l'interaction réversible entre observateur et observé, mais aussi et surtout que sans chercher à la limiter, l'on pose cette interaction avec les acteurs comme un moyen de production d'une connaissance par l'expérience » (De Lavergne 2007, 37). Cela fait écho à la complexité et à la diversité des implications⁴ du chercheur sur le terrain et avec les sujets qui le composent, notamment en recherche qualitative (Doucouré 2021, 50).

Cet examen de la distinction essentielle entre posture et positionnement facilite ainsi l'appréhension de la réflexivité et de la neutralité. Plus que de simples notions, elles forment des démarches vitales en recherche scientifique qui sont mobilisées, à raison ou à tort, par les chercheurs des disciplines qui se réclament d'une tradition d'épistémologie critique. Le positionnement spécifique qui s'ensuit implique différents facteurs ouvertement politiques et rompt une barrière traditionnelle du travail scientifique, qui tenait le chercheur à distance de l'objet et des sujets de sa recherche.

2. Le positionnement critique et la subjectivation : l'incursion d'une démarche politique dans la recherche scientifique

L'avènement de nouvelles pratiques de recherche, affranchies de l'orthodoxie méthodologique révérée par le savoir traditionnel, a irrigué de nombreux travaux critiques depuis les années 1950. Qu'il s'agisse de poursuivre la réflexion sur un idéal émancipateur, d'harmoniser l'interaction entre objectivité et subjectivité ou d'adopter une éthique dissidente pour la production de la connaissance, celles-ci ont formé la matrice selon laquelle plusieurs disciplines se sont déclinées en champs d'étude spécifiques. Certaines parmi les sciences sociales ont accordé une

⁴ Le néologisme « implexité » est d'ailleurs construit d'après l'association des mots « implication » et « complexité » (Legrand 2006).

grande importance à la notion de positionnement critique, voire en ont fait leur fondement. Elles ont également donné matière à de véritables schismes, des ruptures de cadres doctrinaux et des conflits idéologiques profonds qui perdurent aujourd'hui, et ont caractérisé un développement parfois antagonique des différents champs de recherche. Les études juridiques critiques, les études de genre, les études féministes ou encore les approches intersectionnelles en sont des exemples très actuels. Des savoirs plus traditionnels sont également concernés comme la sémiotique, l'anthropologie du développement ou la théorie de la littérature. Toutes ces disciplines ont en commun la clarté du positionnement du chercheur et une forme d'engagement politique confinant à une radicalité croissante de la perméabilité entre sciences et société – ou plus trivialement, entre savoir scientifique et savoir profane.

Du positionnement critique à la positionnalité politique : préalables théoriques

L'essentialisation du positionnement et *a fortiori* de sa fonction politique en une positionnalité semblent trouver leur origine d'une part dans une interprétation consacrée des travaux de Marx et de la théorie critique, et d'autre part dans ses formes de continuation inspirées par la philosophie postmoderne. La présentation succincte de ces prémisses du positionnement critique est un préalable essentiel pour l'étude de la notion de positionnalité.

Le renouveau du marxisme, communément appelé « théorie critique », remonte à Max Horkheimer, Theodor Adorno et Jürgen Habermas. Ces trois théoriciens allemands ont contribué au développement et au renouvellement de la philosophie marxiste occidentale, marquée par des crises politiques et épistémologiques et sa désagrégation en de multiples courants au cours du XX^e siècle. Leur apport fut si coordonné et essentiel qu'ils ont été unis par une *de facto* « Ecole de Francfort » à partir des années 1950. Malgré une unité débattue, un grand nombre de penseurs se sont inscrits dans la lignée de cette Ecole et ont complexifié ses idées originelles, offrant une évolution théorique bien documentée (Jay 1996; Wiggershaus 1993; Assoun 2001; Durand-Gasselín 2012). Dans son essai *Théorie traditionnelle et théorie critique (Traditionelle und kritische Theorie)* publié en 1937, Max Horkheimer introduit le vocable de « théorie critique » et, par les distinctions qu'il opère avec ce qu'il qualifie de théorie traditionnelle, en soumet une première définition : il s'agit d'une théorie sociale autoréflexive qui s'émancipe d'une rationalité totalisante, et qui rompt avec une tradition d'accumulation de savoirs désincarnés. Elle embrasse une conception de l'humain dirigée vers son émancipation, une nécessité existentielle (Horkheimer

1937, 61). Horkheimer invite les théoriciens traditionnels – qu’il s’applique à nommer les « savants » – à prendre conscience du cadre social plus large dans lequel ils s’insèrent et à admettre la société comme un objet dont ils ne sont pas étrangers, mais qui est pour eux un moyen de s’identifier, de se conformer, d’agir et de penser dirigé par un acteur naturel qui est le capital. La théorie critique amorce une scission avec le cadre restreint de la théorie marxiste : si l’affranchissement des forces matérielles de production capitaliste constituait la forme consacrée d’émancipation, la théorie critique propose de l’étendre à toutes les dimensions de l’oppression (Balzacq 2016, 71). Le marxisme est ainsi l’opérateur de cette première acception de la théorie critique donnée par Horkheimer, et développée plus tard dans sa collaboration avec Theodor Adorno, mais son influence sera considérablement amendée. Dans *La Dialectique de la raison* (1944), Adorno et Horkheimer achèvent leur dissidence avec l’idéal émancipateur de la raison et déplorent son « atrophie », car elle est devenue trop instrumentale et incapable de « défendre le comportement moral » (p.49-50).

En ce sens, la théorie critique compose en elle-même une posture à l’égard d’un héritage marxiste assumé et dont elle « refuse de choisir entre l’appartenance et la revendication » (Assoun 2001). Adorno sera plus clair encore dans sa *Dialectique négative* (1966), énonçant que la théorie critique aspire à « développer une conscience sociale critique » (p. 323). Représentant la seconde génération de l’Ecole de Francfort, Jürgen Habermas a poursuivi la distinction entre théorie critique et théorie traditionnelle en considérant les intérêts constitutifs de la connaissance, notamment la connaissance technique et sa traduction politique par la technocratie. Dans *Connaissance et intérêt* qu’il publie en 1968, il réhabilite un intérêt de connaissance émancipatoire qui trouve sa source dans « la raison elle-même » (Habermas 1968, 226) et qui légitime la lutte contre les formes de domination de la modernité. Avec ses deux essais *Théorie de l’agir communicationnel* (1981) et *De l’éthique de la discussion* (1992), Habermas met également en exergue la dynamique d’interaction qui caractérise la théorie critique et conditionne l’émancipation. Le concept d’intérêt de connaissance est souvent perçu comme « l’apogée du motif émancipateur » dans la pensée d’Habermas, voire dans l’ensemble de l’Ecole de Francfort (Haber 2001, 93). Ainsi, la théorie critique a suscité un abord subversif des différents héritages qui ont fondé la pensée politique de la fin du XIXe siècle, et a introduit des cadres d’émancipation aux ancrages multiples mais concentrés autour de la critique de la raison instrumentale, de l’objet théorique et de leurs interactions avec les structures de pouvoir. En cela, la construction et la

médiation du savoir – mais aussi l’administration des institutions qui les encadrent – seraient investis d’une charge politique, incarnée notamment par les sujets particuliers que sont les chercheurs. La théorie critique a été l’instigatrice d’un basculement épistémologique, car dès lors que les structures de pouvoir sont considérées quel que soit l’objet de recherche, c’est l’ensemble du rapport à la connaissance qui est bouleversé.

De nombreux mouvements ou courants de pensée abordés dans le cadre de ce mémoire ont fondé leurs éléments discursifs primitifs à partir de travaux en théorie critique. Parmi eux, la philosophie postmoderne est certainement l’ensemble le plus emblématique d’une concrétisation du « tout-critique ». D’un terme emprunté à l’architecture, elle caractérise un ensemble d’idées opposées à la primauté du sujet et des traditions rationnelles de la modernité occidentale, notamment l’héritage remarquable des penseurs des Lumières et des concepts majeurs comme l’universalité de la raison kantienne ou la rationalité normative de Hegel. En somme, les travaux qualifiés de postmodernes ont pour essence commune leur rupture avec les usages, notamment philosophiques et scientifiques, et la sacralité conférée à la raison. Ils adoptent une posture critique et érigent la liberté en notion essentielle. Ils connaissent aussi une particularité dans la concentration géographique des auteurs qui les influencent : Gilles Deleuze, Jacques Derrida et Michel Foucault sont les penseurs consubstantiels de la philosophie postmoderne. C’est également un autre philosophe français, Jean-François Lyotard, qui a considérablement contribué à populariser le terme avec son ouvrage *La Condition postmoderne : rapport sur le savoir* (1979). Il qualifie le postmodernisme de méfiance à l’égard des « métarécits » constitutifs de la modernité, comme l’émancipation du sujet raisonnable ou l’héritage des Lumières. Ces récits sont une forme privilégiée du savoir, mais revêtent une allure totalisante et désagrégée à l’ère du progrès. Le savoir n’est plus qu’une « marchandise informationnelle » (Lyotard 1979, 12), et les repères de légitimité traditionnels tels que la justice ou la vérité scientifique sont supplantés par l’efficacité. Le sujet, lui, est construit par la somme des responsabilités qu’il doit endosser (Boutinet 2006, 41). L’historicité défailante de ces référents « extra-textuels » témoigne d’une carence d’universalité. Selon Lyotard, deux métarécits modernes prennent fin, celui de l’émancipation du sujet rationnel et celui de l’histoire universelle de Hegel. La critique de cet effondrement des grands récits idéalisés de la modernité s’accompagne d’une critique du sujet de la connaissance et de l’incarnation du savoir. La crédibilité, la légitimité et l’acceptabilité de la connaissance, autant que

des acteurs et des procédés systémiques de l'érudition, ne sont plus acquises et sont intensément questionnées par la philosophie postmoderne.

Par ailleurs, cette centralité française dans l'inspiration de tout un ensemble philosophique est si remarquable qu'elle a suscité une appellation originale – et contestée – de son corpus théorique lorsqu'il fut importé aux États-Unis : la « French Theory ». Cette appropriation caricaturale, contemporaine des profondes crises politiques et économiques des années 1970 et des fractures sociétales qu'elles ont engendrées, a réussi à donner une accroche aux philosophes postmodernes dans la contre-culture américaine (Santini 2004, 42). Cette lecture particulière des travaux français a surtout permis d'édifier un second courant philosophique inséparable du postmodernisme qu'est le poststructuralisme, né de l'ambition de théoriser les problématiques subordonnées à l'élan de la postmodernité, comme la crise de la représentation, la critique de la pensée essentialiste ou le décentrement du sujet (Angermuller 2007, 19). Le poststructuralisme comme le développement de la *French theory* ont reposé sur des figures éminentes telles que Judith Butler, reconnue pour son ouvrage *Gender trouble* (1990) et sa théorie de la performativité du genre, ou Gayatri Chakravorty Spivak, universitaire majeure des études féministes et postcoloniales. Plus récemment, il faut noter un rapprochement entre le second acte post-habermassien de la théorie critique et cette « théorie française ». Selon Angermuller (2007), une forme de consensus s'est érigée sur l'objet principal des travaux poststructuralistes. Il s'agirait de la crise de la représentation, à laquelle sont rattachées notamment la « critique du sujet parlant souverain », la prééminence donnée aux éléments discursifs, la critique d'une réalité objective masquée par les significations et la réflexivité du travail théorique (p. 20).

Enfin, la conjoncture de luttes d'interprétation, informées par une mobilisation d'auteurs et de travaux qui entrent dans l'ensemble poststructuraliste, a permis de lier cette lecture nord-américaine de la pensée française aux études culturelles (*Cultural Studies*), constituées dans les années 1960 au Royaume-Uni sous l'impulsion de Richard Hoggart, Raymond Williams et Edward Thompson. Image exemplaire des tensions interdisciplinaires, ce champ conteste les hiérarchies culturelles universitaires et transpose les outils de la critique littéraire à l'examen des occurrences de la culture de masse. Il définit les cultures contemporaines comme des « totalités expressives constituées de pratiques sociales, de croyances, de systèmes institutionnels » (Chalard-Fillaudeau 2003, 32-33). En 1973, le sociologue britannique Stuart Hall, successeur de Richard Hoggart à la

direction de l'éminent *Centre for Contemporary Studies* à l'Université de Birmingham, propose le modèle de « codage - décodage » fondé sur la normalisation des messages idéologiques diffusés par les médias. Sa distinction des modes hégémonique, négocié et oppositionnel soumet l'idée que la culture est un espace de conflits aux univers de valeurs et de sens propres. Grâce à ce concept, il soumet un nouveau repère du courant des *Cultural studies* (Maigret 2015). Par le jeu des échanges universitaires intensifiés dans les années 1980, il s'implante aux États-Unis et son questionnaire originel est confronté à la *French theory* (Cusset 2013, 145). Dès lors s'ouvre un nouveau chapitre mondialisé des *Cultural studies*, un « tournant ethnographique » qui valorise, parmi les objets d'étude, les usages identitaires et la formation des collectifs puis, au début des années 1990, les migrations et la transnationalité (Van Damme 2004, 50). Le champ, alimenté par des courants et des méthodologies hétéroclites, est nébuleux et manque de l'unité constitutive d'une discipline universitaire parfaitement autonome et strictement délimitée. Cependant, son éclectisme est un gage d'actualisation et de perpétuation d'une réflexion sur le multiculturalisme, élément politique et social qui sera essentiel dans notre analyse.

Subjectivation critique et déconstruction : les paramètres de la positionnalité

Ainsi, les philosophies postmodernes et poststructuralistes se sont fondées à la faveur de plusieurs influences mais ont largement bénéficié d'un ensemble théorique bien admis. Leur singularité fut acquise d'une interprétation choisie de toute une époque, la postmodernité, et de l'ambition de surmonter ce que Weber a qualifié de « désenchantement du monde »⁵. Elles exaltent le positionnement critique, l'improbation des allures modernes de la domination et du progrès immodéré, et la centralité du sujet – qu'il s'agisse du chercheur comme de son objet d'étude. Les outils et instruments de réflexion suggérés vont poser les jalons de la positionnalité.

Tout d'abord, la critique des modes de pouvoir, des formes de gouvernance et de la domination des individus est au cœur des travaux postmodernes. Foucault, notamment, a relié la critique au développement de la gouvernementalisation dans sa conférence « Qu'est-ce que la critique » (1978). Il y plaide que les résistances aux formes de gouvernance ne sont jamais extérieures à la dimension de pouvoir. Il présente la critique comme une œuvre politique et morale, « l'art de n'être pas gouverné ou encore l'art de n'être pas gouverné comme ça et à ce prix »

⁵ Il utilise l'expression à plusieurs reprises dans son essai *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* publié en 1904.

(Foucault 1978, 38). Il y livre, en quelques phrases, une définition canonique de la critique telle qu'elle est appréhendée dans le courant de la postmodernité, éminemment rattachée au sujet :

« La critique, c'est le mouvement par lequel le sujet se donne le droit d'interroger la vérité sur ses effets de pouvoir et le pouvoir sur ses discours de vérité. La critique, cela sera l'art de l'inservitude volontaire, celui de l'indocilité réfléchie. La critique aurait essentiellement pour fonction le désassujettissement dans le jeu de ce qu'on pourrait appeler, d'un mot, la politique de la vérité » (p. 39).

Il fait ici abondamment référence au sujet qui formule la critique. Les termes forts employés, « inservitude » et « indocilité », portent un sens conséquent dans l'approche de la dynamique de positionnement, car ils attestent de la démarche politique subjective sous-jacente. Les concepts d'assujettissement et de désassujettissement demeurent importants dans l'œuvre de Foucault qui a notamment écrit sur la *conversio ad se*, le retour à soi, qui compose une forme de résistance aux systèmes de pouvoir, « une trajectoire grâce à laquelle, échappant à toutes les dépendances et à tous les asservissements, on finit par se rejoindre soi-même, comme un havre à l'abri des tempêtes ou comme une citadelle que ses remparts protègent » (Foucault 1984a, 82). Dans sa conception foucauldienne, la subjectivation est donc une modalité de désassujettissement qui joue un rôle important dans l'articulation de cette critique, et elle est un vecteur d'essentialisation qu'il est nécessaire d'introduire. Entendue comme l'action de subjectiver, c'est-à-dire de faire dépendre d'un état de conscience, la subjectivation est étudiée comme un processus. Elle envisage le sujet capable de se sentir acteur et de trouver les modalités du passage à une action désassujettie et une émancipation critique, plutôt que de subir un assujettissement passif. En commettant l'acte de critique, le sujet et sa subjectivité deviennent au moins autant indispensables que l'objet. Ils sont les éléments d'étude moderne par excellence, et semblent à la fois acteurs et matières dans la constitution de cadres théoriques et de pratiques scientifiques. Foucault s'est cependant montré hostile à la notion de sujet souverain :

« Je pense effectivement qu'il n'y a pas un sujet souverain, fondateur, une forme universelle de sujet qu'on pourrait retrouver partout. Je suis très sceptique et très hostile envers cette conception du sujet. Je pense au contraire que le sujet se constitue à travers des pratiques d'assujettissement, ou, d'une façon plus autonome, à travers des pratiques de libération, de liberté, comme, dans l'Antiquité, à partir, bien entendu, d'un certain nombre de règles, styles, conventions, qu'on retrouve dans le monde culturel » (Foucault 1984b, 1552).

Ce qui importe est donc plus la subjectivation, c'est-à-dire le processus, que le principe ou le résultat de la sujétion ou de la délimitation d'un sujet. Le sujet pensant l'objet est au cœur de la discipline philosophique, et en cela ne saurait être une thématique indissociable de la philosophie

postmoderne et des fondements théoriques de la positionnalité. Le *cogito* de Descartes, la dualité entre sujet et citoyen de Rousseau, la transcendance de la conscience de soi de Kant, le penseur subjectif de Kierkegaard, le sujet face au monde de Husserl, ou encore la subjectivité impliquée de Ricœur sont autant de conceptualisations théoriques qui ont alimenté les sciences sociales en possibilités d'interprétation.

Cependant, la perspective constructiviste de l'épistémologie critique, dominant notamment la philosophie postmoderne, a conduit à proposer d'autres appréhensions du sujet. Les réflexions sur la subjectivité et l'intériorité ont permis de préciser la figure de l'individu au-delà de celle du sujet, caractérisée par la subjectivité qui est le « domaine de soi soustrait au social » (Martuccelli 2002, 437). La distinction est nécessaire car elle admet que si l'individu se construit par la réflexivité, le sujet se nourrit surtout de l'action collective et du conflit social (Bertucci 2007, 14). Dans le contexte de la recherche scientifique et spécifiquement en sciences sociales, il est aisé de distinguer le chercheur « individu », aux prises avec sa réflexivité et l'arbitrage de ses valeurs et de ses intentions, du chercheur « sujet », irrémédiablement inclus dans un ensemble totalisant qui comprend son terrain de recherche et lui-même. Dans sa *Critique de la modernité* (1992), Alain Touraine insiste sur une troisième déclinaison en ce que « le Sujet est la volonté d'un individu d'agir et d'être reconnu comme acteur » (p. 267). Cette perception du sujet comme acteur consent à étendre le modèle de l'être exclusivement social, et lui confère l'aptitude à produire ce social par son positionnement de sujet et sa force critique (Bertucci 2007, 16). L'action, comprise dans un sens large qui implique le contexte social, ses normes et son public, est liée à la fonction identitaire et dès lors, fait entrevoir une logique politique dans la définition du sujet. Cette subjectivation politique intervient lorsque dans la sphère sociale ou un domaine de pratiques apparaît un conflit, faisant naître une signification politique (Tarragoni 2016, 115). L'action, l'identité, le conflit sont des mots-clés de l'essor de la positionnalité, c'est-à-dire d'un positionnement essentialisé qui ne se contente pas de notifier une posture critique et un choix méthodologique, mais porte les marques d'un engagement politique qui dépasse le cadre classique de l'épistémologie et du travail scientifique. En ce sens, le positionnement apparaît comme la concrétisation pragmatique – mais partielle – de la subjectivation critique.

Par ailleurs, certains ensembles théoriques vont connaître un emploi et une exposition intenses dans ce contexte. C'est le cas de la « déconstruction », qui a joué un rôle substantiel dans

l'élan de la positionnalité. Le mot est, à nouveau, hérité d'une traduction en français des concepts attachés aux mots allemands *Destruktion* et *Abbau* par le philosophe Gérard Granel⁶. En premier lieu employés par Martin Heidegger dans son essai *Être et Temps* (1927) au sujet de la métaphysique et de l'histoire de l'ontologie, le philosophe Jacques Derrida vulgarise leur réunion par le terme de « déconstruction » et l'étend au-delà du champ de l'hérméneutique. La critique déconstructionniste qui en émane perpétue la vision postmoderniste en l'appliquant au langage et à l'étude du discours, et postule que les signifiants ne renvoient pas à des signifiés établis, mais plutôt de nouveaux signifiants. Il balaie les dichotomies, la binarité et les systèmes d'opposition qui ont fondé le monde moderne, et élabore une véritable philosophie de la différence. Pour Derrida, les dualismes sont toujours inscrits dans une hiérarchie aux pôles inégalement considérés. C'est ainsi qu'il s'attaque à la disparité de considération pour la parole et l'écrit. Dans son essai *De la grammatologie* (1967), Derrida « déconstruit » le logocentrisme, c'est-à-dire la primauté du parler, en exposant son articulation binaire traditionnelle dans la philosophie occidentale. La déconstruction désigne alors « l'ensemble des techniques et stratégies utilisées par Derrida pour déstabiliser, fissurer, déplacer les textes explicitement ou invisiblement idéalistes » (Hottois 2001, 399-400). Elle s'effectue d'abord par une phase de « renversement » du rapport de force, selon lequel l'écriture doit prévaloir sur l'oralité, puis par une phase de « neutralisation », soit l'abandon des significations antérieures héritées de la pensée duelle (Hottois 2001, 306). Cette appréhension engagée des altérités ordonnées conduit Derrida à formuler un second postulat majeur : il soumet le concept de « différence », dans une conférence prononcée en 1968 à la Société française de philosophie (Guillemette et Cossette 2006). Derrida joue avec les termes « différence » et « différant »⁷, et propose une différence qui désigne deux démarches complémentaires : un retardement, c'est-à-dire la temporisation d'un problème consciemment laissé ouvert, et une différenciation, soit le fait de « débusquer les écarts différentiels cachés dans les héritages culturels et de les sauver dans leur originalité » (Lamboley 2005, 47). Cette interprétation d'une différence instrumentale, dans une tradition de déconstruction, confère de nouvelles références pour le positionnement. Elle conspire également à asseoir une légitimité de l'action critique, inscrite en toile de fond de l'examen de la différence, y compris lorsqu'elle procède plus d'une logique politique que d'une logique épistémique.

⁶ Dans sa traduction de *Contributions à la question de l'être (Zur Seinsfrage)* en 1955 (Goldschmidt 2003, 20).

⁷ Pris dans son sens de participe présent du verbe « différer ».

L'ensemble des concepts et théories introduits ici servent alors la définition et l'analyse de la positionnalité, et spécialement de l'idéologisation de l'identité.

II. Positionnalité et essentialisation déterministe d'une identité idéologisée

La confluence de postures et de positionnements politiques, mêlée à l'individualisme libéral et aux tensions actuelles qui règlent l'action collective, a occasionné de profonds bouleversements de plusieurs natures. Un désordre ontologique, tout d'abord, car le jeu des positionnements questionne la construction des sujets, les relations qu'ils entretiennent et le devenir commun auxquels ils peuvent aspirer. Les implications de l'identité et de la positionnalité recomposent la perception des réalités sociales et culturelles, et dès lors altèrent le rapport à soi et aux autres. Elles nourrissent une confusion politique, également, tant les positionnements sont façonnés par leurs antagonismes et les affrontements entre les sujets ou à l'égard d'un objet déterminé. L'élément politique s'affirme par la permanence d'une dynamique de choix : le positionnement revendiqué est nécessairement délibéré et résolu, répondant avant tout aux injonctions de l'individu qui se l'attribue. Les transactions régies par ces étiquettes choisies, dans l'espace politique, stimulent le particularisme et incitent des progrès en apparence sinon démagogiques, au moins clientélistes. Enfin, une révolution épistémologique s'affirme, car l'université et la recherche scientifique, par leurs acteurs, sont naturellement perméables à ces mutations sociétales. L'individualisme moderne a encouragé la prééminence de considérations identitaires, qui paraissent primer dès qu'il importe de distinguer les individus. Le travail scientifique ne semble pas avoir échappé à la recrudescence d'une pratique différentialiste de l'identité, malgré les mécanismes censés garantir son intégrité et inscrits dans des traditions déontologiques et éthiques méprisées. Notamment, la réflexivité et la neutralité, sans disparaître, connaissent de nouvelles interprétations.

1. L'intellectualisation du biais identitaire et du favoritisme endogroupe

Après avoir brièvement exposé les origines philosophiques et épistémologiques des notions de positionnement et de posture, il est nécessaire d'aborder un second corpus théorique qui a donné toute sa force à ce que nous qualifions ici de « positionnalité ». Celle-ci correspond à l'étape additionnelle qui suit le choix d'une posture et la définition d'un positionnement, en essentialisant

un rapport à l'objet de recherche et aux sujets qui soit y sont rattachés, soit font état de ce même rapport singulier. Le terme a également pour particularité de n'être ni figé, ni consensuel. Dans les travaux universitaires, son utilisation paraît très discrète en dehors des États-Unis, fers de lance de l'institutionnalisation des études critiques. Dans la recherche anglophone, le mot *positionality* semble connaître un usage plus prégnant que *positioning* (positionnement). Il peut alors désigner le contexte, typiquement le système de relations de pouvoir, qui façonne la subjectivité (Tremblay 2019, 262) et engage le chercheur. Selon cette acception, la positionnalité est intimement liée à une démarche réflexive et à l'examen de ses valeurs, de ses héritages ou des traditions auxquelles il répond. En apparence saine, la notion de positionnalité représente néanmoins une évolution idéologique du positionnement. C'est ainsi tout un ensemble de critères, extérieurs à l'objet de recherche et propres à l'acteur, qui entrent en considération. Il apparaît désormais que de la qualité de la prise en compte de cette positionnalité, mais aussi de son acceptation et de sa revendication, peuvent dépendre la légitimité et la valeur conférées au travail de recherche et à son auteur. En somme, nous abordons la positionnalité comme la qualification d'une mobilisation consciente, ferme et totalisante d'un positionnement qui, par ses critères individuels d'appartenance et son aspiration communautaire, est assimilé à l'identité. Son évolution idéologique s'est fondée sur plusieurs outils théoriques qui persistent dans sa pratique actuelle.

Standpoint Theory et *Situated Knowledges* : les deux piliers conceptuels de la positionnalité

La généalogie de la notion de positionnalité est indissociable du progrès des idées de conscience de soi et de privilège épistémique. Tout d'abord, la « théorie du point de vue » (*Standpoint Theory*) s'est imposée dans les disciplines qui s'intéressent aux discours et aux pratiques intersubjectives, et plus largement à l'ensemble des champs qui admettent des interrogations épistémologiques. Originellement, elle est inspirée par la dialectique du maître et de l'esclave que soumet Hegel dans sa *Phénoménologie de l'Esprit* (1807). En s'intéressant à la liberté de conscience et la réalisation de la conscience de soi de l'esclave, Hegel a également permis de sublimer l'analyse des formes d'oppression et d'injustice à travers le point de vue du sujet concerné. Cette projection d'une perspective individuelle a connu d'autres emplois, et a été notamment développée par Marx dans son abord du prolétariat : la conscience de classe est pensée comme une modalité épistémique qui nourrit l'action pour le changement. En cela, la tradition empirique qui suggère de considérer primitivement l'observation objective et l'expérience est

réformée afin de scruter, en premier lieu, le point de vue du sujet et son positionnement dans le contexte. Cela participe aussi du matérialisme historique que Karl Marx et Friedrich Engels ont formulé, et selon lequel les faits historiques proviennent plus des rapports sociaux vécus, notamment entre les classes sociales, que des idées. Cependant, la *Standpoint Theory* n'apparaîtra plus formellement que dans les années 1970 et 1980 avec l'essor de la philosophie féministe, dans la lignée de la « French Theory ». La fondation à Berlin de l'*Internationale Assoziation von Philosophinnen* en 1974 par des femmes philosophes européennes a offert une existence matérielle à cette discipline naissante. Le féminisme se développe en sciences sociales face au constat de l'invisibilisation des femmes dans les sciences, et en questionnant les stéréotypes, notamment sexistes, dont seraient envahis les travaux scientifiques dès les étapes préliminaires de la recherche.

Notamment, l'essai *Money, Sex and Power: Toward a Feminist Historical Materialism* (1983) de Nancy Hartsock est un ouvrage majeur en épistémologie féministe, et défend une première conception du point de vue spécialement féministe (*feminist standpoint*). En s'appuyant sur les travaux de Marx, elle soutient que le point de vue unique des femmes dans la société offre une justification des prétentions de vérité du féminisme, et qu'il est de nature à constituer un outil méthodologique pour appréhender les réalités sociales. Le *feminist standpoint* s'impose rapidement comme un pilier de la philosophie féministe (Hekman 1997, 341). Nancy Harstock développe son concept dans un second essai⁸ publié dans l'ouvrage tout autant fondateur de Sandra Harding et Merrill Hintikka, *Discovering Reality* (1983). Celui-ci imprègne l'ensemble de la philosophie féministe, de la méthode sociologique du « point de vue des femmes » de Dorothy Smith à la pensée féministe noire de Patricia Hill Collins. Il s'inscrit également au cœur d'un mouvement de contestation des prémisses positivistes de l'objectivité et de la neutralité scientifiques. Dans *The Science Question in Feminism* (1986), Sandra Harding⁹ plaide pour la reconnaissance du point de vue privilégié des féministes, par leur engagement politique et leur intérêt pour l'étude de la vie des femmes, et leur confère plus tard une « objectivité forte » (Harding 1992). Elle emploiera également les termes de « *feminist empiricist* » (Harding 1992) pour désigner les universitaires, dont elle fait partie, qui n'ambitionnent pas de réinventer l'ensemble des cadres de pensée de la science mais plutôt d'en faire un meilleur usage (Stoetzler et Yuval-Davis 2002, 315). Les arguments de la théorie féministe du point de vue n'en sont pas moins

⁸ «The Feminist Standpoint: Developing Ground for a Specifically Feminist Historical Materialism»

⁹ C'est notamment à Sandra Harding qu'est attribué le vocable de « *Standpoint Theory* ».

engagés : elle soutient que la connaissance est socialement située, tout comme le sont les individus. Ainsi, les individus marginalisés seraient mieux informés et conscients de cette réalité que ceux qui n'en ont pas une connaissance intime et vécue, et devraient être intégrés dans la méthode de recherche et les dispositions d'observation.

Cette construction théorique de la valeur du point de vue dans la démarche de recherche a persisté, et s'est établie dans les traditions épistémologiques qui ont fondé les disciplines d'études critiques. La théorie du point de vue, dans le champ du féminisme comme ailleurs, fait figure d'application concrète du privilège épistémique, c'est-à-dire d'une connaissance directe à laquelle un individu a un accès unique et qui lui est propre, à l'image de la connaissance de soi. L'attribution d'un privilège épistémique aux sujets marginalisés n'est pas introduite par la philosophie féministe ; Marx l'avait mobilisé en le réservant au seul prolétariat, puis les philosophes de la seconde vague du féminisme ont conservé l'idée d'un privilège des individus à la marge, écartés du centre social (Bar On 1993, 85). En faisant entrer des caractéristiques individuelles dans le champ de recherche, c'est toute l'approche de la construction de la connaissance qui est concernée. En 1988, dans la revue *Feminist Studies*, la philosophe et biologiste Donna Haraway publie un article fondateur, « Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective ». Elle y introduit la notion de savoirs situés (*situated knowledges*), critiquant la neutralité scientifique qui relève selon elle d'un construit normatif commode, autoritaire, réducteur et empreint d'une pluralité de discriminations. Elle propose une généalogie très claire de ce concept, ancré dans la « nature incarnée de toute vision » et la contestation d'un « regard conquérant sorti de nulle part »¹⁰ (Haraway 1988, 581). Elle précise les contours de ce regard :

« This is the gaze that mythically inscribes all the marked bodies, that makes the unmarked category claim the power to see and not be seen, to represent while escaping representation. This gaze signifies the unmarked positions of Man and White, one of the many nasty tones of the word "objectivity" to feminist ears in scientific and technological, late-industrial, militarized, racist, and male-dominant societies, that is, here, in the belly of the monster, in the United States in the late 1980s » (Haraway 1988, 581).

Donna Haraway critique avec vigueur l'idée qu'une appréhension neutre d'un phénomène social soit non seulement possible, mais préférable et favorisée dans le contexte de la recherche scientifique, et qualifie cette neutralité par une formule limpide : « the god trick of seeing everything from nowhere » (Haraway 1988, 581). Les savoirs « non-localisés » amassés de

¹⁰ Traductions libres.

démarches régies par un regard neutre sont, selon elle, « irresponsables » car « incapables d’être mis en cause »¹¹ (Haraway 1988, 583). La véritable objectivité selon Haraway, notamment dans la pratique féministe, consiste alors en un savoir situé qui n’abolit pas une vision incarnée et qui offre un contraste avec le relativisme des normes consensuelles de l’objectivité des sciences, c’est-à-dire la place laissée à une contradiction postérieure qui serait compromise par la neutralité.

Le pendant du postulat d’un savoir localisé est qu’il se situe avec l’individu dans tous ses aspects et l’accompagne, entre autres, dans son insertion au sein de communautés qui sont essentielles selon Haraway : « Situated knowledges are about communities, not about isolated individuals » (Haraway 1988, 590). Ainsi l’objectivité n’est pas abandonnée mais sa définition est transposée ; la philosophe parle d’une « rationalité positionnée » et de la réunion de vues partielles dans une « position de sujet collectif »¹² (Haraway 1988, 590) faisant du sujet un acteur infailliblement politique et l’objet primordial du savoir. Selon cette conception, toutes les positions ne se valent pas, et l’appréciation des différences entre les points de vue forme alors l’assise de la légitimité de la parole : « "Subjugated" standpoints are preferred because they seem to promise more adequate, sustained, objective, transforming accounts of the world » (Haraway 1988, 584). Il est tout de même à noter que Donna Haraway s’oppose à l’idée d’un sujet unifié, identifié et amalgamé à son assujettissement : « We are not immediately present to ourselves. Self-knowledge requires a semiotic-material technology to link meanings and bodies. Self-identity is a bad visual system. Fusion is a bad strategy of positioning » (Haraway 1988, 585).

Ainsi, la relecture des critères de scientificité à travers le prisme du point de vue et de la situation individuelle dans le champ d’observation élève l’identité et la dynamique communautaire. La construction du savoir hérite alors de toutes les tensions politiques et sociales qui, dans le modèle scientifique classique de la neutralité, sont tenues à l’écart de la conduite de la recherche. En inférant que les individus situés à l’égard de problématiques sont dépositaires de la véritable objectivité, Haraway suppose un lien immuable entre l’identité positive, perçue favorablement, et la validité du savoir. Ce premier socle de la positionnalité, désormais considérablement vulgarisé, est à l’origine de pratiques méthodiques consacrées – et parfaitement politiques – telles que l’examen des privilèges et des préjugés, la hiérarchisation des discours selon

¹¹ Traduction libre.

¹² Traduction libre.

l'identité du locuteur et la communauté représentée, ou encore la promotion de l'expérience vécue comme outil inductif exemplaire de la réflexion scientifique. Les notions de point de vue et de savoirs situés témoignent du fait collectif qui s'établit autour de l'exaltation et du partage passionné d'éléments très individuels comme ceux qui établissent la positionnalité. La primauté accordée à l'expérience vécue et sa systématisation rapprochent la positionnalité d'un héritage phénoménologique qu'il est nécessaire d'explorer.

Expérience vécue et intention : du privilège de la perception à la relativité des faits

Si la positionnalité se perpétue à travers l'autorité des points de vue et la promotion d'un savoir situé, c'est notamment car elle est étayée par le récit phénoménologique de l'expérience vécue. À la différence de la conception pragmatique de l'expérience, c'est-à-dire de la connaissance éprouvée par la pratique, l'expérience vécue est une représentation d'une expérience ou d'un choix qui influence la perception de la connaissance (Given 2008). Elle entretient l'idée d'un regard unique et d'une appréhension exclusive à l'individu, façonnés par un ensemble de construits sociaux tels que l'ethnie, la classe, l'identité de genre, l'orientation sexuelle, la religion ou les convictions politiques (Given 2008). La notion d'expérience vécue est une proposition archétypale de l'induction, en ce qu'elle entend dépeindre fidèlement le cas particulier et amorcer l'abstraction d'un énoncé général. Cette approche « *bottom up* » connaît des applications consacrées parmi les sciences sociales qui s'intéressent aux discours, notamment en psychologie avec l'analyse interprétative phénoménologique (Reid, Flowers, et Larkin 2005) et plus largement dans l'ensemble des champs de l'herméneutique (Davey 2015). Ainsi, l'expérience vécue peut être mise en concurrence avec l'acception usuelle de l'expérience qui s'applique en sciences naturelles et qui se maintient dans le positivisme et l'objectivité scientifique décrits par les fondements de la positionnalité que nous avons introduits. Connue pour sa distinction entre sciences de la nature (*Naturwissenschaften*) et sciences de l'esprit (*Geisteswissenschaften*), le philosophe allemand Wilhelm Dilthey a introduit le concept d'une expérience (*Erfahrung*) opposée à l'empirisme : elle ne saurait être réduite à une simple circonstance sensorielle et doit considérer les relations avec le monde, ce qu'il nomme *Lebenserfahrung*, « l'expérience de la vie » (Brogowski 1997, 19). Il a également précisé l'importance de la temporalité de cette expérience vécue, qui s'étend dans le passé et le futur puisqu'elle n'est pas circonscrite à l'individu mais attachée à l'historicité des réalités sociales. Son interprétation est empreinte d'un déterminisme assumé : « Temporality is

contained in life as its first categorial determination and the one that is fundamental for all the others. [...] Thus, the lived experience of time determines the content of our lives in all directions. » (Dilthey 2010, 214-215).

Selon cette conception, l'expérience vécue agit comme l'opérateur impérieux de l'appréhension collective d'une réalité sociale et dispose de sa propre interprétation temporelle. La considération du temps dans l'abord de l'expérience vécue a considérablement profité de l'ontologie fondamentale et de la phénoménologie herméneutique énoncées par Martin Heidegger et son œuvre *Être et Temps* (1927). Heidegger a également approfondi la notion de *lifeworld* (*Lebenswelt*) introduite par Edmund Husserl et selon laquelle les réalités des individus sont invariablement influencées par le monde dans lequel ils vivent. Il emploie aussi le terme *being-in-the-world* (*In-der-Welt-sein*) pour souligner le fait que les humains ne peuvent s'abstraire du monde, et qu'ainsi l'examen des récits individuels est essentiel dans l'exploration herméneutique (Lopez et Willis 2004, 729). Ainsi, toutes ces approches phénoménologiques de l'expérience vécue mettent en valeur un principe commun : l'individu est ancré dans une réalité sociale qui est située dans le temps et ordonne son existence. Son récit fait figure d'outil unique qui permet de produire du sens et d'appréhender le plus grand nombre d'aspects de cette réalité, à la différence d'un abord théorique qui donnerait plus d'autorité aux réalités factuelles plutôt qu'aux réalités vécues. Il s'agit aussi, d'autre part, de confronter les attendus du positivisme scientifique, fondé sur la reproductibilité et la transparence des méthodes, et qui demeure difficile à mettre en œuvre dans le cadre distinctif des sciences sociales. C'est pourquoi la temporalité n'est pas un critère anecdotique dans la compréhension de l'expérience vécue, car elle rappelle la nature évolutive du récit d'une perception individuelle, susceptible de changer avec le temps, lorsqu'un fait purement objectif et tangible ne connaîtra pas d'altérité selon l'instant auquel il est considéré.

L'approche phénoménologique de la positionnalité apporte un second élément important qu'est l'intentionnalité. Celle-ci paraît former le critère majeur de la distinction entre positionnalité et neutralité, et se rapporte à ce que Husserl qualifie de « différence universelle de conscience »¹³ (Kurg 2014, 23). L'intentionnalité désigne les représentations que l'individu adopte, par sa perception et le travail de sa conscience, à l'égard d'un objet et afin de lui donner du sens (McIntyre et Woodruff Smith 1989, 147). Il s'agit de qualifier l'appréhension conditionnée par une intention

¹³ Traduction libre (« *ein universeller Bewußtseinsunterschied* »).

ou un choix, et de la différencier d'une compréhension neutre et purement objective. Le corollaire d'une expérience « vécue » est qu'elle concrétise une liberté d'interprétation : il s'agit de rapporter ce qui est éprouvé par un individu, sans contrainte d'objectivité opposée à sa conscience et à son discours. Au sein des cadres spécifiques de la phénoménologie herméneutique et de l'épistémologie, cette contrainte repose sur le chercheur qui doit s'appliquer à admettre le point de vue d'un sujet en mettant en suspens ses jugements et sa propre perception. Bien que cette suspension semble correspondre parfaitement à la pratique ordinaire de la neutralité, l'intentionnalité de Husserl propose un paradigme dissonnant. Dans son essai *L'idée de la phénoménologie* (1907), Husserl reprend la notion d'*epochè*, un concept antique d'origine stoïcienne puis considérablement développé par le scepticisme (Couissin 1929), et qualifie cette démarche de « réduction phénoménologique », en contradiction avec une autre attitude « naturelle » qui serait celle de la « thèse du monde ». Il s'agit de mettre de côté les abstractions supposées par une approche instinctive de l'objet pour pouvoir accéder à un fondement authentique de la connaissance, c'est-à-dire libéré des injonctions du sens commun qui portent une vision du monde conjecturée. En somme, Husserl insiste sur la variété des modes intentionnels dans la relation au monde et sur les sens subjectifs qu'ils produisent. Or ces sens ne seraient pleinement accessibles qu'à travers l'examen du discours de l'expérience vécue. Tout comme la temporalité, l'intentionnalité présente l'avantage d'être une notion dissociable de l'individu. Bien que son expérience vécue lui soit propre, les intentions qui la régissent peuvent être partagées si elles dérivent d'une entreprise commune, et notamment lorsqu'elle est structurée par des croyances.

C'est ainsi qu'est apparue, dans le débat philosophique, l'idée d'une intentionnalité collective. Elle existe selon différents modes, qu'il s'agisse d'une intention, d'une croyance, d'une attention, d'une émotion ou d'une acceptation partagée (Schweikard et Schmid 2021). Le vocable d'intentionnalité collective a été introduit par le philosophe John Searle dans son article « Collective Intentions and Actions », publié en 1990. Le concept est cependant plus ancien, supposé par l'idée aristotélicienne de l'effort commun (*koinonía*) et la volonté générale de Rousseau, mais aussi par les travaux des philosophes de l'Idéalisme allemand. Notamment, dans *Phénoménologie de l'Esprit* (1807), Hegel insiste sur l'importance de l'interaction entre individus dans l'éveil de la conscience de soi, à l'œuvre dans la détermination des intentions. L'intentionnalité collective hérite également des arguments avancés par les travaux en sociologie, et des oppositions qu'ils ont suscitées. Pour Emile Durkheim, les faits sociaux se rapportent plus

à une conscience collective qu'à des attitudes individuelles. Il a notamment évoqué l'émotion de masse comme l'illustration d'un fait collectif qui prend le contrôle des intentions individuelles. Cette approche fait souvent figure d'origine historique des débats actuels sur les émotions collectives (von Scheve et Salmela 2014) et l'intentionnalité collective (Olen et Turner 2015). Au contraire, Max Weber considère que ce sont les intentions individuelles qui sont essentielles pour expliquer les faits sociaux et les relations d'interdépendance. Selon lui, les actions d'un individu peuvent être orientées par le comportement d'un autre, mais il demeure l'agent rationnel fondamental qui met en œuvre l'action et dont l'intention ne saurait être réduite à une dynamique collective et interindividuelle (Schweikard et Schmid 2021). Le concept de « We-intentions », introduit par Wilfrid Sellars en 1974, semble réconcilier les deux approches et fonde le point de départ moderne de l'intentionnalité collective (Tuomela et Miller 1988), appuyant le rôle des croyances et des circonstances normatives – singulièrement, les positions sociales – dans l'affirmation d'intentions de groupes.

Cette idée d'intentionnalité collective éclaire sur les dynamiques qui font la positionnalité et qui déterminent ses interactions avec la construction du savoir. La primauté donnée à la concordance d'expériences vécues ne semble pas affranchie des biais classiques posés par les croyances, l'ignorance et les préjugés. La positionnalité, prise dans sa valeur de positionnement assertif et lorsqu'elle est pratiquée par des chercheurs universitaires ou des individus positionnés comme « sachants », peut faire basculer la charge de la preuve et les modes d'autorité scientifique. D'une part, l'expérience vécue entendue comme source idéale de connaissance paraît commettre une dépréciation des critères classiques de l'objectivité et de la valeur des faits. D'autre part, la généralisation du recours à un récit incapable d'impartialité engage une rupture avec l'universalité de la mission scientifique, car le savoir semble alors impossible à généraliser et son appréhension paraît réservée au sujet prédisposé plutôt qu'au sujet instruit. Ainsi, la centralité de l'expérience vécue et de la subjectivité est accompagnée par de nouveaux référentiels et symboles spécifiques qui unissent les chercheurs et sanctuarisent leurs objets de recherche. Les communautés politiques fondées autour du partage et de la revendication d'une identité paraissent s'introduire dans la communauté scientifique, voire s'y substituer. La positionnalité semble offrir le support opportun pour entreprendre une sécession avec l'orthodoxie de la rationalité et du positivisme scientifiques, fruits d'un héritage historique désavoué, et renouveler les instruments théoriques mobilisés dans

la construction du savoir. Le langage, l'identité, et l'association communautaire sont autant de faits sociaux qui vont informer ce basculement idéologique de la charge scientifique.

2. La composition militante d'une dynamique identitaire et exclusive : de la surabondance du symbolisme et de l'interprétation

La mise à contribution du corpus théorique des sciences sociales a évolué au gré des mouvements sociaux et des ferveurs militantes qui ont façonné l'époque moderne et influencé les domaines d'intérêt de la recherche. Notamment, la matérialité et la centralité de la différence s'imposent de plus en plus dans l'ensemble des disciplines, nourries par des approches, des postures et des applications singulières des outils de la théorie critique. De nouvelles injonctions sont formulées à l'égard tant des acteurs de la recherche que de leurs objets d'étude, et entre-eux, de façon à ce qu'ils se conforment à des dynamiques distinctement politiques. Certains champs porteurs d'une charge politique particulière, comme la *Critical Race Theory*, s'institutionnalisent et rendent compte, au sein du huis clos académique, de tensions sociétales qui perdurent. Deux tendances apparaissent importantes : d'une part, un intérêt croissant pour la représentation, des idées et des formes d'interprétation comme des individus et de leurs identités, dans la recherche scientifique ; d'autre part, la mise en œuvre d'un vocabulaire délimité et d'instruments théoriques originaux à même de rapporter une certaine lecture de la différence, notamment en matière d'identification et de figuration de l'appartenance.

De l'interprétation à la représentation : l'idéologisation de l'impératif scientifique

La pratique contemporaine de la positionnalité a placé le chercheur qui s'y prête en tant que sujet au cœur des méthodes et des objectifs poursuivis par la science. Déjà acteur fondamental de la production du savoir, le chercheur « positionné » reçoit de nouvelles attributions. Il peut ainsi être perçu comme l'instigateur d'une certaine interprétation d'un savoir et de la méthode qui l'a sanctionné, mais également ambassadeur du courant ou du champ dans lequel ils s'inscrivent. Au-delà de l'opposition « saine » des traditions épistémologiques, qui participe du progrès des idées, des affrontements dogmatiques fondés sur des critères identitaires et culturels se sont imposés dans les universités, notamment aux États-Unis depuis les années 1960. Un clivage radical s'est progressivement construit entre deux groupes de protagonistes : d'une part, les traditionalistes qui défendent l'uniformité d'une culture émanant de la civilisation occidentale, et d'autre part les

progressistes qui rejettent cet « eurocentrisme » et plaident pour la différence et la diversité (Elmaleh 2003, 59). Les premiers sont aussi qualifiés d'« assimilationnistes », fustigeant des politiques identitaires qui admettent des revendications d'ordre ethnique, d'identité de genre ou d'orientation sexuelle (p. 58).

Cette dichotomie reproduit, au sein de la communauté scientifique, ce que des observateurs ont qualifié de « guerre culturelle » américaine, à la suite des travaux du sociologue James Davison Hunter et de son ouvrage *Culture Wars: The Struggle to Define America* (1991). Les points de tension rassemblés par ce vocable sont nombreux, et semblent coalisés par les grands thèmes de la famille et de l'éducation. L'avortement, la laïcité, la drogue, l'homosexualité, le racisme, le multiculturalisme sont autant de sujets abordés qui sollicitent une confrontation des valeurs ou des habitudes de vie et sont ainsi tributaires de jugements moraux et d'interprétations partiales, antagoniques d'un savoir scientifique objectif et informé. La guerre culturelle que décrit James Davison Hunter s'inscrit dans le contexte de l'émergence d'un pluralisme culturel aux côtés d'une culture dominante, et qui alimente des visions fondamentalement opposées de l'identité nationale qui est un facteur essentiel d'unité. En associant le chercheur à une velléité militante et à un ensemble de revendications, la positionnalité donne prise à des éléments ascientifiques à l'origine même du savoir, en la personne du chercheur, et déprécie l'application d'une méthode ou d'une démarche scientifique rigoureuse qui permettrait de distinguer le savoir scientifique du savoir profane – et le jugement moral de l'interprétation des faits. Contrairement à une divergence d'opinion interpersonnelle, typiquement entre deux chercheurs se réclamant d'influences opposées, la pratique de la positionnalité suscite une confrontation propre et interne à un seul individu qui répond à plusieurs injonctions, intimes ou exogènes. Notamment, les croyances et les convictions sont renseignées par un ensemble d'éléments qui peuvent s'imposer dans l'environnement de l'individu, au gré des milieux culturel et social dans lesquels il évolue. Dans le cadre de la recherche et du « huis clos » universitaire, cela peut mener à l'affrontement de courants d'interprétations, à l'image de l'opposition entre traditionalistes et progressistes.

Par l'auto-assignation d'une position essentielle qui fait appel aux marques de l'identité, le chercheur mêle différentes perceptions individuelles et professionnelles à sa tâche scientifique. Ce dilemme de perceptions croisées se nourrit aussi d'une culture des attributs identitaires au sein de l'environnement singulier des universités, tels que la réputation ou l'image, circonscrits par les

travaux en sociologie des organisations et regroupés par la notion d'identité « organisationnelle » (Gioia et Thomas 1996; Labianca et al. 2001), c'est-à-dire une identité durable et distinctive que partagent les membres d'une même organisation. La dualité entre l'identité personnelle et cette identité collective uniforme, notamment dans le contexte universitaire, semble de nature à brouiller le sens que les chercheurs ont de « qui ils sont et de ce qu'ils défendent »¹⁴ (Dutton et Dukerich 1991) et à compromettre une interprétation dépariée de biais. L'idée d'une connaissance située et légitimée par la considération d'un point de vue personnel, et ainsi socialement et politiquement construite à l'instar de l'identité, paraît ouvrir naturellement ces voies d'interprétation. L'identité organisationnelle du chercheur forme ainsi un point d'entrée évident des dynamiques identitaires au sein de l'université. Elle définit la place du chercheur dans l'environnement de la recherche mais également à l'égard du public et des acteurs non universitaires, et fait le pont avec l'identité sociale. Elle relève aussi d'une culture d'organisation spécifique, accompagnée d'un symbolisme prégnant auquel se mêle celui des cultures extérieures que les individus importent dans le microcosme de l'université. De même que pour l'identité sociale, l'interprétation individuelle est essentielle dans l'avènement de cette identité *sui generis* propre aux acteurs universitaires. Si la perception de similarités peut constituer la base d'une « auto-catégorisation » et d'une identification à un groupe, c'est bien souvent l'inverse qui se produit : c'est la mise en œuvre de procédés d'identification qui incite à considérer et exacerber les similarités, menant au maintien artificiel d'une identité cohésive et de nature à séparer un groupe d'un autre (Rink et Ellemers 2007, 19).

Le modèle d'une communauté scientifique rassemblée par le partage d'une même identité organisationnelle paraît compromis par la persistance d'autres identités plus substantielles et prédominantes, et fait écho aux valeurs associées à l'identité et à la différence dans le monde social. Également, le manque d'une référence culturelle hégémonique précarise toute tentative de fédérer autour d'une culture d'organisation, notamment aux États-Unis. L'effondrement du mythe fondateur d'un *melting pot* universaliste, coalisé par un fort sentiment national et la conviction d'un « exceptionnalisme » américain, au profit du multiculturalisme a posé des difficultés d'adaptation à l'enseignement supérieur (Judkins et Lahurd 1999, 786). Les universités ont eu à s'ajuster aux nouvelles attentes de la société et à y faire correspondre les valeurs consensuelles de

¹⁴ Traduction libre.

neutralité, d'universalité et de désintéressement qui structurent l'œuvre scientifique, tout en harmonisant leurs acteurs avec la diversité des individus et des représentations qui composent le monde social. Plusieurs mesures ont été prises pour concourir à l'amélioration de la diversité académique, notamment à travers des politiques de discrimination positive¹⁵ et des programmes de « *diversity training* ». Très plébiscités aux États-Unis et couramment pratiqués par les universités, ces programmes n'ont pourtant pas trouvé d'appui empirique ; de nombreuses études menées depuis les années 1930 ont conclu à l'absence de bénéfice dans la réduction des discriminations, voire au renforcement des mécanismes discriminatoires (Dobbin et Kalev 2018, 48). La concentration de ces programmes sur la prise en compte, la compréhension et l'appréciation des différences, plutôt que sur le partage de compétences et la création de relations interpersonnelles, est souvent mobilisée pour expliquer leur échec (Hemphill et Haines 1997). En admettant la valeur instrumentale d'autres identités dans le contexte scientifique, l'identité organisationnelle, telle que celle de chercheur au sein d'une université, paraît dépréciée.

Cette diversité, nécessaire et légitime, semble aujourd'hui symbolisée par la positionnalité et l'essentialisation des différences entre collectifs, et ainsi reposer sur une confrontation d'identités et une pratique du multiculturalisme contrainte par les exigences de représentation et de considération de l'expérience vécue. Il s'agit aussi d'admettre d'autres formes d'interprétation et de construction du savoir, notamment pour les sciences humaines qui sont tributaires d'une perception des réalités sociales – alors que les sciences fondamentales ont bien plus de facilité à qualifier un fait et à affirmer une vérité scientifique. En toute logique, la démarche scientifique en sciences sociales est moins affranchie des facteurs humains car elle repose en premier lieu sur l'observation des interactions sociales entre individus, groupes et environnements, composant une réalité sociale moins fixée et reproductible que les matières qui occupent les sciences fondamentales. Par contraste avec la seule observation, elle peut reposer aussi sur l'intervention du chercheur sur son terrain de recherche. A ce titre, la sociologie est un exemple type de la réflexion sur l'engagement du chercheur. Notamment, Alain Touraine a exposé les grands principes de l'intervention sociologique dans *La voix et le regard* et *Lutte étudiante*, publiés en 1978. Il ancre cette méthode dans l'actionnalisme, une théorie qui cherche à lier acteurs et logiques d'action (Cousin et Rui 2011, 514). L'intervention sociologique suggère la composition d'espaces

¹⁵ Traduction française répandue – mais contestée – pour désigner la notion d'*affirmative action*.

artificiels où sont réunis des groupes d'individus selon un même engagement ou une même expérience qui les unissent, formés par des sociologues qui prennent la parole, se manifestent, émettent des objections ou pointent des contradictions (Cousin et Rui 2011, 515). En cela, ils abandonnent la neutralité au profit d'un raisonnement sur l'action du collectif. La sociologie d'intervention, caractéristique de l'engagement du chercheur, a souvent été qualifiée de « vassalisation » du chercheur, qui se mettrait au service de la demande sociale plutôt qu'à celui de l'impératif scientifique (Herreros 2000, 207). Au contraire, elle a aussi pu être présentée comme démontrant la consubstantialité entre savoir sociologique et engagement du chercheur. Le sociologue britannique Anthony Giddens a relevé une « double herméneutique » de la sociologie, décrivant la relation interprétative entre le savoir sociologique et la pratique engagée. Selon lui, la connaissance produite par le sociologue est le résultat d'un « va-et-vient entre l'univers de la vie sociale et le savoir sociologique », qui en cela « se modèle et remodèle l'univers social » (Giddens 1994, 24) et justifie son engagement dans l'interprétation.

La recherche participative suit le même modèle, en incluant des acteurs de la société civile aux côtés des chercheurs dans la production des connaissances, et dispose de bases empiriques solides quant à ses bénéfices pour la recherche (Van Blerk et Ansell 2007). Ces méthodologies consacrent l'engagement personnel du chercheur, mais également de sujets profanes dont la participation peut n'avoir pour seul fondement que leur appartenance à un groupe. C'est notamment le cas dans le cadre de la recherche participative basée sur la communauté (*community-based participatory research*), qui a accompagné l'essor des disciplines inspirées de la théorie critique dans les années 1970 (Healy 2001) et fait l'objet d'un large consensus en sciences sociales malgré des problématiques éthiques trop peu discutées (Kwan et Walsh 2018, 369). La constellation d'identités représentées et la relation au fait communautaire, du chercheur comme des individus impliqués dans une recherche participative, sont sources de conflits et peuvent laisser libre cours à des biais identitaires (Böschen et al. 2020, 382). Par ailleurs, cette méthode donne une place encore plus singulière au récit et à l'expérience vécue, entretenus par un phénomène de groupe et l'accueil de la parole dans des espaces protégés, voire complaisants. Ceux-ci peuvent, avec l'assentiment d'un chercheur positionné et acquis à une cause, rompre avec la neutralité et la factualité qui président à la mission scientifique. Également, comme nous le verrons, ce partage d'un répertoire de symboles entre chercheur et sujets peut constituer un marqueur d'idéologisation

et s'établir durablement, notamment à travers la normalisation d'un vocabulaire prescrit et délimité.

L'intersectionnalité et les motifs politiques d'une cristallisation idéologique et sémantique

En 1989, la juriste américaine Kimberlé Crenshaw a introduit le vocable d'« intersectionnalité » en explorant l'intersection des oppressions qui pèsent sur les femmes noires, placées *de facto* au croisement de deux identités. Dans son article « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics » (1989), Crenshaw explique que ces identités doivent être considérées tant indépendamment que dans leur interaction, en ce que leur intersection exacerbe les inégalités endurées. Désormais étendu à de nombreux aspects de l'identité sociale, le terme a accompagné et symbolisé la quatrième vague féministe entamée en 2012. Si son entrée dans le vocabulaire usuel est tardive, les fondements de l'intersectionnalité ont diffusé largement dans la littérature féministe depuis les années 1970 et les seconde et troisième vagues féministes. La déclaration de l'organisation Combahee River Collective en 1977 est notamment un texte fondateur du féminisme noir et de la pensée intersectionnelle, appelant à lutter contre les différentes formes d'oppression classiques – raciale, sexuelle, hétérosexuelle et de classe – que la société perpétue et qui se renforcent mutuellement : « The synthesis of these oppressions creates the conditions of our lives » (Combahee River Collective 1977).

Les universitaires Gloria Watkins¹⁶ et Gloria Anzaldúa, et la poétesse Audre Lord ont également très tôt évoqué la mise à l'écart des femmes noires au sein des mouvements féministes, critiquant la seule distinction selon le genre comme critère fondamental d'identification (Munro 2013, 24). Le féminisme intersectionnel mêle genre et « race » pour évoquer la collision de systèmes d'oppression à l'échelle individuelle, ce que Patricia Hill Collins a qualifié de « *matrix of domination* » dans son ouvrage *Black Feminist Thought* (1990). L'enjeu était alors de refuser l'effacement de la femme noire, parangon de l'incarnation simultanée de deux « minorités », au sein des mouvements féministes américains. L'intersectionnalité appelle ainsi la reconnaissance de la multiplicité des identités individuelles et de leurs combinaisons. Il s'agit aussi d'assurer la médiation des « tensions entre l'affirmation de multiples identités et la nécessité continue des

¹⁶ Plus connue sous son nom de plume, bell hooks.

groupes politiques »¹⁷ (Crenshaw 1991, 1296). Désormais, le terme est devenu le mot-clé des impulsions pour le progrès de la justice sociale mais également le synonyme d'un affrontement permanent à l'Université, comme le décrit l'universitaire Jennifer Nash (2017) : « Nearly everything about intersectionality is disputed: its histories and origins, its methodologies, its efficacy, its politics, its relationship to identity and identity politics, its central metaphor, its juridical orientations, its relationship to “black woman” and to black feminism » (p. 117-118). Ces « guerres de l'intersectionnalité »¹⁸ (p. 117) concrétisent les difficultés d'application d'un corpus de concepts et de méthodes, incarné par des discours différentialistes et particularistes dans le contexte paradoxal de velléités d'alliance.

L'origine dissidente de la notion d'intersectionnalité ne paraît pas anecdotique dans l'examen de ses modalités et disparités actuelles. Les chercheuses Jessica Harris et Lori Patton (2019) ont étudié cette « théorie qui voyage »¹⁹ et qui a influencé un grand nombre des disciplines scientifiques (p. 347). Aux termes d'une analyse quantitative sur l'usage de la notion dans l'enseignement universitaire, elles mettent en évidence un emploi essentiellement superficiel, sous la forme d'un élément de discours – ou de ce qu'elles qualifient de « buzzword ». Elles formulent une critique ouverte de cette mise à profit accessoire de l'ensemble théorique suscité par l'intersectionnalité, notamment car cela contribue à invisibiliser les points de vue et les expériences vécues d'individus relevant d'identités « minoritaires » (p. 359). Dans cet article, les chercheuses revendiquent de façon transparente leur positionnalité et leur identification comme « femmes de couleur » à l'intersection d'identités « privilégiées » et « opprimées »²⁰ (p. 356). Ces deux termes sont essentiels, et composent une occurrence d'un motif sémantique récurrent dans le vocabulaire attaché à l'intersectionnalité. L'idée inscrite en toile de fond de la notion d'intersectionnalité est qu'un individu, du fait de ses identités, peut-être alternativement dépositaire d'un privilège ou victime d'une oppression. Dans les mouvements féministes, cela permet de distinguer les modèles classiques de la femme blanche, à la fois opprimée et privilégiée, et de la femme noire, doublement opprimée. Ce dualisme s'applique à de nombreux contextes, y compris à celui de l'Université et de la recherche scientifique.

¹⁷ Traduction libre.

¹⁸ Traduction libre.

¹⁹ Traduction libre.

²⁰ Traduction libre.

Notamment, en s'appuyant sur les théories du point de vue et de la connaissance située, des travaux ont allégué qu'un privilège épistémique supposait nécessairement l'existence d'une oppression épistémique (Dotson 2014; Fricker 1999; Toole 2019), c'est-à-dire une exclusion persistante qui entrave la contribution à la production des connaissances (Dotson 2014, 115). Malgré l'apparent manichéisme de leur mobilisation, les notions de privilèges et d'oppressions ont trouvé de nombreux échos dans les Universités et ont permis l'essor d'une dynamique de responsabilité, autre mot-clé majeur des luttes intersectionnelles. Son terme anglais « *accountability* » est un signifiant plus transparent et porteur de sens : il s'agit, au-delà de reconnaître une charge, d'en rendre compte et de proposer des actions concrètes afin de l'assumer pleinement, voire de réparer les torts qu'elle a causés. Almeida, Parker, et Vecchio (2007) en proposent une définition éclairée par le contexte de l'intersectionnalité : « *Accountability begins with the acceptance of responsibility for one's actions and the impact of those actions upon others. [...] It results in reparative action that demonstrates empathic concern for others by making changes that enhance the quality of life for all involved parties* » (p. 107). Le terme, prosaïque et galvaudé, prête le flanc à de nombreuses critiques en ce qu'il est sujet à des définitions concurrentes, des interprétations divergentes et des usages rhétoriques (Dubnick et Justice 2004). L'*accountability* consacre le privilège et les pouvoirs conférés à l'individu en y attribuant des attentes politiques, et représente une démonstration supplémentaire de l'ancrage sémantique distinctif des pratiques de l'intersectionnalité, notamment à l'Université.

En effet, la mobilisation de l'intersectionnalité entre dans le champ très large – et imprécis – de la politique identitaire (*identity politics*)²¹. Il regroupe l'activité et les théories politiques fondées sur le partage des expériences vécues, d'injustices ou d'oppressions, entre individus marginalisés et animés par une volonté de rétablissement et d'auto-détermination (Heyes 2020). À travers son vocabulaire consacré et les dualismes qui la structurent, il apparaît que l'intersectionnalité est un principe générateur d'idéologies. Cela semble s'expliquer naturellement, tout d'abord, par la radicalité des concepts qui lui sont associés : le racisme systémique et intériorisé, le privilège blanc, la suprématie blanche et la « blanchité », la décolonisation sont autant de notions délibérément subversives rattachées à des modèles assertifs de l'identité. Cette allure idéologique s'approche également à travers les évolutions des disciplines qui se sont érigées

²¹ Il n'existe pas de traduction consensuelle du terme en français.

parmi les sciences sociales pour accueillir et stimuler la recherche sur ces idées politiques, comme la *critical race theory*. Inspirée par des figures intellectuelles historiques telles que Frederick Douglass et W.E.B. Du Bois, ce n'est qu'à partir des années 1970 que la discipline trouve une dénomination et une matérialité (Delgado et Stefancic 2012).

La mise à contribution des moyens de la théorie critique classique, introduits par les penseurs de l'École de Francfort et interprétés à travers le prisme de la « race », a été le ferment d'un mouvement tant académique que politique qui entend répondre à la persistance du racisme aux États-Unis en centralisant la perspective des individus « racialisés », tant dans les méthodes de recherche en sciences sociales que dans la représentation. L'intersectionnalité joue un rôle prégnant dans la *critical race theory*, qui perçoit la « race » et la suprématie blanche comme des constructions sociales qui s'entrecroisent et imprègnent la société – et ses institutions de recherche et d'enseignement supérieur – d'un racisme systémique immuable (Gillborn et Ladson-Billings 2020). Pourtant, cet ensemble théorique agrégé par les approches intersectionnelles s'inscrit dans un champ plus large qui n'est pas strictement cohésif et fait état de paradoxes et de discontinuités. Par exemple, plusieurs travaux ont mis en évidence la distance qui persiste entre l'intersectionnalité et les études postcoloniales (Mehrotra 2010; Kerner 2017; Wallaschek 2015). Ce manque de transversalité s'explique notamment par des disparités d'intérêt. La politologue Ina Kerner (2017) note que malgré l'absence de divergences majeures entre les deux approches, l'intersectionnalité se concentre sur les formes d'inégalité lorsque les théories postcoloniales s'intéressent essentiellement aux relations de pouvoir et aux interactions (p. 847). En d'autres mots, l'approche intersectionnelle ne saurait être dégagée de la charge politique qui la caractérise.

Le fondement politique de l'intersectionnalité semble émaner d'une part de la résolution à cultiver et affirmer des différences en tout contexte, et d'autre part de la valorisation du récit et de l'expérience vécue qui lui sont attachées. Le discours intersectionnel interroge les asymétries et questionne les *status quo* que connaissent les milieux militants en insistant sur la multiplicité des oppressions et la pluralité des identités, mais hérite de la diversité des influences culturelles. Ainsi, en France notamment, sa compréhension en tant qu'exposé « dénonciateur et victimaire » (Perrot 2020, 12) peut expliquer une lecture essentiellement politique. La notion fait également figure de troisième voie alternative à l'universalisme et au différentialisme, dont l'affrontement compose

l'une des plus profondes fractures des mouvements féministes contemporains²² (Heinich 2021, 260). Cependant, l'intersectionnalité semble en tous points adopter une même tradition différentialiste, en remplaçant les différences entre les « sexes » par des dynamiques transversales de pouvoir et de domination dans les considérations qui l'occupent et la distinguent d'autres approches féministes. La sociologue Sirma Bilge (2010), reconnaissant l'historicité et la formulation originelle de l'intersectionnalité en tant que « savoir militant » qui n'est pas foncièrement destiné à l'avancement des connaissances (p. 46-47), a notamment souligné son développement dogmatique et l'imprécision qui entoure « l'autonomie des systèmes de domination les uns par rapport aux autres » dans sa conception (p. 62). Également, en décomposant – ou amalgamant – les critères habituels de catégorisation sociale tels que le genre ou l'appartenance ethnique²³ au profit de la considération première des structures de domination, l'intersectionnalité aspire à dépasser les démarcations sociologiques classiques des individus. Cependant, l'approche constructiviste selon laquelle les constructions sociales s'ajoutent et constituent une matrice de domination propre à une collection d'identité a été critiquée, notamment par Judith Butler qui considère qu'aucune catégorie sociale ne doit surpasser une autre dans la constitution du sujet et l'analyse des oppressions qu'il subit (Butler 1993, 130). De même, en 1993, lors d'un débat avec la philosophe Angela Davis, la militante féministe Elizabeth Martínez a employé l'expression célèbre d'« *oppression olympics* » pour décrier l'assignation de valeurs distinctes aux identités selon les formes d'oppression dont elles font l'objet (Center for Cultural Studies 1994).

Ainsi, en valorisant et hiérarchisant certaines identités et les discours qui les inspirent, la différence peut se muer en opérateur de conformité ou en critère de concurrence et abonder dans le sens d'une mobilisation politique. Le versant discursif des savoirs militants trouve en l'intersectionnalité un cas typique : elle est un discours modèle, une métasémantique porteuse d'un idéal et d'une conception de la vérité (Anderson 2021). Elle est couramment incarnée par des

²² Nathalie Heinich (2021) évoque notamment la seconde vague de féminisme en France, entre les années 1960 et 1970, qui promeut l'universalisme républicain et souhaite favoriser ce qui rassemble au-delà de la différence entre les sexes. Des voix différentialistes s'y sont opposés, au nom de la « spécificité conceptuelle » du vécu féminin (p. 160).

²³ Par ces termes, nous renvoyons à la définition donnée par Max Weber de l'ethnicité, c'est-à-dire le sentiment de partager une ascendance commune, fondé sur des éléments apparents tels que la langue ou une ressemblance physique. Ainsi, nous l'entendons comme un fait social empreint d'une dimension subjective.

acteurs qui fondent leur appartenance identitaire sur le partage d'expériences vécues et la similarité des récits. Si elle propose une perspective pertinente pour la réflexion sur les inégalités, sa mise en œuvre peut également illustrer l'emprise essentiellement politique sur un phénomène d'abord épistémologique, né dans le contexte de la recherche universitaire. L'intersectionnalité est en cela un symbole du savoir engagé dont les pratiques idéologiques sont justifiées par le cadre globalement progressiste et positivement connoté dans lequel elles s'inscrivent. L'articulation politique du savoir doit nous encourager à approfondir sa généalogie, et notamment l'hégémonie du postulat constructiviste, afin de comprendre quels mécanismes conduisent à la hiérarchisation de ces construits et à la permanence d'une simplification identitaire.

Chapitre 2 : Construction politique de la connaissance

Les phénomènes hérités des pratiques de la positionnalité critique et des dynamiques essentialisées, qu'il s'agisse de l'idéologisation de la démarche scientifique ou de l'exaltation des symboles et des interprétations identitaires, semblent être les fruits d'une approche constructiviste. En effet, les formes de subjectivation et d'interactions entre les identités, notamment selon les approches intersectionnelles, avancent une considération de l'individualité dans sa conformité avec une appartenance collective, c'est-à-dire sa correspondance à des constructions de diverses natures qui s'accumulent et sont autant de matières négociées à travers le prisme de l'identité. En outre, cet assemblage des construits sociaux offre une grille d'intelligibilité du pouvoir conféré à la connaissance et des régimes de vérité qui le régissent. L'autorité du savoir sera explorée selon deux aspects que sont son apparition, qui fait appel aux auteurs classiques qui ont travaillé sur la notion d'autorité épistémique, et son apparence, abordée à la lumière de la considération des émotions et de sa normalisation.

I. Une superposition des construits sociaux

Dans cette section, nous nous intéressons aux différentes constructions immatérielles qui, par leur accumulation, composent des savoirs politisés. Trois constructions nées des interactions sociales sont explorées. Tout d'abord, nous approchons la construction sociale fondamentale de l'identité, qui est au cœur de la positionnalité et des mouvements de la connaissance. Nous abordons par la suite la construction culturelle de l'objectivité et les spécificités de ses paramètres épistémologiques. Enfin notre examen des constructions sociales considère la construction politique du savoir et le rôle éminent de l'expérience.

1. La construction sociale de l'identité et le transfert de la connaissance

Les courants constructivistes en sociologie regroupent plusieurs ensembles théoriques qui s'unissent autour d'une récusation de l'opposition binaire entre holisme et individualisme, et de la considération de l'insécabilité de la société et de l'ensemble des individus qui ne peuvent persister l'un sans l'autre. Dans la lignée des pensées de Durkheim ou de Weber, ces courants appuient un double postulat primaire : les individus n'ont que peu de signification hors de la société, et la société n'est rien sans les individus. La construction sociale s'inscrit dans ce contexte théorique,

et est une notion héritée du courant du constructivisme social en sociologie de la connaissance. L'expression est popularisée en 1966, lorsque les sociologues Peter Berger et Thomas Luckmann publient *The Social Construction of Reality*. Cet ouvrage, élevé au rang des classiques de la sociologie²⁴, ambitionne de développer les travaux phénoménologiques entamés par Alfred Schütz sur la connaissance ordinaire de la réalité qui préexiste à l'intervention du sociologue et qui doit être prise en compte pour saisir la constitution d'un environnement social. Notamment, Berger et Luckmann reprennent sa notion de « stock social de connaissances », c'est-à-dire l'ensemble des repères produits par la répétition et l'ajustement des actions quotidiennes (Riutort 2014, 222). Cet ensemble de la connaissance sociale diffère du savoir théorique et scientifique, puisqu'il admet de nombreux éléments nés strictement de l'accumulation des produits des interactions entre individus tels que les coutumes, les habitudes, les institutions ou les valeurs – en somme, ce que les auteurs qualifient de savoir « pré-théorique »²⁵ (Berger et Luckmann 1966, 83).

L'intersubjectivité compose une seconde construction essentielle qu'est la « réalité sociale quotidienne »²⁶, opposée aux autres réalités que sont les constructions théoriques, les rêves, les croyances religieuses ou mystiques, et à laquelle l'individu revient toujours. Tous ces éléments, soutenus par le langage et la sémantique des significations, concourent à une dualité de perceptions de la société. D'abord, Berger et Luckmann l'abordent en tant que réalité objective en explorant notamment les procédés d'institutionnalisation et de légitimation, c'est-à-dire leur intégration par les individus. Puis, l'ouvrage approche la société comme réalité subjective fondée par l'internalisation de la réalité, des structures sociales et la formulation des identités. En postulant qu'une confrontation de différentes réalités et des modalités de distribution du savoir participent de sa construction éminemment « sociale », Berger et Luckmann ont proposé un nouveau paradigme pour la sociologie de la connaissance et l'approche des dynamiques identitaires. Le courant du constructivisme social défend l'idée d'une primauté des institutions et des compositions humaines qui, puisqu'elles conditionnent l'expérience du monde social, agissent également sur tous leurs produits et particulièrement le savoir qui établit à son tour les modalités de l'intersubjectivité.

²⁴ Entre autres, l'Association internationale de sociologie l'a inscrit en cinquième place de son classement des ouvrages qui ont le plus marqué la discipline (International Sociological Association 1998).

²⁵ Traduction libre.

²⁶ Traduction libre (*social everyday reality*)

En couvrant le large spectre des modalités d'interprétation de l'intersubjectivité et de la co-construction de l'individu et de la société, *The Social Construction of Reality* propose des outils d'appréhension des constructions sociales, et notamment de la construction spécifique de l'identité. En peu de mots, les auteurs décrivent la portée de l'identité et de sa typologie : « Identity is a phenomenon that emerges from the dialectic between individual and society. Identity types, on the other hand, are social products *tout court*, relatively stable elements of objective social reality (the degree of stability being, of course, socially determined in its turn) » (Berger et Luckmann 1966, 195). Ils établissent une distinction importante entre l'identité, qu'ils attribuent dans leur ouvrage à une interprétation subjective de la réalité de la société, et les types d'identité, qui sont des « produits sociaux » relevant d'une réalité objective. Les types d'identité sont selon eux typiquement pré-théoriques, engendrés par des « structures sociales historiques spécifiques » et « observés dans la vie quotidienne »²⁷ (p. 194). Ils évoquent cependant l'internalisation et l'empreinte des « types d'identité sociétale sur la réalité subjective individuelle »²⁸ (p. 199). Les identités, ordonnées et qui se constatent objectivement, connaissent une appropriation par le sujet.

Cette typologie est alors déterminée par la confrontation de perceptions subjectives, singulièrement l'expérience, et c'est dans ce contexte que la notion de construction sociale impose une lecture approfondie de l'identité et de ses implications épistémologiques, en tant que dispositif²⁹ qui permet l'appropriation, la médiation et l'harmonisation du monde social et des rapports entre les individus et avec la société. Les constructions identitaires issues de ces transactions sont nombreuses : l'identité sexuée, l'identité de genre, l'identité nationale, l'identité familiale, l'identité institutionnelle sont autant de déclinaisons d'un sentiment, pour soi ou pour autrui, d'une appartenance et d'une interdépendance. Elles sont aussi les concrétisations d'une dualité de significations prégnante, puisqu'elles servent pareillement à la revendication d'une similitude et à la matérialisation d'une différence. Cette ambiguïté, parfois même qualifiée de paradoxe, inspire l'idée que l'identité balance entre union et division, qu'elle est « un double mouvement d'assimilation et de différenciation, d'identification aux autres et de distinction par rapport à eux » (Marc 2016, 29) et est un premier indicateur d'une prédisposition de l'identité au dévoiement

²⁷ Traduction libre.

²⁸ Traduction libre.

²⁹ Le terme de « dispositif » est choisi à dessein pour évoquer la théorie développée par Michel Foucault, et sur laquelle nous reviendrons par la suite.

idéologique, c'est-à-dire à son essentialisation. Elle répond à des critères qui sont tantôt choisis, tantôt contraints, et desquels s'établit, au-delà d'une simple typologie, le marquage d'une véritable catégorisation sociale.

La catégorisation des individus est un modèle typique d'une construction sociale qui transcende les perceptions subjectives et impose une réalité objective. Elle suscite la primauté d'une identité fondamentale particulière, l'identité sociale, selon la théorie formalisée par le psychologue Henri Tajfel dans les années 1970. Il la définit comme la « connaissance que l'on a d'appartenir à certains groupes sociaux et la signification émotionnelle et évaluative qui résulte de cette appartenance » (Tajfel 1972, 296). Elle agit en synthèse des critères qui font l'identité et des signifiants de l'appartenance sociale, donnant corps à des dynamiques intergroupes qui constituent le monde social et sont essentielles dans son appropriation par les individus. La théorie de l'identité sociale est bâtie sur la conjonction de quatre procédés remarquables que sont la catégorisation sociale, la conscience de l'identité sociale, la comparaison sociale et la recherche d'une distinction psychologique (McNamara 1997, 562). La notion de comparaison est centrale dans l'abord de l'identité sociale, et paraît faciliter la conscience que l'individu a de cette identité : les catégories qui séparent une identité d'une autre n'existent qu'à travers la perception de « différences évaluatives » et de « caractéristiques communes », voire d'un « devenir commun » (Tajfel 1972, 295).

Ainsi, l'identité sociale se distingue de l'identité personnelle car elle scelle l'appartenance de l'individu à un collectif qui le surpasse. Cette appartenance supérieure est de nature à amorcer une dépersonnalisation par laquelle l'identité personnelle se déplace vers l'identité sociale, et les caractéristiques individuelles sont remplacées par les « caractéristiques stéréotypées du groupe » (Cohen-Scali et Moliner 2008, 3). La perception de la différence, socialement construite et nourrie par ces dynamiques d'identification collective, est instigatrice de l'interaction particulière du social et de l'individuel dont la catégorisation sociale est une manifestation. Au-delà de l'approche sociologique classique à laquelle les procédés d'identification ne sauraient échapper, et qui comprennent l'étude dialectique ou fonctionnaliste des formes d'intégration à un ordre social, il paraît important de souligner les apports d'une approche psychosociale ayant à cœur d'apprécier tant les composantes psychologiques que les variables sociologiques. L'approche psychosociale des rôles sociaux et de l'appartenance à un groupe a notamment permis d'aborder l'identité dans

une « perspective cognitive centrée sur la détermination des structures de connaissance de l'individu concernant sa propre place dans le monde » (Fischer 2020, 245), et d'appuyer le rôle transversal qu'elle occupe dans la transmission du savoir.

La co-construction discursive de la connaissance, de l'identité et de la différence rend ces facteurs indissociables (Duff 2002). Par la socialisation et l'introduction au collectif, il apparaît que les comportements d'acquisition et de transmission du savoir ont une portée conséquente dans l'émergence et la permanence de l'identité sociale. Ce savoir peut être le reflet de l'intellection subjective d'une norme héritée d'une réalité sociétale objective, c'est-à-dire une construction sociale qui s'impose aux individus d'un groupe coalisé par le partage d'un sentiment d'appartenance identitaire. Le savoir est alors un instrument d'identification servant une cohésion approfondie entre les individus. En retour, cette dynamique identitaire agit sur le maintien et l'amélioration des connaissances, qui relèvent d'un processus social impliquant un attachement au groupe par l'identification claire de ses membres (Gao et Riley 2010, 325). Il est alors pertinent de s'intéresser aux modalités de transfert des connaissances, c'est-à-dire « le processus à travers lequel une unité – un groupe, un service, ou une division – est affectée par l'expérience d'une autre »³⁰ (Argote et Ingram 2000, 151). La notion est le plus souvent mise à profit dans le contexte des organisations, mais connaît des applications pour les groupes d'individus rassemblés selon des critères identitaires et portés par une même dynamique organisationnelle³¹. Notamment, le transfert de la connaissance semble facilité lorsque la source et le destinataire partagent une même appartenance à un groupe, et que s'élève une « identité sociale supérieure »³² (Argote et Kane 2009, 647). Les individus reconnaissent l'existence d'un groupe supérieur qui transcende les autres formes de distinction, et en dégagent un sentiment d'appartenance particulier. Cette identité sociale remarquable se révèle par la détermination des différences entre deux ensembles de savoirs considérés, émanant de deux groupes distincts. L'appréciation prend la forme d'un jugement de la valeur et du constat de la supériorité d'un savoir par rapport à un autre :

« Recipient groups are expected to allocate more cognitive resources to consider knowledge from groups with whom they share a superordinate social identity than from groups with whom they do not share such an identity. If this is the case, knowledge shared by ingroup sources will be

³⁰ Traduction libre.

³¹ Nous pouvons la rapporter aux critères de l'identité organisationnelle évoquée plus tôt au sujet des chercheurs et de l'environnement spécifique de l'Université.

³² Traduction libre (*superordinate social identity*).

thoroughly considered, whereas knowledge shared by outgroup sources will be cursorily considered » (Argote et Kane 2009, 647).

À l'instar de la validation par les pairs établie pour l'affirmation du savoir scientifique, le savoir qui sera valorisé par le groupe fait l'objet d'une sélection, guidée par une appréciation subjective et un sentiment d'appartenance.

Il est possible d'apercevoir une application d'une telle partialité du transfert des connaissances dans certains champs que nous avons évoqués, notamment celui de la politique identitaire (*identity politics*) qui se fonde sur le partage des expériences vécues et cultive un héritage militant considérable. La reconnaissance d'une expérience commune, élément déterminant de l'appartenance identitaire, s'établit également en critère qualitatif essentiel dans la considération du savoir : « The experience of a shared superordinate identity increases the ability of group members to recognize and utilize high quality information that their members possess » (Kane, Argote, et Levine 2005, 69). Selon le modèle du transfert de la connaissance, l'harmonie identitaire faciliterait le partage de connaissances dont elle est un indice primordial de validité. Également, la distribution d'une identité sociale supérieure aurait le mérite d'accroître les opportunités de transmission d'une connaissance qui serait moins démontrable (Argote et Kane 2009, 653). Dans le contexte de la recherche scientifique et des pratiques de ses acteurs, la place de ce savoir incertain mais approuvé soulève une problématique tant épistémologique que politique : quelle identité supérieure s'impose entre l'identité institutionnelle du chercheur, porteuse de valeurs éthiques et de principes déontologiques qui fondent la communauté scientifique, et les autres appartenances agrégées par son identité sociale ? La positionnalité joue évidemment un rôle important dans l'affirmation d'une hiérarchie entre ces identités, et pour lesquelles le savoir semble être un vecteur de perpétuation. Investi d'une mission de transmission, le savoir est un opérateur de la différence et de la particularité (Adell-Gombert 2011, 153). Le savoir traditionnel ou local, par exemple, participe du maintien de la « diversité culturelle de l'expérience du monde » (p. 176) et est exposé comme un savoir propre : sa transmission procède d'un choix – c'est-à-dire d'une dynamique foncièrement politique. Socialement construite, l'identité contribue ainsi à déterminer le savoir dont disposent les individus et qui instruit leurs comportements, leurs croyances et leurs opinions, et les renseigne dans les rapports qu'ils entretiennent. Puisque l'identité relève d'une primauté des perceptions subjectives de réalités objectives, il apparaît nécessaire d'interroger la construction de l'objectivité.

2. La construction culturelle de l'objectivité et le relativisme épistémologique

Face à la réification d'appréhensions subjectives des réalités sociales, à travers le fait identitaire, il convient de sonder la notion d'objectivité et ses origines. Nous postulons que l'objectivité découle avant tout d'une construction culturelle, c'est-à-dire d'un « processus de développement d'une manière d'être, de penser et d'agir propre à la personne et, en même temps, propre à son groupe social » (Gauvin 2011, 115). Cette approche de l'objectivité permet d'établir la dynamique de transaction dont elle relève. Par analogie avec la construction sociale de l'identité, les formes d'objectivité semblent édifiées par les interactions qui se produisent entre les individus et avec les éléments culturels nés de leur vie en société. Également, le phénomène de collectifs est important en ce que la diffusion d'une telle construction culturelle profite des groupes, notamment ethniques, religieux, nationaux, autrement dit des groupes d'appartenance composés de « membres à l'adhésion relativement stable dans le temps »³³ (Friedman et Antal 2005, 71). La culture s'impose alors comme un système actif de significations, de savoirs et d'actions, articulé par la reproduction de rapports de force et de pratiques normatives. Sa portée se décline selon le niveau considéré : dans le collectif, elle incarne un ensemble de valeurs, de croyances, de représentations ou d'attentes qui sont partagées, voire stéréotypées. À l'échelle individuelle, la culture représente l'intégration des expériences de multiples contextes sociaux qui se sont inscrits dans le temps (Nastasi, Arora, et Varjas 2017, 137). Mais l'emprise de la construction culturelle semble s'étendre, au-delà des représentations, à l'objectivité elle-même.

Le terme polysémique d'objectivité renvoie à plusieurs approches et peut être défini selon différents critères qui ont tous une implication dans sa construction culturelle, mais surtout dans sa mobilisation identitaire et « positionnalisée ». Il nous faut tout d'abord décrire l'objectivité ontologique, manifestée par la distinction fondamentale entre objet et sujet. Elle qualifie la réalité de l'objet qui existe indépendamment du sujet et dispose d'une matérialité propre qui, sans l'isoler absolument de l'altérité, lui confère néanmoins un caractère invariant. Si la connaissance et les faits historiques, politiques, sociaux sont considérés comme des objets qui résistent à l'intervention humaine, il convient dès lors de leur attribuer un tel statut ontologique et d'admettre leur existence irréductible en dehors des appropriations subjectives (Duranceau 2021, 126). Cette acception spécifique de l'objectivité trouve un sens plus prégnant à travers l'objectivation, c'est-à-dire

³³ Traduction libre.

l'action de faire correspondre une réalité extérieure à un phénomène intérieur et immatériel. L'objectivation n'est pas qu'une inclination de la pensée humaine : elle est un véritable outil mis à profit pour l'explication scientifique, comme c'est le cas en sociologie. *Le Suicide* (1897) d'Émile Durkheim rapporte un cas typique de l'objectivation, car un phénomène en apparence strictement individuel comme le suicide peut répondre à des régularités et manifester une tendance collective³⁴. Dans le contexte de la positionnalité, l'identité paraît connaître une objectivation selon deux modalités. D'abord, elle est employée afin d'accentuer une appartenance à un groupe, supposant une loyauté à un positionnement et à des concepts empreints d'idéologies – à l'instar de champs ouvertement engagés que nous avons cités, comme par exemple le féminisme, la *critical race theory* ou les études du genre. De nombreuses disciplines qui revendiquent leur approche critique remettent en question le « culte » de l'objectivité scientifique (Spanier 1995, 75), aux motifs qu'elle ignorerait les expériences marginalisées et les privilèges à l'œuvre dans le monde social que seules des démarches subjectives seraient capables de révéler et d'analyser. La notion de « *strong objectivity* » de Sandra Harding, que nous avons également mentionnée, est un cas probant d'une construction idéologique qui soutient la critique de l'objectivité scientifique et sa neutralité ; la philosophe qualifie cette neutralité, par contraste, de « *weak objectivity* » (Harding 1992, 461). En conséquence, l'objectivation s'établit aussi dans le champ discursif de la positionnalité autour de l'expérience vécue et du point de vue particulier. Ceux-ci, déterminés à l'évidence par une perception du sujet, sont mobilisés en tant qu'objets pourvus d'un effet de connaissance et incarnent un effort « conscient ou inconscient » d'un acteur pour « faire reconnaître comme objective son interprétation d'un fait social » (Brousselle 2006, 84). L'entrée dans une logique objective – ou « objectivée » – d'éléments subjectifs, à l'échelle de tout un champ d'étude, dénote l'adoption individuelle d'un ensemble de représentations et de significations distinctives, et indique une dynamique fortement culturelle.

La culture qui se constitue autour de la définition et des pratiques de l'objectivité dans le contexte de la positionnalité est également porteuse de valeurs. Elle met en lumière une seconde approche de l'objectivité, à savoir l'objectivité morale. Notamment impliquée dans la délimitation des principes éthiques, elle invite à s'interroger sur la validité et les motivations des jugements

³⁴ Nous pouvons également faire référence à Michel Foucault qui, dans son *Histoire de la folie à l'âge classique* (1961), soutient que la définition de la raison et l'appréhension d'un phénomène qui y déroge, tel que celui de la folie, dépendent de variables culturelles. Il évoque alors leur portée normative et se pose, selon les mots de Georges Canguilhem, en « dénonciateur de la normalité des normes anonymes » (1986, 38).

moraux particuliers qui sont diffusés dans le cadre d'un collectif et qui participent de l'instruction de ses membres. La positionnalité illustre l'emprise de ces jugements de valeurs qui connaissent une large adhésion parmi des individus revendiquant une appartenance commune, et ainsi un même rapport aux valeurs³⁵. La définition de l'objectivité se traduit alors comme une justification des croyances : un chercheur qui se positionne ou est positionné par les activités auxquelles il prend part doit répondre à des exigences éthiques, et singulièrement celle de légitimer des positions qui parfois résistent à la contradiction des faits. Nous pouvons reprendre l'exemple des programmes de « *diversity training* », largement prônés aux États-Unis malgré l'accumulation de données empiriques qui attestent de leur inefficacité, voire de leur nocivité (Dobbin et Kalev 2018, 48). Un tel exemple soulève des interrogations quant à la validation et la perpétuation, y compris par des membres de la communauté scientifique, de concepts théoriques et de leurs applications au mépris de leur réfutation par les faits.

La prévalence d'une conception particulière de l'objectivité morale pourrait permettre d'expliquer de tels comportements ascientifiques. En s'appuyant sur les travaux de John Rawls qui abordent la formulation et l'explication des jugements moraux, le philosophe politique Bertrand Guillaume (1999) a relevé deux types de justification en matière éthique, le fondamentalisme et le cohérentisme, qui sont aussi « deux des cas particuliers de stratégies épistémologiques » (p.14). Le premier consiste à attribuer à des croyances un statut privilégié en ce qu'elles seraient auto-justifiantes « de manière non-inférentielle » (Ibid.), c'est-à-dire préalables à toutes les autres. Le fondamentalisme religieux en est certainement l'exemple le plus patent. Le cohérentisme, en revanche, n'admet à aucune croyance un statut supérieur et établit qu'elle est justifiée si elle fait partie d'un système cohérent de croyances. En outre, Guillaume précise que « la cohérence n'est pas une simple question de compatibilité logique ; elle englobe aussi les relations explicatives appropriées entre les différents éléments du système de croyances » (p. 15). Il mobilise en ce sens la notion d'équilibre réfléchi développée par Rawls dans sa *Théorie de la justice* (1971) et postule qu'elle entre dans la logique du cohérentisme, car elle désigne l'arbitrage qu'un individu opère pour déterminer la validité de ses jugements moraux et leur justification selon un même système cohérent (Guillaume 1999, 15). Cette conception remarquablement constructiviste, par opposition à une approche réaliste qui considérerait les faits

³⁵ Nous reprenons ici la distinction entre jugement de valeur (*werturteil*) et rapport aux valeurs (*wertbeziehung*) de Weber, évoquée plus tôt.

morales comme existant indépendamment des éléments qui les justifient (p. 28-29), renforce l'idée d'un maillage des conditions que les membres d'un groupe s'approprient et qui jouent un rôle déterminant dans la médiation des croyances. Ainsi, l'induction culturelle de pratiques stéréotypées qui se conforment à un système cohérent de croyances semblent trouver une incarnation dans la positionnalité, en accord avec les modalités que nous avons évoquées et spécifiquement ses tensions éthiques. Le positionnement identitaire et la revendication d'une appartenance à un groupe coalisé par le partage de croyances et de jugements morales concourent à la définition de normes qui lui sont propres, et parmi lesquelles se trouvent des normes organisant la conduite morale et l'objectivité³⁶.

Enfin, l'objectivité épistémique doit être abordée. Elle est ici comprise comme l'objectivité d'une connaissance, et par extension des méthodes et des conditions selon lesquelles elle est établie, discutée et utilisée. L'appréhension de l'objet et l'interférence des jugements morales constituent autant de points de rupture de l'objectivité épistémique, qui répond ainsi aux mêmes contraintes culturelles. Dans son *Essai sur l'objectivité de la connaissance*³⁷ (1965), Max Weber relève l'autorité de l'héritage culturel : « La connaissance des propositions les plus certaines de notre savoir théorique - par exemple celles des sciences exactes, mathématiques ou physiques - de même que l'acuité et la subtilité de notre conscience sont d'abord des produits de la culture » (p. 112). C'est notamment à ce titre qu'il a introduit l'outil méthodologique de l'idéal-type, afin de permettre l'étude sans entraves cognitives ou culturelles des phénomènes sociaux. En façonnant des modèles typés de ces phénomènes, l'idéal-type les soustrait aux biais posés par les jugements de valeur ou les préconceptions afin de permettre l'intelligibilité de certains traits véritables de leur réalité. L'idéal-type est aussi, dans la sociologie weberienne, un moyen d'appliquer le principe de la neutralité axiologique (Freund 1990, 38) tout en tenant compte des différents regards qu'un fait social peut susciter.

Apprécié dans sa valeur méthodologique et ses implications pour l'objectivité épistémique, il semble également propice à une comparaison pertinente avec la positionnalité. L'idéal-type procède d'une conceptualisation permettant de dresser un « tableau de pensée homogène » (Weber

³⁶ En outre, l'objectivité des normes morales elle-même peut être perçue comme le fruit d'une construction culturelle (Voorhees, Read, et Gabora 2018).

³⁷ Nous utilisons ici la traduction de Julien Freund de « L'objectivité de la connaissance dans les sciences et la politique sociales » (1904), premier des *Essais sur la théorie de la science*, publiée en 1965.

1965, 172-173) d'un phénomène social en comparant plusieurs points de vue à cette abstraction de la réalité, lorsque la positionnalité suggère un abord à charge qui aspire à garantir une perspective particulière plutôt que de s'en départir. Ainsi, l'idéal-type est un parangon d'objectivité, un instrument épistémologique archétypal qui détonne avec la stéréotypie partielle dont relève la positionnalité, sans affaiblir la diversité des perceptions. Il apporte un outil à la recherche universitaire, présumée mue par un idéal scientifique universaliste plutôt que des valeurs individualisantes, pour naviguer dans l'infinité des faits sociaux et la multiplicité de leurs causes. La mise en évidence de la construction culturelle de l'objectivité s'inscrit dans la lignée de la tradition antipositiviste allemande qui consacre la spécificité des actions humaines et leur étude par des « sciences de la culture » (*kulturwissenschaften*). Cette comparaison semble donc opportune afin de caractériser l'écart substantiel entre deux représentations de l'objectivité et de relever leur subordination à des constructions culturelles antinomiques, incarnées par des convictions irréconciliables et des conflits de valeur qu'il est impossible de trancher rationnellement – une « guerre des dieux », selon Max Weber³⁸.

3. La construction politique du savoir et la force de l'expérience

D'abord perçue comme simplement influencée par des forces sociales, l'idée d'une connaissance socialement construite est apparue tardivement dans les analyses sociologiques (Stehr 2003, 703). Désormais, la production négociée du savoir fait l'objet de courants dédiés, notamment en sociologie de la connaissance, et des disciplines critiques que nous avons évoquées. Les confrontations des identités et des valeurs, à l'œuvre dans les constructions qui accompagnent la formalisation du savoir, révèlent de nombreuses tensions et ruptures. À la construction sociale de l'identité et la construction culturelle de l'objectivité semble alors s'ajouter une politisation de la construction du savoir. Si les cadres de pensée et d'action sont socialement et culturellement construits, ils sont donc aussi politiquement engagés car ils concrétisent des dynamiques de choix. Les appartenances à des catégories construites comme l'ethnie, le genre ou la nation peuvent en effet être présumées ou revendiquées, et témoignent de volontés individuelles ou collectives qui prennent les traits d'une action politique. Les choix de nommer et d'admettre une appartenance, des façons de percevoir et de juger un phénomène social, de représenter et de formuler une

³⁸ Une expression employée en 1919, et reprise par les philosophes Alain Renaut et Sylvie Mesure pour leur ouvrage éponyme publié en 1996.

expérience, de recevoir et de s'appropriier les expériences des autres sont autant de marques de volontés. Qu'ils soient strictement discursifs ou qu'ils adoptent une forme d'engagement plus incarnée, ces choix constituent également des faits politiques qui mobilisent le savoir à dessein et contribuent ainsi à sa construction. La positionnalité, notamment lorsqu'elle est pratiquée par les chercheurs, met en évidence l'incursion de ces paramètres politiques à chaque étape de leurs missions de validation, de normalisation et de transmission du savoir. Elle représente également des prétentions à la vérité, assujetties à un engagement politique collectif et relevant d'affrontements idéologiques clairement établis.

L'approche constructiviste des phénomènes sociaux et culturels, comme l'identité et l'objectivité, permet d'exposer les constantes qui structurent la société et leurs implications. L'identité, prise comme construction sociale, naît d'un besoin d'individualisation et de différenciation, mais aussi de volontés de conformation et de ralliement. Considérée dans sa dimension pragmatique et légale, elle est aussi un outil administratif servant à opérer une distinction entre les individus, à affirmer leur unicité et à leur reconnaître des droits et des devoirs. Elle est ainsi une marque socialement construite et légalement administrée en vertu de laquelle un individu est pleinement reconnu comme prenant part à la société. L'identité nationale est un fervent exemple d'une construction hybride, à la fois culturelle et politique, qui n'existe que dans l'opposition : elle ne fait sens que lorsque l'on a à connaître d'autres identités nationales (Thiesse et al. 2007, 13). Elle est en outre une « invention de la modernité » (p. 11), une construction non négociable qui s'applique et opère une distinction fondamentale dès la venue au monde de l'individu – c'est-à-dire dès son entrée en société. L'identité nationale est enfin un bon exemple de la construction objectivée d'une réalité subjective, en l'occurrence la réalité nationale, qui a pour fondement la distinction des pairs³⁹. Elle est par ailleurs un point de départ de la socialisation politique, introduisant les individus aux forces, aux valeurs et aux idéologies qui irriguent la société et cristalliseront leurs identités politiques. Cette socialisation politique, comme les autres formes de socialisation, s'opère en premier lieu par un apprentissage informel de « modèles sociaux correspondant à sa position sociétale »⁴⁰ (Hyman 1959, 25). Elle consiste aussi, à travers le prisme de l'identité nationale, en la familiarisation avec l'ensemble de connaissances propres à

³⁹ La littérature retient le plus souvent, au sujet de cette distinction, les notions de « *in-group* » et « *out-group* », selon la terminologie de la théorie de l'identité sociale formulée par Tajfel et Turner (1979).

⁴⁰ Traduction libre.

la nation à laquelle l'individu appartient *de facto*, c'est-à-dire un « complexe de valeurs, d'intérêts et d'idéologies recouvrant un ensemble d'hypothèses ontologiques, d'objectifs collectifs, de prétentions de connaissances et de prescriptions »⁴¹ (McNeely 1995, 23). L'ensemble de connaissances rattaché à cette construction politique et culturelle qu'est la nation est un exemple prégnant d'un savoir négocié, façonné au gré des interactions sociales et qui établit une réalité objective à laquelle il est difficile de résister, tant les connaissances qui s'y rapportent sont culturellement ancrées. Le sociologue William Isaac Thomas (1923), précurseur de la théorie de la construction sociale de la réalité, s'est illustré en résumant cet aspect de la connaissance sociale qui s'impose indépendamment de sa tangibilité : « If men define situations as real, they are real in their consequences » (p. 571-572)⁴². Ces propos font écho à l'expérience partagée qui se fonde sur cet ensemble de connaissances acquis dès les étapes primaires de la socialisation, et confère à l'interprétation subjective du savoir un rôle essentiel dans le développement et le mimétisme des comportements politiques et sociaux.

C'est pourquoi l'expérience occupe un rôle primordial tant dans la construction du savoir que dans sa politisation. Elle est un élément primitif de la socialisation ; son partage peut relever d'une démarche strictement apolitique et informelle, mais elle est aussi une constante de la socialisation et de l'instruction politiques. Ces contextes spécifiques sont marqués par l'expérience puisqu'ils dépendent largement des volontés et de la rationalité des actions. Il apparaît alors que la situation du savoir, et notamment sa localisation, sont des facteurs fondamentaux de sa formalisation. Le savoir qui accompagne l'identité nationale, par exemple, pourrait être qualifié de savoir local, c'est-à-dire un savoir tenu de l'accumulation d'expériences et de l'interprétation d'un héritage propre à une entité communautaire autant culturelle que politique. Sa dimension « locale » exprime une spécificité culturelle et une voie de transmission privilégiée, fondée sur un partage d'expériences admises sans résistance car elles sont dépositaires d'une certaine légitimité. Ce savoir est ainsi un savoir situé selon la définition de Haraway (1988), car il tire sa valeur du contexte dans lequel les individus, également situés, le construisent, se l'approprient et l'emploient. La connaissance située telle que la postule Haraway est tributaire de la situation et du positionnement des acteurs : plutôt que l'universalité, la partialité serait la condition pour que des prétentions de connaissances soient rationnelles et entendues, et cet engagement tiendrait aux

⁴¹ Traduction libre.

⁴² Cette formule très célèbre est aussi connue, notamment en sociologie, comme le « *Thomas theorem* ».

expériences personnelles uniques qui s'agrègent dans la construction sociale des cadres culturels et politiques. Mutualisées, ces expériences assemblent une connaissance conventionnelle, uniformément distribuée aux membres d'une communauté. Le savoir qui entretient les constructions de la nation et de l'identité nationale, puisqu'il fonde une communauté très large et destinée à rassembler au-delà de toutes les autres, peut s'ériger en savoir commun⁴³, c'est-à-dire partagé par tous sans qu'il n'appelle de démonstration ou d'explication. Une telle autorité renforce sa valeur politique et son implication, dans les instances de socialisation, en tant qu'instrument de pouvoir : il est le savoir véritable, fruit des expériences concordantes et établi sans conteste. La distribution large d'une identité, comme l'identité nationale, permet ainsi d'harmoniser les expériences et de codifier le savoir qui est socialement et culturellement construit, tout en lui conférant une force politique et un aspect de vérité. La positionnalité semblent hériter de cette identification du savoir et par le savoir, car elle mêle les notions d'expérience et de vérité aux pratiques épistémologiques.

Une différence s'y ajoute cependant : la positionnalité se distingue par une approche phénoménologique de l'expérience qui est avant tout « vécue », c'est-à-dire indissociable des perceptions et de l'engagement de l'individu qui l'exprime. Elle doit être distinguée de l'« expérience » simplement énoncée, qui n'est qu'une représentation impersonnelle construite par une somme de récits factuels. C'est le fait qu'elle soit vécue, expérimentée et contée personnellement, qui lui confère une importance durable (Gadamer 2004, 53) et lui octroie, selon certaines disciplines critiques, une fonction herméneutique. L'expérience vécue démontre également la centralité de la signification attribuée à l'expérience, considérée incomplète si elle ne comporte pas une interprétation de son importance pour l'individu (Frechette et al. 2020). Elle permet en ce sens d'exalter une perception subjective à laquelle d'autres individus, eux-mêmes animés par leur propre appréhension, peuvent adhérer et se conformer. Dans la production et la médiation du savoir, l'expérience vécue apporte une approche narrative qui affermit une position individuelle et authentique ; le savoir situé doit pouvoir profiter d'un locuteur activement positionné voire, par l'essentialisation de son identité et des construits sociaux desquels il répond, positionnalisé. Puisque les circonstances d'apparition et d'expression de ces expériences vécues

⁴³ Cette notion de connaissance commune (« *common knowledge* ») est aussi définie comme une proposition logique. David Kellogg Lewis est le premier à avoir proposé une démonstration philosophique par son essai *Convention* (1969), dans lequel il définit la connaissance commune comme le fait que des agents d'un groupe aient une connaissance et sachent qu'ils la partagent.

dépendent des réalités du monde social, elles sont aussi tributaires du jeu des forces politiques. Les courants théoriques critiques comme la *critical race theory* ou les *gender studies* sont établis selon des dynamiques militantes revendiquées, et font de l'expérience vécue un instrument épistémologique indispensable et impérieux. Le savoir positionné, parce qu'il procède du récit des expériences vécues et d'un point de vue particulier ancré dans l'action, peut être perçu comme un savoir privilégié et socialement valorisé. Cependant, cette approbation sociale le sort du cadre de la médiation scientifique, et le soumet à une multiplicité de biais impossibles à contrôler dans un environnement politique de subjectivité paroxystique.

Les constructions sociales, culturelles et politiques qui se rencontrent dans la formation, la diffusion et l'utilisation du savoir sont ainsi nombreuses et hétérogènes. Les disciplines critiques contemporaines ont rompu avec les modes de connaissance traditionnels qui plaçaient la réalité objective au-dessus des perceptions et qui, au risque de négliger le sujet et sa diversité, assuraient rationalité, fidélité et régularité de l'objet d'étude. Les évolutions de la hiérarchie des valeurs et l'épuisement de la raison, au profit du sensible et du vécu, ont fait entrer la négociation du savoir dans l'ère de la postmodernité. Désormais, il semblerait que le savoir ne soit plus une œuvre de désintéressement tributaire des réalités factuelles, mais avant tout un instrument de pouvoir contingent aux prétentions de vérité.

II. Le pouvoir du savoir et le discours de la vérité

La construction politique du savoir, encouragée par les disciplines critiques et leur mobilisation concertée d'une épistémologie critique partisane, exacerbe le pouvoir dont il est investi. Assujettis à des ambitions intéressées aux antipodes des conceptions traditionnelles de la neutralité et de l'objectivité, les individus qui l'emploient relèvent alors d'une position et d'un engagement à l'égard des constructions de la réalité sociale – au premier rang desquelles se trouve le savoir lui-même. Notamment, le rejet de l'existence d'une réalité objective destine le savoir à connaître ce traitement subjectif par défaut, à personnaliser le pouvoir qui l'accompagne et à perpétuer son asymétrie, pourtant objet récurrent de la critique. La primauté donnée aux interprétations subjectives conduit également les disciplines qui plaident pour la positionnalité à revisiter des notions et leurs auteurs, parfois sans grande fidélité. Trois dimensions du pouvoir de la connaissance paraissent essentielles : son apparition, son apparence et sa systématisation.

1. L'apparition du pouvoir et l'autorité des auteurs classiques

Les courants critiques s'avèrent intrinsèquement acquis à l'idée d'un savoir dépositaire de pouvoir, établi au cœur de la plupart des constructions sociales. Paradoxalement, des pratiques comme la positionnalité et la connaissance située paraissent reproduire une même dynamique de pouvoir. Il convient dès lors de s'intéresser aux auteurs et aux écrits que ces courants mobilisent afin de mieux comprendre leur réception et la mise à contribution de leurs écrits, et surtout les dynamiques de pouvoir qui s'établissent par la diffusion d'interprétations engagées.

À la méthode kantienne traditionnelle qui considère avant tout la légitimité des modalités historiques du savoir avant d'aborder les rapports de pouvoir, les analyses postmodernes semblent préférer la méthode foucauldienne du « pouvoir-savoir », régulièrement invoquée comme fondement théorique – et suscitant des résistances de chercheurs et chercheuses accoutumés à la pensée de Foucault (Bilge 2010; Prins 2006). Cette conception critique, généalogique et archéologique du savoir le rattache aux discours et aux significations particularisées, et s'oppose sans équivoque au désintéressement du savoir postulé par la neutralité axiologique de Weber. Dans *Surveiller et punir* (1975), Foucault démontre que le concept de délinquance est hérité de la prison, tout comme le concept de maladie mentale émane de l'institution psychiatrique. En ce sens, c'est le pouvoir qui produit le savoir : « Il faut plutôt admettre [...] que pouvoir et savoir s'impliquent directement l'un l'autre ; qu'il n'y a pas de relation de pouvoir sans constitution corrélative d'un champ de savoir, ni de savoir qui ne suppose et ne constitue en même temps des relations de pouvoir » (Foucault 1975, 36). Il soutient également que la production de savoir par le pouvoir s'établit au-delà de l'idéologie et fait naître un savoir positif qui permet le contrôle des individus, une « technologie disciplinaire » constituée par des « processus d'objectivation des corps » (Merlin 2009, 59). Cette normalisation des individus joint savoir et pouvoir et établit une matrice commune pour la production du « corps social » moderne (Ibid.). L'ensemble des courants théoriques que nous avons mentionnés en lien avec des pratiques de la positionnalité revendiquent cette conception d'un savoir profondément ancré dans un contexte de conflits et de rapports de pouvoir indissociables de son édification. L'intersectionnalité, notamment, est le plus souvent mobilisée comme une théorie générale du pouvoir, des oppressions et des subordinations (Cooper 2016) d'inspiration foucauldienne, pour laquelle le savoir serait un prolongement normalisé par des acteurs dominants et qu'il faudrait déconstruire.

Pourtant, Foucault a toujours refusé de reconnaître une forme de domination primordiale et de désigner un groupe de sujets comme étant la source de pouvoir (Hall 1997). Dans *L'Archéologie du savoir* (1969), lorsqu'il évoque les « formations discursives » et les règles qui s'y rapportent, il plaide d'abord pour « qu'on cesse de prendre comme principe d'unité [...] la situation du sujet parlant (avec le contexte et le noyau psychologique qui la caractérisent) ; qu'on ne rapporte plus le discours au sol premier d'une expérience ni à l'instance a priori d'une connaissance; mais qu'on l'interroge en lui-même sur les règles de sa formation » (Foucault 1969, 105). Il soutient qu'il est nécessaire d'explorer l'histoire du savoir empirique à travers ces formations discursives, proposant un même constat d'un contexte de rapports de pouvoir, mais proposant de s'attarder plutôt sur la nature des injonctions, sur les « opérateurs de domination »⁴⁴ plutôt que sur les identités et les différences entre les sujets. Selon Foucault, le pouvoir est une relation et non une possession ; il n'est pas l'objet d'une emprise individuelle mais le résultat de rapports que les institutions ou les individus entretiennent.

Jacques Derrida est, à l'évidence, un second auteur rattaché au corpus de la « *French Theory* » et régulièrement mobilisé par les disciplines critiques. Le penseur de la déconstruction, qui s'est célèbrement opposé à Foucault sur la question de la folie⁴⁵, s'est toutefois joint à son effort de construire des philosophies de la différence qui interrogent les discours dominants et le « logocentrisme » occidental. Les écrits de Derrida, régulièrement allégués par les chercheurs universitaires qui disent œuvrer pour le progrès de la justice sociale (Bankovsky 2008; Dantley, Beachum, et Mccray 2008), sont eux-mêmes entrés dans une logique d'autorité. Le champ de l'outil exégétique proposé par Derrida afin d'exposer les différences discursives a été considérablement élargi, au-delà même de la pratique de critique sociale qu'il avait lui-même choisi de poursuivre. Selon son approche de la déconstruction, chaque définition, chaque signification peut être déconstruite pour révéler les différences inscrites dans ses fondements (Agger 1991). Mais l'interprétation contemporaine de cette théorie a conduit à fonder un courant politique spécifique, souvent qualifié de déconstructionnisme social. De nombreuses disciplines

⁴⁴ Formule que Foucault emploie dans son cours du 21 janvier 1976 au collège de France.

⁴⁵ La « querelle de la folie » s'est ouverte après la conférence « Cogito et Histoire de la folie » prononcée par Jacques Derrida en 1963 au Collège philosophique, qui proposait une critique étendue de l'interprétation de *Meditatio I* de Descartes que Foucault a livré dans son *Histoire de la folie* (1961). Particulièrement intense, ce débat a suscité une littérature considérable et demeure ouvert.

universitaires, surreprésentées en Amérique du Nord⁴⁶, se réclament aujourd'hui d'une influence derridienne et ambitionnent de « déconstruire » les constructions sociales, comme le genre ou la « race ». Les travaux féministes de Judith Butler ou le développement des *critical legal studies*, que nous avons évoqués, sont des exemples de cette volonté de « déconstruire » mise en œuvre en sciences sociales. La déconstruction y prend les traits de l'exclusivité : démanteler le patriarcat et le racisme qui imprègnent les relations sociales et les institutions, y compris l'Université, impliquerait nécessairement de hiérarchiser les sujets et leurs points de vue d'après l'adéquation de leur identité avec le locuteur idéal qui est défini – c'est-à-dire l'individu opprimé et conscient de son oppression.

En outre, Derrida a défendu la cause des « nouvelles humanités », qui seraient vitales dans la réponse aux mutations de l'Université contrainte par la modernité. Son engagement pour la liberté universitaire et la fortification de l'Université comme un lieu de résistance ont nourri ces démarches militantes et le progrès d'un savoir partisan. Mais il semble qu'à nouveau, les pratiques actualisées qui s'y rattachent comme la positionnalité et l'affirmation identitaire profitent d'une interprétation très partielle des propos originels de Derrida. Dans son essai *L'Université sans condition* (2001)⁴⁷, il met pourtant en garde contre la chasse gardée du savoir et préconise que, bien que l'université sans condition dont il rêve relève volontiers de l'utopie, elle « devrait rester un ultime lieu de résistance critique – et plus que critique – à tous les pouvoirs d'appropriation dogmatiques et injustes » (p. 14). Il y exprime aussi toute l'importance qu'il accorde à « l'immunité absolue » symbolique de l'Université, affranchie de tout enracinement, sans qu'elle ne puisse confiner à une « auto-immunité » dangereuse en son sein (p. 45). Tout en affirmant l'autonomie et la pleine souveraineté de l'Université et de ses acteurs, il alerte sur les exigences de ces nouvelles humanités performatives eu égard à ceux qui « professent », et ainsi engagent leur responsabilité.

Enfin, il est nécessaire d'évoquer les travaux de Karl Marx qui forment, pour l'ensemble des mouvements sociaux, politiques et universitaires contemporains, une source impérissable de

⁴⁶ La notoriété de Derrida aux États-Unis s'explique notamment par ses invitations très régulières par les universités nord-américaines et notamment l'Université Yale, où son influence a marqué une génération de théoriciens et de philosophes de la littérature rassemblés par une école de pensée consacrée, la « *Yale school* » (Schwartz 2003, 31).

⁴⁷ L'ouvrage formalise une conférence qu'il a donnée, en anglais, à l'université de Stanford en avril 1998 dans la série des *Presidential Lectures*.

préceptes et de propositions. L'influence de la pensée de Marx sur les sciences sociales en général et les disciplines critiques en particulier est considérable et multivoque. À ce titre, Foucault l'a qualifié d'auteur « fondateur de discursivité », c'est-à-dire un auteur qui produit « la possibilité et la règle de formation d'autres textes » (Foucault 2001, 832). Cette notion prend tout son sens avec l'emploi que les disciplines critiques font des théories marxistes⁴⁸. Notamment, l'appréhension de l'expérience vécue en tant qu'outil épistémologique trouve une racine dans les écrits de Marx lorsqu'il aborde l'aliénation du sujet. Dans ses *Manuscrits de 1844* (1932), il évoque l'expérience vécue de la souffrance ouvrière, insuffisamment prise en compte par la philosophie. Le postulat du matérialisme historique se fait écho de cette dimension individuelle, et plaide pour un traitement plus incarné des événements historiques en s'attardant sur les rapports sociaux à l'œuvre, témoins sensibles du vécu des individus, plutôt que les idées.

Cette philosophie de l'action, typiquement illustrée par son modèle de la lutte des classes, a inspiré des mouvements sociaux qui sollicitent la mobilisation de groupes d'identité et revendiquent leur perspective privilégiée, comme le féminisme marxiste. En outre, la lutte des classes est une doctrine majeure de l'œuvre de Marx et inscrit toujours sa pensée dans le contexte de la domination capitaliste, c'est-à-dire d'un rapport de pouvoir contraint par des conditions matérielles dont la conscience doit s'émanciper⁴⁹. Les disciplines critiques contemporaines se sont emparées de cette opposition primitive, toujours en centralisant l'épistémologie du point de vue. Des travaux ont notamment fait le lien entre la pensée marxiste de l'aliénation du sujet et l'approche des *identity politics* : toutes deux relèvent d'une « polarité sans médiation », et composent des formes unilatérales de particularisme qui profitent du recours accru à des « abstractions générales » et à une opposition progressive de l'individuel et de l'universel (Appleton 2019, 136). En d'autres mots, la radicalité des approches identitaires profite d'une concentration sur le sujet et sur sa perception, qui ont pu être ignorés par des approches plus objectives, voire dirigées par l'objet au mépris de la composante humaine – soit l'expérience subjective. En mobilisant le « point de vue du prolétariat » sans jamais le nommer, Marx a offert une référence aux disciplines critiques qui ont hérité de ses travaux (Ellis et Fopp 2001, 5).

⁴⁸ La pensée de Marx étant, aux côtés de celles de Freud et de Hegel, le point de départ de l'École de Francfort, comme nous l'avons évoqué dans notre première partie.

⁴⁹ Dans *L'idéologie allemande* (1932), Marx et Engels ont fameusement noté à ce sujet que « ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais la vie qui détermine la conscience » (p. 17).

2. L'apparence du pouvoir du savoir : l'autorité des émotions et la normalisation du discours

Si l'importance accordée par les nouvelles disciplines critiques à l'identité et à l'expérience vécue, caractéristiques de la positionnalité et de l'objectivation des appréhensions subjectives, ne semble pas s'opposer aux aspirations de Derrida pour une « université sans condition », elle paraît contradictoire avec l'idée d'un savoir inconditionné. En considérant spécifiquement les différentiels de pouvoir ancrés dans les construits sociaux et manifestés sous toutes leurs formes, des inégalités silencieuses aux discriminations patentes, ces disciplines critiques et poststructuralistes élaborent un savoir immédiatement politisé. Plutôt que de travailler à neutraliser cette politisation, elles se rejoignent par leur constat d'un monde incertain et hostile auquel la validation empirique des sciences sociales et les codes éthiques ne suffisent plus (Ife 2016, 211). Cependant, l'écart entre les héritages théoriques revendiqués – et nommés – de ces courants et leurs transpositions dans les pratiques actuelles contribue à matérialiser le pouvoir de l'interprétation dont ils se trouvent investis, et sert une démarche politique et idéologisée. Les nouvelles disciplines critiques tiennent des discours de rupture qui font déjà autorité au sein de nombreuses universités nord-américaines. Il y est question de « décoloniser » les programmes d'étude (Charles 2019), de « déconstruire » les pratiques basées sur les preuves – c'est-à-dire fondamentalement tournées vers la réalité objective – notamment en matière de santé et de politiques publiques (Freshwater et Rolfe 2004; Holmes et al. 2006; J. Newman 2017) et de garantir la permanence d'« espaces sûrs » (*safe spaces*) protégeant les membres de la communauté universitaire et garantissant leur bien-être émotionnel (Harless 2018; Winter et Bramberger 2021). Ces dynamiques universitaires encouragent à s'interroger sur le pouvoir prêté à la connaissance dans une institution qui lui est dédiée en considérant son apparence – spécifiquement, son vocabulaire – et sa généralisation.

En admettant que le savoir est influencé par la somme politique de constructions sociales et culturelles, mais aussi par l'agrégation d'expériences vécues rapportées par des individus positionnalisés, les disciplines critiques mobilisent les facteurs humains à l'œuvre dans les rapports sociaux – dont le savoir est autant une cause qu'un effet. Plus singulièrement, elles considèrent les individus selon les marques de leurs idiosyncrasies plutôt que la rationalité de leurs actions. Ainsi le savoir assemblé par le sujet positionnalisé, c'est-à-dire absolument situé dans la société et

circonscrit à son identité dans ses relations sociales, est aussi une manifestation de sensibilités et de choix qui peuvent être guidés par une dépendance idéologique. Aux États-Unis, le débat des limites à poser aux libertés d'expression et d'enseignement sur les campus universitaires prend de l'ampleur depuis plusieurs années et illustre la cristallisation de tensions sociétales qui s'immiscent dans le monde universitaire. Des mouvements LGBT⁵⁰ à ceux de *Me Too* ou *Black Lives Matter*, nombreuses sont les communautés militantes qui ont diffusé très largement au sein des universités et ont rassemblé étudiants comme professeurs. Ces mobilisations politiques, de prime abord sans lien évident avec la médiation du savoir, ont suscité de véritables changements paradigmatiques pour l'enseignement supérieur et l'expression publique sur les campus. Sans être propre aux seuls États-Unis, la problématique y est l'illustration d'une confrontation de valeurs portant sur la norme fondamentale que représente la liberté d'expression, garantie par le Premier amendement de la constitution américaine.

Loin d'être absolues, les dispositions de cet amendement ont été régulièrement précisées par les décisions de la Cour suprême des États-Unis. Notamment, la décision *Chaplinsky v. New Hampshire* de 1942 a établi la doctrine des « *fighting words* » qui pose des limites à la liberté d'expression en interdisant les discours haineux et l'usage de propos injurieux définis par leur caractère séditieux : « the insulting or 'fighting' words – those which by their very utterance inflict injury or tend to incite an immediate breach of the peace » (Ibid.). L'expression est entrée dans le langage courant pour désigner des mots qui, par leur signification ou leur connotation, suscitent un inconfort et ne paraissent pas pouvoir exister en dehors d'un contexte de confrontation. Sous l'impulsion des mouvements d'activisme politique, les universités ont été contraintes de proposer des normes qui écartent les propos haineux sans entraver le débat et l'expression libre des opinions, conditions indispensables à l'œuvre scientifique. Par ces règlements, les universités ont contribué à remettre en question l'absolutisme du Premier amendement déjà visé en sciences sociales par deux grands ensembles de critiques : une critique constructiviste qui l'accuse de renforcer les injustices sociales et de perpétuer, entre autres, le racisme d'État ; et une critique de réalisme juridique qui considère que « les expressions dégradantes ou humiliantes pour les autres en raison d'une partie essentielle de leur identité (c'est-à-dire le 'discours de haine') ne relèvent pas du

⁵⁰ Le sigle n'est plus consensuel ; il est utilisé ici pour marquer la parenté des mouvements actuels avec les « luttes LGBT » originellement désignées sous ce nom dans les années 1990.

domaine des idées qui méritent d’être protégées »⁵¹ (Kidder et Binder 2021, 340). Cette perception ambivalente n’est, en outre, pas dénuée d’un sens politique et de traductions concrètes sur les campus universitaires.

En effet, aux côtés de critiques philosophiques ou juridiques étayées, la contestation populaire et les tensions politiques semblent avoir établi un climat hybride sur les campus universitaires. D’une part, les universités cherchent à maintenir l’immuabilité de leurs tâches de découverte et de diffusion du savoir ainsi que leur mission générale de contribution au fonctionnement démocratique des institutions (Fiss 2012, 735). D’autre part, elles sont pressées d’accommoder leurs pratiques aux intérêts et aux revendications des individus qui interagissent dans le contexte universitaire, peu importe la nature ou la rationalité de leurs attentes. Pour s’adapter aux paradigmes actualisés des discriminations systémiques, elles ont notamment admis la persistance et la généralisation des « micro-agressions ». D’abord proposé par le psychiatre Chester Middlebrook Pierce dans les années 1970, le terme a été considérablement popularisé par Derald Wing Sue, professeur de psychologie, et son ouvrage *Microaggressions in Everyday Life* (2010). Les micro-agressions sont de brefs échanges ou comportements qui, pour l’individu perçu ou qui se perçoit comme étant marginalisé, prennent le sens d’une manifestation de stéréotypes désobligeants et de perpétuation de schémas oppressifs (Pierce et al. 1977; Sue 2010). Dans le contexte universitaire, les micro-agressions entrent logiquement dans le cadre de la régulation des débats d’idées et de l’expression publique. Elles semblent être la dépendance émotionnelle des « *fighting words* », qui demeuraient jusqu’alors un dispositif juridique rationnel tenu par la réalité objective du maintien de l’ordre public. Les micro-agressions désignent spécifiquement les propos ou les idées qui « peuvent porter un fardeau émotionnel ou de détresse mentale » (Fleras 2016, 9) et s’ajoutent à une « souffrance quotidienne »⁵² (Pérez Huber et Solorzano 2015, 8). Dans la lignée des cadres théoriques des disciplines critiques, la prise en compte des micro-agressions ne pourrait se faire qu’à travers la considération des expériences vécues, puisqu’elles sont avant tout des événements subjectifs.

C’est également une notion qui met en exergue le pouvoir des mots, et valorise une approche critique du langage : ce dernier serait « toujours politique » car inséparable du statut

⁵¹ Traduction libre.

⁵² Traductions libres.

social de l'interlocuteur, et reflèterait les structures de pouvoir établies par les relations sociales (Minikel-Lacocque 2013, 454). Si elle a permis une prise en compte plus soutenue des discriminations et des injustices, l'idéation très ouverte des micro-agressions a aussi singulièrement contribué à complexifier l'exercice des missions universitaires, notamment celle de l'enseignement. Récemment, plusieurs faits divers ont illustré la cristallisation des passions autour de l'emploi de certains mots – et de qui en fait usage. En 2020, le professeur Greg Patton a fait l'objet d'une enquête de l'Université de Californie du Sud pour avoir prononcé le terme mandarin « *nèi ge* » (那個), après que des étudiants se sont plaints d'avoir été heurtés et insultés par sa ressemblance phonétique avec le *n-word*, mot tabou absolu en Amérique du Nord (Friedersdorf 2020). La même année, Verushka Lieutenant-Duval, chargée de cours à l'Université d'Ottawa, a été suspendue après avoir prononcé ce même *n-word* dans le cadre d'un cours sur la réappropriation du langage par des communautés (Sinclair 2021). Ces deux faits les plus récents ont en commun un paramètre identitaire : les enseignants impliqués sont blancs. Cette identité apparente les place, selon l'histoire des constructions politiques, sociales et culturelles, du côté des oppresseurs plutôt que des opprimés et leur barre l'accès populairement consenti à certains mots. Cet exemple de réactions passionnées face à la seule prononciation d'un mot dans un contexte d'enseignement témoigne de tout le pouvoir qui lui est confié, mais également de la perméabilité de l'université moderne à ces dynamiques de pouvoir et à leur dévoiement identitaire.

La censure sélective des mots et l'agrément arbitraire avisant de qui est autorisé à en faire usage semblent être des indicateurs clairs de pratiques positionnalisées dans le cadre universitaire et de la formalisation d'un discours stéréotypé. L'approbation et la désapprobation des éléments de langage leur confèrent un positionnement politique, et font entrer leur locuteur dans une construction identitaire ostensiblement essentialisée. Selon cette conception, l'identité reconnue ou énoncée détermine le droit de parole, la charge émotionnelle du savoir mobilisé et la prétention à l'outrage. Pour les observateurs, cette tutelle des mots traduit ainsi une volonté de chasser les idées inconfortables et les réalités difficiles en imposant une rectitude politique qui entrave les missions de l'université et l'accès au savoir (Haidt et Lukianoff 2018). Dans le même temps, il semble qu'un lexique positif, lui-même porteur d'un pouvoir important, soit établi pour légitimer la mise à l'écart du vocabulaire importun et s'y substituer. Les termes de « construction », « déconstruction », « suprématie » ou « privilège » sont autant d'éléments discursifs typés et communs aux disciplines critiques qui, malgré une historicisation riche sous l'angle des rapports

de savoir et de pouvoir, paraissent échapper à une véritable démarche réflexive sur le pouvoir qu'ils exercent eux-mêmes aujourd'hui. Ils semblent en cela dépendre d'une politique restrictive de gouvernance du savoir, c'est-à-dire de tentatives coordonnées d'orienter son rôle social (Stehr 2003, 704).

Ces termes connotés s'agrègent dans un métarécit de progrès de la justice sociale et de validation des expériences vécues individuelles en tous contextes (Mkhize 2018), à commencer par les espaces épistémiques et les instances de validation du savoir dont l'université se porte garante. La nouvelle orthodoxie composée par les disciplines critiques et leurs outils repose sur la généralisation d'un discours fonctionnel tel que l'a défini Foucault, c'est-à-dire d'un discours qui détermine lui-même ses conditions de possibilités (Guilhaumou 2016)⁵³. Uniformisée par un savoir discursif et un vocabulaire sacralisé, la pensée critique paraît prendre les traits d'une pensée certes dissidente mais malgré tout conforme, qui se distingue par sa radicalité et son activisme plutôt que sa nouveauté. Ce savoir se construit aussi dans son opposition au savoir disciplinaire, hérité des courants épistémologiques traditionnels et historicisés. Les champs d'étude qui organisent la pensée critique postmoderne, comme ceux qui relèvent des *cultural studies*, se consacraient en ce sens à former des paradigmes plutôt que d'ériger de véritables disciplines de science sociale (Maigret 2015). Ces paradigmes d'inspirations « marxiste, foucauldienne, féministe et postmoderne » se distinguent plus par leurs règles d'interprétation et de désignation des corpus théoriques (Glevarec 2014, 187) que par leurs objets d'étude ou leur traitement critique. Ils se démarquent surtout par leur disposition à admettre le récit des expériences comme forme privilégiée – et plébiscitée – de fabrication et de validation du savoir : « Storytelling enables us to embrace multiple truths and navigate our way through uncertainty, providing a welcome counterpoint to the orthodoxy that the world is built on a single reality and an objective scientific truth » (Wilson 2017, 120).

La vigilance sémantique défendue par les disciplines critiques, en sanctionnant l'usage de certains mots et en promouvant leur propre glossaire, paraît finalement servir cette idée de « vérités multiples ». Les nouvelles humanités, les courants intersectionnels, les *cultural studies* et leurs déclinaisons sont autant de mouvements qui ont émergé et séduit par leur opposition fondamentale

⁵³ L'auteur s'appuie sur la transcription des feuillets du manuscrit de l'*Archéologie du savoir*, regroupés par Foucault sous le titre « Homère, Les récits, L'éducation, Les discours » et transcrites par Martin Rueff pour la *Nouvelle revue française* en 2016.

à l'idéal de l'objectivité scientifique qui serait la voie unique d'accès au savoir. Les méthodes et les outils que les disciplines critiques mobilisent reposent vivement sur des motifs discursifs récurrents, parfaitement incarnés par le sujet positionné, et concrétisent une évolution des régimes de vérité. Ceux-ci sont les fruits d'une « pluralité historique, une discontinuité apparemment radicale entre les différents modes de vérité » (Leclerc 2001, 215). En proposant cette notion, Foucault a tenu à différencier la « vérité » philosophique des « régimes » de vérité en considérant tour à tour deux abords : un premier abord « archéologique », qui expose l'assise historique de l'organisation du savoir, et un second « généalogique » qui examine les dispositifs de pouvoir établis par les pratiques institutionnelles. Il évoque les régimes de vérité pour la première fois dans le texte « La fonction politique de l'intellectuel » (1976) :

Chaque société a son régime de vérité, sa « politique générale » de la vérité : c'est-à-dire les types de discours qu'elle accueille et fait fonctionner comme vrais ; les mécanismes et les instances qui permettent de distinguer les énoncés vrais ou faux, la manière dont on sanctionne les uns et les autres ; les techniques et les procédures qui sont valorisées pour l'obtention de la vérité ; le statut de ceux qui ont la charge de dire ce qui fonctionne comme vrai (p. 114).

Ces régimes de vérité sont contingents à un contexte historique ancré dans une dimension de pouvoir, et qui établit un savoir et son langage comme étant véridiques. Dans son cours *Du gouvernement et des vivants* (1980), Foucault examine le cas du christianisme et relève une forme générale des procédures de vérité qui caractérisent l'exercice d'un pouvoir. Il qualifie la manifestation de cette vérité d'« aléthurgie »⁵⁴ : « On pourrait appeler "aléthurgie" l'ensemble des procédés possibles, verbaux ou non, par lesquels on mène au jour ce qui est posé comme vrai » (p. 8). Notamment, l'aléthurgie sollicite du sujet qu'il s'établisse lui-même en objet dans la démonstration de la vérité, à l'image du savoir monastique chrétien « traversé par une extraordinaire tension entre les deux régimes de vérité, le régime de la foi et le régime de l'aveu » (p. 82), c'est-à-dire la manifestation publique d'une vérité et l'aveu pour soi dans un rapport d'obéissance (Guerrier 2020). Cette conception d'une organisation de la vérité pour laquelle le corps devient tant une condition de possibilité qu'un lieu d'exercice nous éclaire sur les dynamiques de positionnalité et de personnalisation, voire d'hyper-individualisation du savoir. Les pratiques discursives aléthurgiques placent le sujet vivant comme objet de savoir, façonné par des conditions historiques et une gouvernance incarnée – c'est-à-dire un biopouvoir. La connaissance

⁵⁴ Un néologisme qui rassemble les mots et notions grecques d'*alètheia* (ἀλήθεια, « la Vérité ») et d'*érgon* (ἔργον, « l'action »).

située⁵⁵, l'expérience, l'épistémologie du « point de vue » semblent ainsi correspondre au cadre de la biopolitique telle que l'a formulée Foucault, c'est-à-dire un pouvoir qui porte sur l'individu et une forme de gouvernance propre à la modernité. La validation ou la condamnation du vocabulaire par des individus positionnalisés, alliés par la correspondance de leurs auto-identifications et aidés de politiques restrictives du langage comme celles formalisées par certaines universités, revient à discipliner les idées et à contraindre leur expression. Aux formes aléthurgiques des régimes de vérité, Foucault a également accolé la notion de *parrhêsia*⁵⁶, le « fait de tout dire » : « C'est l'ouverture qui fait qu'on dit, qu'on dit ce qu'on a à dire, qu'on dit ce qu'on a envie de dire, qu'on dit ce qu'on pense pouvoir dire, parce que c'est nécessaire, parce que c'est utile, parce que c'est vrai » (Foucault 1982, 348). Cette forme de discours éthique destiné à surpasser l'idéologie et les passions n'est pas pour autant contradictoire avec la confrontation et l'activisme politique (Happe 2015) en ce que ce discours relève de mêmes considérations tactiques.

La positionnalité, en tant que stratégie de l'identité et du rapport à la différence, est ainsi consolidée par des régimes de vérité singuliers auxquels les normes d'expression des idées, d'interprétation du savoir et de médiation des faits confèrent un rapport particulier à la réalité. Elle paraît ainsi s'inscrire dans une évolution politique plus générale, marquée par l'affaiblissement des faits et la consécration de vérités individuelles.

⁵⁵ Donna Haraway, professeure à l'origine du concept de connaissance située, a elle-même fait usage de la notion de biopolitique dans un chapitre de son ouvrage *Simians, Cyborgs, and Women* (1990) intitulé « The Biopolitics of Postmodern Bodies ».

⁵⁶ Foucault développe considérablement la notion de *parrhêsia* dans son dernier cours donné au Collège de France en 1984. Il y détaille notamment les contours d'une *parrhêsia* cynique, c'est-à-dire d'une esthétique de l'existence particulière qui s'écarte d'une démarche narcissique à laquelle la positionnalité pourrait être apparentée.

Chapitre 3 : L'identité et la connaissance à l'ère post-vérité

Dans nos deux premiers chapitres, nous avons abordé d'une part les concepts théoriques qui ont suscité l'essentialisation des positionnements identitaires dans le travail épistémologique, et d'autre part leur interaction avec la construction politisée d'un savoir médiateur de pouvoir. Ce troisième chapitre s'intéresse à l'insertion de ces phénomènes dans le temps actuel de l'ère post-vérité. Nous évoquerons d'abord l'érosion de la factualité, qui cède face à des démarches politiques qui lui sont défavorables, ainsi que les pratiques spécifiques de la post-vérité. Par la suite, nous explorerons deux manifestations idéaltypiques des forces néolibérales à l'œuvre dans la post-vérité que nous qualifions de « néolibérales » : le capitalisme des moyens du savoir et la défaillance de la mémoire collective.

I. Les écueils de la modernité : la post-factualité et la post-vérité

En admettant l'importance cruciale de l'individu et de ses identités dans l'approche des réalités objectives, la positionnalité fait également évoluer les régimes de vérité. La « vérité » est alors entendue au sens large d'une description de la « réalité des choses » qui n'existe que pour une « conscience qui la perçoit » (Marc 2008), c'est-à-dire éminemment dépendante du sujet et de ses dispositions uniques. La personnalisation des régimes de vérité renforce la dépréciation des réalités objectives qui existent malgré l'interprétation de l'individu et au dépit de son assentiment. L'élan récent des prétentions à la vérité a renforcé un traitement politique de la factualité, et semble une conséquence immédiate d'un savoir abusivement soumis à des forces politiques dès son élaboration. Parce qu'elle découle de comportements politiques et de récurrences idéologiques coordonnés, la temporalité de la confrontation paroxystique des vérités personnelles est qualifiée d'ère « post-vérité ». Cette section traite ainsi du double mouvement de la post-factualité politisée et de la post-vérité impériuse.

1. Le traitement politique des faits et la post-factualité

Le terme « fait » désigne communément tout événement qui se produit incontestablement, ancré dans une réalité objective avérée et vérifiable. Tout comme l'identité et le savoir, les faits peuvent être abordés à la lumière de leur construction sociale (Hacking et Hacking 1999; Searle 1997), étant trivialement entendu que « sans humains, sans sociétés humaines, sans langage

humain, il n’y aurait pas de fait »⁵⁷ (Wight 2018, 22). Qu’il s’agisse d’un fait matériel ou immatériel – alors volontiers qualifié de « fait social », celui-ci est interprété par l’individu sous l’influence de ses propres idées, connaissances et intentions. Sa vérifiabilité consiste à démontrer qu’il correspond à l’expérience cognitive ou perceptive de l’individu. Par le néologisme de « factuel », nous discernons alors tout ce qui relève exclusivement de l’ordre factuel, c’est-à-dire de la portion concrète impérieuse qui résiste à l’interprétation individuelle et existe malgré elle. Un exemple vulgaire d’un fait incontestable pourrait être celui du globe terrestre : la Terre est « factuellement » ronde, car sa rotondité est désormais vérifiable sans peine et corroborée par un ensemble d’autres données physiques pareillement factuelles. Ce fait naturel se distingue du fait social puisque son existence ne dépend pas de l’activité humaine. Le choix d’un prénom est un exemple d’un fait social en apparence strictement individuel, et qui pourtant répond à des tendances et des dispositions culturelles, historiques ou sociales contribuant à sa factuelité (Besnard 2003). Ainsi le fait est-il logiquement distinct de la croyance, de la connaissance ou de l’opinion en ce qu’il est flagrant et effectivement constaté. En revanche, ces dernières informent l’interprétation des faits qui les expose à un traitement personnel qu’ils soient naturels ou sociaux, matériels ou immatériels, vérifiables simplement ou non. L’ensemble des biais qui peuvent fausser la perception ou la cognition d’un fait paraissent renforcés par des pratiques normatives, telle que la positionnalité. L’affirmation de l’originalité d’un point de vue et de l’exclusivité d’une expérience, assujettis à un critère identitaire, prend les traits d’une mobilisation politique qui amenuise le fait au profit de l’opinion, de la croyance, de l’émotion ou du savoir dissident valorisé. Dès lors, la post-factuelité semble procéder du postulat que la connaissance strictement objective d’un fait est impossible, et qu’ainsi ce dernier devra toujours subir un travail d’interprétation subjective.

La prééminence des éléments purement subjectifs tels que les opinions ou les émotions sur la réalité et la véracité objectives des faits aurait profité d’une part de la polarisation des croyances politiques, et d’autre part d’un scepticisme croissant à l’égard des experts et de l’autorité scientifique (Farrow et Moe 2019, 272). Ces constantes de la post-factuelité héritent du contexte politique qui accompagne son essor, marqué par le succès de stratégies « populistes »⁵⁸ et de

⁵⁷ Traduction libre.

⁵⁸ Tout autant galvaudé que le terme de « post-vérité », « populisme » a été consacré mot de l’année 2017 par la maison d’édition de l’Université Cambridge Cambridge University Press, 2017).

l'adhésion à des idées réactionnaires voire obscurantistes qui exacerbent des tensions sociétales déjà aiguës. Notamment, le Brexit et les élections de Donald Trump aux États-Unis et de Jair Bolsonaro au Brésil ont donné prise à ces idées et au mécontentement qui les a portées jusqu'au cœur du fonctionnement politique des institutions (da Silva et Vieira 2021, 531). Ces événements politiques majeurs seraient les conséquences de l'éloge d'interprétations partiales des faits, qui séduisent et convainquent plus qu'elles ne démontrent ou expliquent. Pour les politologues Pippa Norris et Ronald Inglehart, auteurs de *Cultural Backlash: Trump, Brexit, and Authoritarian Populism* (2019), le progrès de velleités autoritaires et séditieuses serait également imputable à un « contrecoup culturel », c'est-à-dire une réaction conservatrice à l'évolution des valeurs « post-matérialistes » qui placent l'individu et son expression personnelle, sa liberté, son auto-définition avant les valeurs matérialistes⁵⁹ qui ont structuré les sociétés capitalistes modernes – tels les États-Unis, le Brésil et le Royaume-Uni. Outre la confrontation des valeurs, le jeu des intérêts est également primordial dans l'élan de la post-factualité. Depuis 2017, les deux expressions « *alternative facts* »⁶⁰ et « *fake news* » ont été abondamment reprises dans les traitements politiques, médiatiques et universitaires de ce contexte particulier au gré duquel la factualité semble céder face aux intérêts de pouvoir. La malhonnêteté apparente de leur usage à dessein par des acteurs politiques, singulièrement le président des États-Unis en fonction, sont les témoins de la pérennisation d'un discours mensonger caractérisé par la manipulation des faits et le dénigrement des sources usuelles d'information et d'interprétation que sont la presse et la communauté scientifique.

En qualifiant de « faits alternatifs » des mensonges et de « fake news » des informations avérées mais contraires à des intérêts politiques particuliers, ces acteurs ont également systématisé la suspicion et la contestation des formes d'autorité, à commencer par l'autorité des faits (Enroth 2021). Ainsi, la post-factualité semble caractérisée par les tendances discursives et la charge politique qui entourent la mobilisation des faits. Désormais, il semble que la nature critique ou conforme de l'interprétation des faits dépend plus de l'identité politique de la personne – morale

⁵⁹ Dans la théorie formulée par Ronald Inglehart, la notion de matérialisme est envisagée comme synonyme du consumérisme, et diffère du « matérialisme » philosophique.

⁶⁰ La formule est tirée d'une réponse à la presse de Kellyanne Conway, alors conseillère de Donald Trump, interrogée sur la fausse déclaration faite par le porte-parole de la Maison-Blanche qui a indiqué, au sujet de la foule présente à l'inauguration présidentielle, qu'il s'agissait du « plus grand public à avoir jamais assisté à une inauguration, point final » (traduction libre).

ou physique – qui en est la source que de la réalité objective des faits. La post-factualité se distingue aussi par sa transcendance des clivages politiques. Le recours à la notion de « fake news », entre autres, a considérablement augmenté dans les discours identitaires de l'ensemble du spectre des doctrines politiques, de la « droite » conservatrice à la « gauche » libérale (Li et Su 2020). Ainsi, la post-factualité désigne un phénomène de rupture avec la réalité objective au profit de lectures des faits sinon mensongères, du moins excessivement biaisées et tendancieuses. Ces interprétations informent des discours et une action politiques qui peuvent entrer dans une logique de propagande, faisant appel aux sentiments plutôt qu'à la raison et tirant leur légitimité de la force de l'adhésion qu'ils suscitent.

2. L'ère post-vérité : avènement, pratiques et autorité

Les intérêts politiques manifestes qui sanctionnent un abord partisan des faits invitent à se questionner sur les causes profondes d'un tel rapport attentatoire à la factualité et à la réalité. Également, la temporalité de ce mouvement réciproque de systématisation du rejet des faits et de célébration des émotions doit être prise en compte. C'est ainsi qu'est née, dans les discours universitaires, médiatiques et politiques, l'idée d'une « ère post-vérité ». Les fictions anti-factuelles comme celles que désigne la formule de « faits alternatifs » peuvent être envisagées comme de simples mensonges intéressés, mais aussi considérées comme des reflets significatifs du « statut de la vérité »⁶¹ (Devine 2018, 161). L'usage du préfixe « post » n'implique pas tant un dépassement du temps de la vérité que son infécondité dans le contexte actuel : désormais, sa valeur dépend de son adéquation avec un discours d'opinion plutôt que de sa fidélité à la réalité. Dans son ouvrage *Post-Truth* (2018), le philosophe Lee McIntyre dépeint efficacement l'origine et les contours de l'ère post-vérité :

With the largely fact-free campaign over Brexit in Great Britain [...] and the growing use of disinformation campaigns by politicians against their own people in Hungary, Russia, and Turkey, many see post-truth as part of a growing international trend where some feel emboldened to try to bend reality to fit their opinions, rather than the other way around. This is not necessarily a campaign to say that facts do not matter, but instead a conviction that facts can always be shaded, selected, and presented within a political context that favors one interpretation of truth over another (p. 5-6).

Les approches postmodernes et poststructuralistes que nous avons évoquées ont contribué à l'examen de la notion de vérité et ont notamment consacré le principe épistémologique d'une vérité

⁶¹ Traductions libres.

objective inaccessible, appuyant que toute chose n'est connue que par un regard particulier dont le sujet ne peut ni ne doit se départir. L'ère post-vérité paraît empreinte de cette même considération critique de la vérité, mais se distingue par la radicalité des positionnements à l'égard de la factualité et de l'autorité. L'archéologie de la notion de « post-vérité » révèle qu'elle est le produit de contributions de mouvements de pensées politiques opposées et d'explications philosophiques parfaitement hétérogènes, qui s'étendent du constructivisme social nuancé au solipsisme catégorique. Cependant, la pensée postmoderne, par sa relativisation méthodique des « vérités » scientifiques et sa critique passionnée des constructions sociales, est le plus souvent présentée comme source primitive des itérations de la post-vérité (Krasni 2020, 6). Les mouvements politiques qui procèdent d'idéologies conservatrices ou identitaires, souvent apparentés à l'extrême-droite, ont tiré profit de la diffusion des idées postmodernes et ont fait usage des outils qu'elle ont établis : « Even if right-wing politicians and other science deniers were not reading Derrida and Foucault, the germ of the idea made its way to them: science does not have a monopoly on the truth. It is therefore not unreasonable to think that right-wingers are using some of the same arguments and techniques of postmodernism » (L. McIntyre 2018, 141). En ce sens, l'ère post-vérité s'est installée d'une part à la faveur de la politisation des idées et des préceptes des disciplines postmodernes, notamment l'examen critique des constructions sociales et des institutions, politiques ou scientifiques, qui homologuent la vérité ; et d'autre part au moyen d'une confrontation des modes d'autorité et de légitimation des savoirs et des idées.

L'emploi conforme ou critique de la pensée postmoderne n'est pas la seule origine explorée par les travaux universitaires qui s'intéressent à la filiation des dynamiques de la post-vérité. La conjoncture d'une « ère » de la post-vérité a aussi profité de l'essor des technologies de communication et singulièrement des réseaux sociaux, qui permettent une expression partagée immédiate et – virtuellement – sans limite. Au-delà des seules possibilités de communication facilitée, leur utilisation a aussi révolutionné les façons de diffuser les informations et, particulièrement, de les consommer. Par la profusion de ses contenus et un accès de plus en plus simple et commun, Internet s'érige désormais en « marché des idées »⁶² par excellence : à l'instar du libre marché économique et de son importante dérégulation, Internet favorise la concurrence, l'innovation et l'accumulation de l'offre. Les réseaux sociaux se sont emparés de cet outil et ont

⁶² La notion de « marketplace of ideas » est une analogie célèbre entre liberté d'expression et liberté économique.

composé un support virtuel pour poursuivre et développer les relations sociales, libérées des contraintes matérielles – géographiques, linguistiques, et temporelles – que les instances de socialisation physiques ont à connaître.

Cependant, les réseaux sociaux jouent aussi un rôle majeur dans la désinformation et la détérioration du rapport à la vérité, notamment par l'exposition sélective aux informations et aux interprétations. Le concept de « bulle de filtres » (« *filter bubble* »), développé par Eli Pariser dans son ouvrage éponyme (2012), désigne les environnements propres à chaque utilisateur que composent les algorithmes des réseaux sociaux, chargés de lui proposer des profils et du contenu en adéquation avec ses habitudes. Ce procédé est à même de constituer une « chambre d'écho », isolant l'individu dans une communauté artificielle à la pensée harmonieuse, protégée de la contradiction et des interprétations dissonantes. La bulle de filtres des réseaux sociaux a été très mobilisée par les travaux universitaires, qui débattent encore de la force du lien entre ce phénomène de personnalisation de l'exposition à l'information et les polarisations politiques et idéologiques que connaissent les sociétés (Bruns 2019). Néanmoins, ce concept éclaire la problématique particulière de la médiation de l'information au gré d'intérêts en apparence incompatibles. Les principaux réseaux sociaux demeurent des entreprises commerciales dont les activités sont guidées par des ambitions lucratives et des intérêts strictement économiques, à l'inverse des organisations de presse ou des institutions scientifiques normalement fondées par la poursuite désintéressée des faits et de la vérité. Ainsi, et toute manipulation de leur présentation mise à part, l'information et les faits diffusés sur Internet ne bénéficient pas de la même préparation que ceux dont traitent le journalisme et le travail scientifique.

L'isolement constitué par les choix individuels d'exposition à l'information, notamment par l'engagement dans des communautés exclusives, est un marqueur de l'ère post-vérité. Si l'« hyper-politisation » des idées et l'usage des moyens technologiques sont susceptibles de contribuer à cet isolement, il paraît avant tout constitué par les comportements sociaux à l'égard des discours et des faits. Ces comportements sont encouragés par les dispositions particulières de l'ère post-vérité, notamment l'instantanéité de l'expression et de la réaction qui composent une nouvelle performativité des discours et des récits (Rider et Peters 2018, 9). Mais ils profitent aussi des dynamiques de retranchement épistémique, comme celles à l'œuvre dans la positionnalité et les nouvelles pratiques critiques. Ainsi, les volontés de réguler l'expression publique sur les

campus et dans l'enseignement universitaire du fait de la charge émotionnelle de mots ou d'idées sont des occurrences d'un phénomène équivalent à la « bulle de filtres » des réseaux sociaux. En pratique, il est désormais soutenu que les règles qui encadrent la prise de parole publique concourent à la « sécurité » des campus universitaires et de leurs membres (Hutchens et Fernandez 2018). Cette transposition normative de revendications qui, dans leurs principes, devraient relever d'une entrave à la mission scientifique des universités, mettent en évidence un changement culturel profond, lié en partie à la nouvelle variété des flux d'informations dans les sociétés globalisées (Delanty 1998).

Cette culture du discours contemporaine de la post-vérité accorde une valeur plus importante aux émotions, aux croyances et aux opinions, *a fortiori* lorsqu'elles sont partagées par un collectif et, dès lors, volontiers traitées comme des informations factuelles et véritables, c'est-à-dire pertinentes même en dehors de leurs référentiels individuels. Le Brexit a notamment été choisi par plusieurs travaux pour illustrer le basculement dans une ère post-vérité (Marshall et Drieschova 2018; Rose 2017; Walkerdine 2020). La consultation populaire menée au Royaume-Uni pour décider de sa sortie de l'Union Européenne a été marquée par des discours politiques de scepticisme et de dénigrement à l'égard des « experts », de leurs institutions et des faits qu'ils présentaient. Cette mobilisation d'une défiance impérieuse, cristallisée par un événement politique majeur dont l'issue dépendait d'un vote de l'ensemble des citoyens britanniques, peut être envisagée comme une manifestation paroxystique d'un populisme agissant sur les représentations et l'imaginaire collectif pour persuader, c'est-à-dire faire appel aux sentiments et aux émotions. Cependant, les campagnes de désinformation en faveur du Brexit ont également tenté de convaincre, par la raison, en construisant une représentation antipathique du savoir expert et des élites, présentés comme des « architectes de l'austérité »⁶³ uniquement soucieux de protéger le libre marché mondial (Clarke et Newman 2017, 110).

Cet exemple met en exergue l'importance, dans cette ère de la post-vérité, de la construction fortement individualisée et contextuelle de l'autorité des faits et des savoirs. Les obstacles à l'agrément de la vérité semblent principalement s'élever des comportements motivés par les émotions et les ressentis, et de l'autorité qui leur est accordée. Dans les discours qui ont animé l'affrontement politique du Brexit, les experts ont été présentés tantôt comme des figures

⁶³ Traduction libre.

d'autorité, proposant des interprétations factuelles et informées qui bénéficient de leur maîtrise « experte » d'un sujet, tantôt comme des représentants des élites gouvernantes mues par leurs propres intérêts auxquels ils donnent une apparence trompeuse de savoir. Cette dichotomie discursive est empreinte d'une stratégie démagogique ordinaire qui consiste à opposer la parole pragmatique au « sens commun » dont le peuple est naturellement investi (Canovan 1999). Le sens commun, trouvé par la concordance des expériences et des ressentis, fonde une nouvelle autorité épistémique disidente qui permet de formaliser un « contre-savoir » (Ylä-Anttila 2018, 358-359). Plutôt qu'une simple réaction au savoir expert, ce contre-savoir est construit en opposition aux sources d'autorité traditionnelles qui seraient corrompues et discréditées par les individus qui les représentent et les faits qu'ils mobilisent en son nom. L'autorité est ainsi abondamment personnalisée et étroitement liée à la légitimité reconnue à l'individu qui est à l'origine du discours de vérité, plutôt qu'à la factualité ou la véracité de ses propos. Les formes classiques de légitimité héritées des travaux de Weber semblent se confondre dans les discours de légitimation à cette ère de la post-vérité : la vérité peut trouver une légitimité dans des circonstances rationnelles supposées, en référence à des personnalités charismatiques qui l'énoncent, ou selon un système de croyances ou de valeurs traditionnelles ; ce qui compte n'est dès lors plus l'objectivité mais la reconnaissance d'une relation personnelle à l'un de ces paramètres et leur adéquation à des critères intersubjectifs (Lorusso 2020, 103).

L'individualisation du rapport à la légitimité de l'autorité par la contestation des faits et l'admission de discours de vérité dissidents serait ainsi symptomatique de la « crise du politique » contemporaine, marquée par la polarisation du conflit entre la vérité singulière et les affaires politiques (S. Newman 2019). En ce sens, la post-vérité se nourrit également de la pérennisation d'une quatrième forme d'autorité extraordinaire et impersonnelle, une « domination thérapeutique » (McFalls 2008) concrétisée par des interventions autoritaires et la « violence iatrogène du nouvel ordre politique » (p. 165). Notamment, la résistance aux mesures sanitaires mises en place après la survenue de la pandémie de la COVID-19, et spécifiquement le refus de la vaccination et les campagnes de désinformation à son sujet, forment un exemple idéaltype parfaitement récent d'un rejet coordonné du savoir scientifique, des mesures coercitives qu'il a informées et des personnalités « expertes » chargées de les présenter au public⁶⁴. Entre autres, les

⁶⁴ Le cas d'Anthony Fauci est notamment remarquable. Figure éminente de la recherche en immunologie et chargé de conseiller Donald Trump dans la gestion de la pandémie aux États-Unis, il a été la cible de critiques partisans

théories complotistes s'appuient sur un même phénomène d'une autorité *sui generis* fondée par la coalition de croyances et de faits alternatifs, et surtout le rejet de l'autorité conférée aux individus qui rapportent des faits ou savoirs communément acceptés et qui disposent d'une reconnaissance étatique (Harambam et Aupers 2015).

II. L'emprise néolibérale de la connaissance

L'érosion de la factualité et la personnalisation de la lecture des faits sont ainsi des conséquences immédiates de l'ère post-vérité inspirée par la pensée postmoderne et concrétisée par la conjoncture de la positionnalité, des nouvelles modalités du débat public et d'une délégitimation populaire des autorités épistémiques traditionnellement reconnues. Tous ces paramètres paraissent formalisés par deux phénomènes néolibéraux, c'est-à-dire imprégnés d'une considération primordiale des libertés individuelles et d'une critique radicale de leur gouvernance : d'une part, un capitalisme des moyens du savoir qui sont accumulés et exclusivement appropriés, et d'autre part une recomposition des métarécits au profit d'un abord positionnalisé de la mémoire collective.

1. Le capitalisme des moyens du savoir :

Le capitalisme est un régime économique qui se distingue par ses deux caractéristiques majeures que sont la propriété privée des moyens de production et une accumulation du capital productif animées par la quête du profit. De nombreuses pensées et formations politiques se sont fondées sur la critique du capitalisme, qui serait le moteur d'une continuation de la fragmentation de la société en classes sociales définies par les places qu'occupent les individus dans les rapports de production. Les disparités entre les classes sociales jouent également un rôle central dans la reproduction des inégalités et la pérennisation de logiques d'appropriation, d'expropriation et de privilèges. Ainsi, le capitalisme économique est indissociable de l'organisation sociale installée par son hégémonie. Des phénomènes politiques, sociaux ou culturels ont hérité de dynamiques capitalistes, souvent comprises dans l'ère plus vaste encore du néolibéralisme. Notamment, des travaux récents se sont intéressés au capitalisme digital (Betancourt 2016; Pace 2018), au capitalisme académique (Hackett 2014; Jessop 2018) et au capitalisme de la surveillance (Zuboff

véhémentes, et a du exercer sa fonction en rompant constamment avec la parole présidentielle ascientifique (Peters, Jandrić et McLaren 2020 ; 15).

2019). La définition du capitalisme est alors étendue pour inclure des comportements d'accaparement intéressés de biens immatériels. L'information, la culture, le savoir sont autant de ressources qui peuvent faire l'objet d'une capture capitaliste, c'est-à-dire être accumulées, librement échangées et mises en concurrence. L'essor des notions immatérielles qui connaissent un pareil traitement invite à considérer une forme de capitalisme plus large que nous qualifions de capitalisme des moyens du savoir et que nous lions à la positionnalité. Cette forme de capitalisme, à l'image du capitalisme économique, couvre plusieurs aspects qui sont la propriété, l'accumulation, la concurrence et le profit des moyens du savoir.

Tout d'abord, les courants postmodernes semblent avoir encouragé un double mouvement d'appropriation – ou de « réappropriation » – et d'attribution exclusive du langage, des histoires ou des cultures, porté par des revendications de justice sociale et ancré dans des considérations identitaires. Notamment, le phénomène de « récupération »⁶⁵ des mots est consubstantiel des pratiques contemporaines de la positionnalité et de la prééminence de l'expérience vécue. Les mots concernés sont le plus souvent injurieux ou péjoratifs et liés à des contextes historiques d'oppression. Leur réappropriation par les individus appartenant aux groupes anciennement ou actuellement opprimés contribuerait à la neutralisation du pouvoir que leur caractère injurieux leur confère, et à rendre ce pouvoir aux individus qui jusqu'alors le subissaient. Il s'agirait également d'un « désarmement linguistique » (Clare 2018, 79) dans le cadre des mots qui servent aux discours de haine, et que seule la récupération par les victimes de ces discours serait en mesure d'accomplir. Ainsi, des mots comme « *faggot* », « *queer* » ou le *n-word*, utilisés par des individus qui s'auto-identifient comme relevant de l'identité stigmatisée, produisent un sentiment positif de pouvoir (Galinsky et al. 2013; Whitson et al. 2017) et peuvent aider à affirmer une « propriété de l'identité »⁶⁶ qui influe positivement sur l'identité sociale de groupe (Popa-Wyatt 2020, 168).

Cette transformation sémantique est ainsi envisagée dans une utilisation positionnalisée, éminemment rattachée à la reconnaissance d'une identité et d'un pouvoir. Plus qu'une neutralisation d'un vocabulaire injurieux et coupable de pérenniser une oppression, elle est construite dans une perspective de discernement du bon et du mauvais usage qui reposerait sur l'historicisation des rapports de lutte qui ont marqué l'identité revendiquée du locuteur. En ce sens,

⁶⁵ Les termes anglais « *reclamation* » et « *reclaiming* » demeurent bien plus utilisés, la notion paraissant surtout explorée dans le contexte nord-américain.

⁶⁶ Traduction libre (“*Identity ownership*”).

la récupération d'un mot relève d'une appropriation – ou réappropriation – exclusive qui ne bénéficie qu'à un groupe précis et est légitimée par une approche critique du progrès de la justice sociale, plaidant notamment pour un combat contre l'« injustice épistémique » (Fricker 2007). Elle marque également une considération du pouvoir et de l'identité de ceux qui en sont dépositaires. En outre, les récits des expériences vécues et les héritages culturels paraissent correspondre à cette même capture exclusive de matières dont la réception et le partage deviennent dès lors conditionnés à une harmonie identitaire. Notamment, la recrudescence des débats sur l'appropriation culturelle (Jackson 2021), c'est-à-dire l'utilisation d'éléments d'une culture par des individus qui lui sont étrangers souvent sur la base d'un rapport de domination, met en exergue un métadiscours de réappropriation légitimé par le rétablissement d'une juste balance du pouvoir et d'une politique multiculturaliste de reconnaissance de ce qui est particulier à chacun (Taylor 1994). De tels monopoles d'utilisation d'un mot, de récit d'une expérience ou de référence à une culture paraissent ainsi accentuer une idée de propriété capitaliste, caractérisée par les notions d'appropriation, d'expropriation et de réappropriation exclusives – celles-ci correspondant respectivement à l'établissement, la confiscation et la réhabilitation d'un pouvoir qui n'existe que par la consécration de la différence et de la particularité.

Lorsqu'elle se traduit par des dynamiques de coercition élémentaires, comme l'attribution exclusive du langage ou d'éléments culturels y compris dans les contextes de l'enseignement et de la recherche, la célébration passionnée des différences peut ainsi prendre les traits de dévoiements idéologiques. Parce qu'ils multiplient les motifs de dissension, le différentialisme et le particularisme nourrissent une prolifération des disparités qui, au temps de la banalisation de la post-factualité, sont autant de prétentions à la vérité qui s'ajoutent et se répandent. Les différences fondées sur des caractéristiques identitaires – les expériences vécues, les points de vue, les intersectionnalités – qui se croisent notamment dans les pratiques épistémologiques positionnalisées sont accumulées et exploitées à la manière de « capitaux » mis au service d'une démarche scientifique ou politique. Cette notion de capitaux non-économiques a occupé de nombreux travaux en sciences sociales, à la suite de Pierre Bourdieu qui a exposé le corps comme « signifiant social » (1977, 51) et a défini le « capital social » comme étant « l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance ; ou, en d'autres termes, à l'appartenance à un groupe » (1980, 2).

Le sociologue James Côté (1996) a proposé la notion plus spécifique de « capital identitaire » (*identity capital*), impliqué dans la négociation des individus avec les « passages complexes créés par la société postmoderne »⁶⁷ (p. 424). Ce capital identitaire agit comme une ressource sociale « tangible », qui renvoie aux attributs individuels et qui augmente les capacités à échanger des biens sociaux (Dumora et al. 2008, 399). Dans le cadre particulier de l'élaboration et de la diffusion du savoir selon les préceptes des nouvelles disciplines critiques, de nombreux paramètres subjectifs éloignés de la réalité de l'objet d'étude doivent être reconnus et considérés : les expériences vécues, les sensibilités, les choix de langage et de représentation, les privilèges ou les préjugés des individus qui conduisent la recherche sont autant de capitaux identitaires qui s'accumulent et conditionnent la démarche d'accès au savoir – c'est-à-dire la trajectoire de la vérité. Au gré d'un tel paradigme épistémique, l'empreinte du capitalisme néolibéral est alors considérable : l'identité est une propriété fructueuse, et la corrélation identitaire scelle un rapport de production et de valorisation.

Dans cette construction positionnée et « militante » du savoir, notamment à travers les approches intersectionnelles, le capital identitaire produit un bénéfice ou un déficit selon sa charge historique, c'est-à-dire les contextes de domination et de lutte qui lui sont attribués, et de surcroît selon les dispositions de la lecture factuelle ou partisane qui en est proposée. En d'autres mots, il y a autant de capitaux identitaires qu'il y a de distinctions fondées sur les identités, et ces capitaux particuliers sont mis en concurrence par les pratiques universitaires, sociales et politiques contemporaines de l'ère post-vérité. Des valeurs sont associées à des marqueurs d'identité que les individus traditionnellement dépositaires du pouvoir normatif accumulent : aux faits d'être blanc, homme, cisgenre, hétérosexuel ou valide⁶⁸ sont attribués un caractère de « privilège » spécifique et une responsabilité qu'il importerait de déconstruire (Lazarus 2018). Pour servir cette démarche de déconstruction, des concepts épistémologiques sont associés à ces privilèges. Respectivement, la blancheur⁶⁹, le privilège masculin, la conformité de genre, l'hétéronormativité et le validisme sont des notions critiques héritées du postulat qu'à chaque privilège, à l'origine de discriminations et d'inégalités, correspond un préjugé particulier.

⁶⁷ Traduction libre.

⁶⁸ Par opposition à l'invalidité et le handicap.

⁶⁹ Du terme anglais “whiteness”.

Ce manichéisme s'est vulgarisé dans les pratiques critiques, notamment à la faveur de l'avènement de la post-factualité et de la légitimation des vérités individuelles. Si la notion de privilège est utile à la prise en compte de problématiques véritablement systémiques, les tendances d'un traitement essentialiste et culpabilisant peuvent la réduire à un antagonisme binaire entre privilégiés et marginalisés (Dreher 2009, 451). Désormais, les travaux universitaires font état d'une inflation des privilèges qui seraient responsables d'entretenir des préjugés spécifiques. Entre autres, le privilège d'être mince (Bacon, O'Reilly, et Aphramor 2016; van Amsterdam 2013), le privilège de maîtriser une langue commune (Gallagher-Geurtsen 2007; Müller 2021) ou le privilège religieux (Fried 2007; Watt 2009) seraient tous à l'origine de préjugés systémiques. Par ailleurs, selon les cadres théoriques disposés par les nouvelles disciplines critiques, les deux notions doivent être interverties dans le travail scientifique : être victime de préjudice devient un privilège épistémique, et l'opprimé est érigé en expert des origines et des mécanismes de son oppression aux moyens de son expérience vécue et de son point de vue favorisé. Le privilège épistémique prend les formes d'un « excès » de crédibilité et d'autorité, qui sont des « formes de reconnaissance sociale » et de séparation entre plusieurs individus et groupes sociaux positionnés (Medina 2011, 21).

Ainsi, une telle dualité exponentielle des capitaux identitaires, des privilèges et des préjugés, distribués dans la société et dépositaires d'un pouvoir à connotation positive ou négative dépendamment du contexte d'emploi, semble inspirée par la pensée néolibérale. Tout comme le « capital humain », c'est-à-dire les ressources productives propres à un individu qui les met au service d'une activité économique (Rosen 1989), le capital fondé par l'identité inscrit l'individu, son corps et ses idées dans un rapport de production et de valorisation de la différence. La concurrence des identités, des positionnements, des interprétations, des héritages et des oppressions est mise à profit dans la construction de nouveaux savoirs placés sous l'égide d'autorités épistémiques partiales, et qui paraissent valorisés par leur concours à des luttes sociales radicales plutôt que leur contribution à l'œuvre scientifique. Dès lors, ce « rendement » en valeur, attendu des idées ou des savoirs constitués selon des méthodes et corpus théoriques positionnalisés, peut impliquer qu'il soit affranchi des lectures rationnelles et consensuelles de la factualité pour affirmer sa validité. Les régimes de post-vérité issus des revendications et des pratiques

positionnalisées paraissent entretenus par les mêmes excès du « foyer utopique »⁷⁰ d'un néolibéralisme hégémonique, qui encourage un pluralisme individualiste et une société du conflit. En outre, le capitalisme mondialisé contribue aux dynamiques des *identity politics*, comme le décrit la politologue Frances Fox Piven (1995):

Moreover, instead of wiping out all ancient prejudices, a globalizing capital is prompting a rising tide of fractious racial, ethnic, religious and gender conflict. It is contributing to an identity politics which expresses not only the ancient and venerable prejudices and opinions which were presumably to be swept aside, but the apparently inexhaustible human capacity to create new prejudices and opinions, albeit often in the name of an imagined ancient past (p. 102-103).

En ce sens, le capitalisme des moyens du savoir est inspiré par l'inflation des constructions néolibérales : il légitime un traitement passionné des problématiques sociales héritées de logiques d'appropriation, d'accumulation, d'exclusivité et de concurrence, et offre des produits qui leur répondent en déterminant, de façon arbitraire, un rapport d'allégeance identitaire. Dans le contexte particulier de l'ère post-vérité, ces dynamiques correspondent aussi à une lutte pour la consommation de ce « prêt-à-penser », c'est-à-dire aux dispositions d'une économie de l'attention : « Truth remains welded to power, but the domination of truth regimes now demands popular attention to/participation in its discursive games (instead of just adherence to its products) » (Harsin 2015, 331). Cette attention est retenue et consommée, notamment, par la concurrence de récits donnés de l'histoire, des expériences, du savoir et des faits.

2. La contestation des grands récits et la défaillance de la mémoire collective

Ainsi, la construction positionnalisée et pernicieuse de nouveaux savoirs, favorisée par le bouleversement des autorités épistémiques et l'instabilité du rapport à la factualité, repose sur des paradigmes discursifs et des prétentions à la vérité. Elle s'établit dans la contestation de la légitimité de tout savoir établi par la tradition, la rationalité occidentale ou l'histoire collective et impersonnelle. En ce sens, elle relève d'une continuité de la pensée postmoderne qui s'est formée par sa critique des métarécits – ou « grands récits », c'est-à-dire les récits communs et généraux qui ont ordonné une approche consensuelle du monde. Dans *La condition postmoderne* (1979), Jean-François Lyotard introduit cette idée de métarécits, notamment philosophiques, qui se distinguent par leur idée commune d'une émancipation – la dialectique de l'Esprit de Hegel, l'herméneutique du sens de Husserl, l'émancipation du sujet raisonnable de Marx – et qui fondent

⁷⁰ Foucault emploie cette formule dans son essai *Naissance de la biopolitique* (1979, 224).

leur légitimité dans un « futur à faire advenir » plutôt qu'un « acte originel fondateur » (p. 105). Les grands récits revendiqueraient l'universalité, alors que les « petits récits » célèbreraient la différence comme signe d'une hétérogénéité radicale et nécessaire. Selon Lyotard, c'est donc la faillite des grands récits qui pousse à investiguer le statut du « nous » et à interroger l'identité (p. 113). À ce titre, il définit la réaction aux grands récits comme le point d'entrée de la pensée postmoderne :

On voit sur ce cas qu'en légitimant le savoir par un métarécit, qui implique une philosophie de l'histoire, on est conduit à se questionner sur la validité des institutions qui régissent le lien social : elles aussi demandent à être légitimées. La justice se trouve ainsi référée au grand récit, au même titre que la vérité. En simplifiant à l'extrême, on tient pour « postmoderne » l'incrédulité à l'égard des métarécits (p. 7).

Les témoignages de l'expérience vécue, les vérités personnelles dites par les individus eux-mêmes et à l'aide d'un vocabulaire qu'ils choisissent, sont des modes de discours postmodernes qui rompent avec les métarécits traditionnels. Les régimes de post-vérité ont accentué cette rupture avec le recours à des « contre-récits », qui contredisent et remplacent les métarécits communs (Rietdijk 2021). Ces derniers sont singulièrement renforcés par le discrédit jeté sur les critiques qui leur sont adressées et le déni des faits. Les contre-récits, à l'image des épistémologies identitaires ou du capitalisme des idées, ne sont pas l'apanage d'une seule sensibilité politique mais ont en commun une certaine marginalité : qu'il s'agisse de l'extrémisme des théories du complot (Feldman 2011) ou des préceptes théoriques critiques pour la décolonisation (Ali 2017), les contre-récits servent d'ancrage à un discours dissident et revendicatif d'une originalité.

L'évolution de la réception des métarécits ne concerne pas uniquement ceux qui rapportent des conceptions philosophiques humanistes et générales, comme les grands récits du Progrès ou des Lumières, mais touche plus largement l'ensemble des savoirs qui en sont dérivés et qui aspirent à être généralisés. Notamment, de nouveaux contre-récits, favorisés par l'ère post-vérité, s'imposent à l'interface de l'université et de la société en contestant les modes de connaissance traditionnels. Ces nouveaux métarécits se distinguent par la primauté donnée à l'empirisme sensible et leur refus de l'objectivité contrôlée, attendu que seule l'expérience vécue permettrait de rendre compte des histoires personnelles et de valider le savoir en toute matière (Mkhize 2018). L'objectivité et la neutralité scientifique apparaissent comme les parangons d'une autorité délégitimée à l'ère post-vérité, constamment rappelée aux schémas de domination qui l'ont établie et à l'uniformité ou l'effacement identitaire de ses acteurs historiques. À l'absolutisme de la

rationalité et de la neutralité du savoir, les contre-récits postmodernes opposent le relativisme incarné par la reconnaissance de la pluralité des vérités personnelles.

Également, comme nous l'avons évoqué, le terme « récit » est directement revendiqué par plusieurs mouvements épistémologiques et politiques, en ce qu'il est fondamental à la démarche de présentation et d'induction théorique d'une expérience vécue. Les exemples de contre-récits caractérisés par la valorisation des différences individuelles et des vérités particulières, spécifiquement dans le contexte de la post-vérité, sont très nombreux et diversifiés – tant par leurs motifs que leurs inclinations politiques. Il peut s'agir de récits invalidés par les faits mais passivement inscrits dans les consciences : par exemple, le discours d'hostilité à l'égard des immigrés dans les pays riches tels que le Royaume-Uni, alléguant qu'ils seraient responsables de graves périls économiques et constitueraient un « drain » fiscal, est intégralement contredit par les données collectées mais persiste et se reproduit perpétuellement (Hopkin et Rosamond 2018). Ces récits peuvent, à l'inverse, figurer une volonté réfléchie d'installer une contradiction des faits motivée par une déférence idéologique vertueuse : c'est le cas notamment de la sommation à ne plus considérer l'obésité comme une condition médicale à la faveur de meilleure appréciation et représentation de la diversité des corps (McWhorter 2020). Ces deux exemples, parfaitement hétérogènes, sont des traductions pratiques d'une même tendance, c'est-à-dire le triomphe de l'émotion sur la raison et la primauté des vérités personnelles au détriment de la réalité objective dans les nouveaux métarécits populaires.

Toutes les émotions ou croyances ne sont pourtant pas considérées comme caractérisant des réactions fondamentalement désorganisées et incompatibles avec le raisonnement : l'indignation et la colère, par exemple, sont souvent admises comme des réponses justifiées aux injustices sociales (Linker 2014, 71-72). De même, les émotions et les ressentis qui se croisent dans le récit d'une expérience vécue peuvent contribuer à un examen rationnel des croyances profondément ancrées et actionner des leviers de pensée critique valables (Bowell 2018). Dès lors, la spécificité de la contestation des métarécits à l'ère post-vérité semble émaner de la centralisation des émotions et des sentiments autour de l'identité, c'est-à-dire de la différence et de l'appartenance, dans une multiplicité de nouveaux récits particularistes. L'abandon des « grands récits totalisants, universalisants et essentialisants » au profit de « récits locaux multiples,

simultanés et concurrents »⁷¹ (Tyler 2005, 567) compose un modèle postmoderne de la critique et de l'émancipation. C'est dans ce modèle que s'inscrivent pleinement la positionnalité et les approches intersectionnelles selon lesquelles l'individu, bien que partie prenante à la société, ne peut qu'être singularisé par les privilèges ou les préjudices qu'il a nécessairement accumulés et reconnus. Le clivage entre privilèges et préjudices, sans être nécessairement fondé dans les faits, est légitimé par la construction de représentations et de pratiques qui s'y réfèrent.

Les contre-récits postmodernes paraissent alors se distinguer par l'importance qu'y tiennent les ressentis des différences, mais surtout les collectifs qui naissent de l'adéquation de ces différences avec une filiation des revendications, souvent concrétisée par une communauté d'appartenance. Notamment, les contre-récits communautaires ont pour fonction de mettre au jour les expériences vécues des individus regroupés par leur partage d'une marginalité perçue (Ender 2021). Ils suscitent aussi une confiance plus importante en l'interlocuteur semblable à soi plutôt qu'en les faits : « [...] in the context of post-truth, emotion and instinct are often more powerful than truth and reason—in this space, truth gets replaced by trust » (Jandrić 2018, 101). Cette prime de confiance accordée sur des fondements différentialistes est un témoin supplémentaire de la personnalisation du rapport à la vérité et de l'idéologisation des modes de connaissance des faits. Les nouveaux métarécits contemporains, qui inspirent tant les politiques universitaires que les revendications sociales, paraissent dès lors procéder d'une même logique néolibérale – et antinomique – que celle dont se sont épris les moyens du savoir : à l'effet de l'inclusion de tous sans discrimination, ils postulent l'appropriation exclusive et la distinction selon les liens identitaires ou communautaires.

Les nouveaux métarécits les plus largement partagés sont ainsi à l'origine de mouvements sociaux, politiques et épistémologiques de grande envergure et aux revendications variées. Qu'ils soient ancrés par des lectures pragmatiques ou fantasmées de l'histoire, tous aspirent à guider les conduites individuelles et, singulièrement, la quête du savoir. Cependant, la conjonction contemporaine de la postmodernité et de la post-vérité, c'est-à-dire le lien qui s'établit entre les démarches critiques et le recours à des présentations intéressées d'une factualité altérée, invite à considérer le rapport à la mémoire collective. La notion de mémoire collective trouve son origine dans les travaux du sociologue Maurice Halbwachs, et notamment ses ouvrages *Les Cadres*

⁷¹ Traduction libre.

sociaux de la mémoire (1925) et *La Mémoire collective*⁷² (1950). Il établit que l'étude de la mémoire doit être réalisée en tenant compte des représentations sociales qui l'accompagnent, et qu'ainsi la mémorisation et la remémoration sont structurées par le contexte social d'un groupe d'appartenance. À sa suite, les travaux des historiens Jacques Le Goff et Pierre Nora popularisent la notion dans les années 1970 (Lavabre 1998), ce dernier définissant la mémoire collective comme une « économie générale et administration du passé dans le présent » (p. 48). Outre l'étude du souvenir et des contours du « devoir de mémoire », le concept de mémoire collective est régulièrement invoqué dans l'approche de l'identité culturelle et de ses héritages sociopolitiques (Assmann et Czaplicka 1995; Confino 1997; Roudometof 2007). Certains auteurs ont également parlé d'une « industrie de la mémoire » (Boyer, Wertsch, et Wertsch 2009; Klein 2000) pour désigner la plasticité de la notion, et évoquer l'ensemble des revendications qui s'appuient sur l'héritage d'un passé partagé pour nourrir l'action commune. L'appel à la mémoire collective est en outre une part importante de la rhétorique et de la temporalité de la post-vérité, car elle permet de créer de nouvelles images du présent et de défendre une vision partisane du futur (de Saint-Laurent et al. 2017).

Plus récemment, sous l'impulsion d'un intérêt politique renouvelé pour les questions de pouvoir, d'identité et de représentation, les rôles des émotions, de la post-mémoire⁷³ et de la « contre-mémoire » ont été abordés à l'aide de la notion de mémoire collective (Weedon et Jordan 2012). Dans ses travaux sur les formes de résistance, Foucault (1974) avait déjà évoqué les manifestations d'une « mémoire populaire », une contre-mémoire de « ceux qui n'ont pas le droit à l'écriture, à faire eux-mêmes leurs livres, à rédiger leur propre histoire mais qui ont tout de même une manière d'enregistrer l'histoire, de s'en souvenir, de la vivre et de l'utiliser » (p. 251-252). L'historien Sébastien Ledoux (2017) actualise ce bouleversement paradigmatique et le lie aux récits individuels :

[...] la production de l'histoire a changé de lieu et d'acteurs. Elle n'est plus écrite par les historiens professionnels pour transmettre un récit national ayant pour fonction la construction d'une identité à partager par l'ensemble des concitoyens, mais par la

⁷² L'ouvrage est une édition posthume, Maurice Halbwachs étant décédé en 1945. Cette parution serait non conforme au vœu de l'auteur, selon l'édition critique établie par le sociologue Gérard Namer (Halbwachs 1997).

⁷³ Marianne Hirsch a défini la postmémoire comme « la relation que la "génération d'après" entretient avec le trauma culturel, collectif et personnel vécu par ceux qui l'ont précédée, il concerne ainsi des expériences dont cette génération d'après ne se « souvient » que par le biais d'histoires, d'images et de comportements parmi lesquels elle a grandi » (2014, 205-206).

publicisation de témoignages d'individus ordinaires qui livrent leur récit de vie, mettant souvent en exergue les traces d'un monde perdu, celui d'avant les années 1960-1970 vécues sous l'aune de la rupture (p. 118).

La notion de mémoire collective s'est en effet construite comme un objet antagonique de l'histoire qui doit être recontextualisé dans les discours politiques, notamment ceux qui ont marqué l'avènement de « nouvelles identités socioculturelles qui s'affirment en dehors du cadre de l'État-nation » (Ledoux 2017, 118). Les individus en marge des normes arbitraires et autoritaires de l'identité – qu'il s'agisse de critères ethnique, de genre, d'orientation sexuelle, de confession religieuse ou d'appartenance nationale – ont été les cibles d'oppressions systémiques qui, inévitablement, ont entravé l'inscription de leurs histoires et de leurs contributions sociales, politiques, culturelles ou scientifiques. En se mobilisant contre les phénomènes avérés et documentés de sexisme, de racisme, d'homophobie ou de xénophobie, les nouveaux métarécits ambitionnent de réhabiliter des parts oubliées de la mémoire collective qui les concernent personnellement, et font ainsi œuvre de résistance. Cependant, des représentations sociales conflictuelles associées à la mémoire collective peuvent susciter un traitement contradictoire et sélectif d'un même passé (Bar-Tal 2014). Une telle confrontation paraît s'ériger, entre autres, du remplacement latent du métarécit de l'universalisme par celui du particularisme, c'est-à-dire un individualisme concurrent porté par des volontés de réappropriation et de distinction fondées sur l'appartenance identitaire.

En effet, les sollicitations de références historiques dans les prétentions individualisées et différentialistes à la vérité paraissent menacer la persistance et l'intégrité de la mémoire collective. À l'égal de la factualité, la mémoire collective semble mise en échec par des modes de savoirs et d'action politique positionnalisés, contradictoires avec la reconnaissance de réalités historiques malheureuses qui sont pourtant à l'origine des maux sociaux. Singulièrement, la persistance d'une distinction opérée selon l'identité est présentée par les approches critiques contemporaines comme indispensable à la lutte sociale et à la survenue de conditions plus égalitaires. C'est cette même distinction qui, en jetant les bases de la ségrégation entre les individus, a permis et continue d'entretenir les plus grandes barbaries. Par exemple, la perception des rapports entre blancs et « non-blancs »⁷⁴, spécifiquement aux États-Unis, cristallise des passions véhémentes et est

⁷⁴ Nous traduisons ainsi le terme anglais « *non-white* », considérablement populaire y compris dans les travaux universitaires pour insister sur les constructions sociales de la centralité de l'« identité » blanche et de la marginalité des autres identités.

responsable d'une évolution considérable des métarécits de l'anti-racisme et de l'universalité. Le différend est ancien : dès le tournant décisif du mouvement des droits civiques (*Civil rights movement*) à partir des années 1950, des divergences apparaissaient quant aux meilleures voies de déségrégation et de restauration d'une société commune et égalitaire pour tous les individus⁷⁵. Ces désaccords se poursuivent aujourd'hui, notamment par l'affrontement des visions essentialistes et universalistes de l'identité ethnique et des luttes sociales qui leur correspondent, ainsi que la réappropriation exclusive d'éléments historiques. En outre, de nombreux travaux ont relevé la tendance à l'auto-ségrégation⁷⁶ sur les campus universitaires nord-américains, c'est-à-dire la mise sur pied d'infrastructures et d'espaces réservés aux individus « non-blancs » (Buttny 1999; Schmader et Sedikides 2018; Von Bergen, Bressler, et Whitlock 2020). Cette dynamique séparatiste s'étend à d'autres mouvements communautaires de lutte, comme des mouvements féministes et des mouvements LGBT. Les formes contemporaines de cet activisme, que nous avons évoquées plus tôt, sont entre autres la régulation du langage et des idées, la promotion de nouveaux courants épistémologiques dédiés, la mise en œuvre de politiques de représentation, et plus particulièrement la création d'espaces sûrs (*safe spaces*) qui garantissent un environnement contraint où la similarité et la conformité sont contrôlées – au détriment de la mission scientifique et de l'intégrité de la mémoire collective brandie pour justifier les politiques de séparation.

En incitant à une telle radicalité de l'engagement au nom de la lutte contre les discriminations et les préjugés, il semble que ces initiatives installent une tension idéologique avec la mémoire collective. Cette tension paraît considérablement favorisée par le contexte de l'ère post-vérité, qui admet une plasticité de la réalité objective et de la factualité mises au service des discours politiques pour instruire leurs actions par la remémoration d'un passé commun. Plus que la mémoire collective, la post-mémoire et son essence traumatique sont profondément investies par les revendications individualistes contemporaines qui, en essentialisant le lien identitaire, prétendent à la reconnaissance de l'héritage des oppressions et des inégalités qui n'ont jamais été corrigées ou amendées (Frosh 2020). La mise à contribution partielle et idéologisée d'une

⁷⁵ Martin Luther King Jr., partisan de l'idée de « *color blindness* », c'est-à-dire d'un idéal de société selon lequel les individus sont jugés selon le « contenu de leur caractère » (King 1968, 17) plutôt que leur couleur de peau, a été rapidement contredit par d'autres idées, comme celle du « *Black Power* » prêchant la supériorité et l'auto-détermination des noirs, ou d'autres mouvements tels que le *Black Panther Party* qui prônait le soulèvement « par la violence contre la violence » (« *The Black Panthers* » 1972).

⁷⁶ Traduit de l'anglais « *self-segregation* ».

remémoration indirecte, par l'intermédiaire de la post-mémoire, permet de nourrir des fictions et des modes discursifs postmodernes qui contribuent à installer un abord conjectural et autoritaire du passé commun. C'est notamment le cas du lexique « sécuritaire » exagérément employé dans le traitement des disparités entre les identités ethniques (Leonardo et Porter 2010) et mobilisé à des fins pragmatiques, comme la « sécurisation » des campus universitaires ou la mise en place d'espaces sûrs ; ou encore des théories complotistes les plus obscurantistes ayant trait aux prétendues mutations de l'identité nationale et la disparition de ses spécificités culturelles, comme celles avancées par une « théorie du grand remplacement » (Bouhout 2021). La sécuritisation des rapports identitaires ou la prétention d'un « effacement » culturel, au-delà de leur inconsistance eu égard à la mémoire collective, sont en outre des démonstrations supplémentaires de l'« hystérisation »⁷⁷ de l'activisme politique (Krasny 2020), c'est-à-dire l'emportement excessif ou l'obsession suscités par un thème, une idée ou, en l'occurrence, la généralisation d'une lecture positionnalisée et critique de l'histoire collective advenue ou déduite.

L'appropriation exclusive et amendée d'éléments de la mémoire collective paraît emprunter au même registre néolibéral que le savoir et ses moyens : à partir d'un passé commun établi et documenté, le discours et l'action politiques nourrissent plusieurs lectures concurrentes de la mémoire collective, affermissant la séparation selon des communautés idéologiques qui sont autant de leviers de pouvoir actionnés au nom et au profit de démarches identitaires. Le mépris ou la relecture des faits passés, tout comme l'accumulation exclusive du savoir et de ses moyens, paraissent caractériser l'ère post-vérité et les pratiques contemporaines de la positionnalité.

⁷⁷ Le terme « hystérie » et ses déclinaisons, subséquentement à leur usage dans le contexte médical, font notamment l'objet d'une réappropriation féministe (Devereux 2014).

Conclusion :

Pour ce mémoire, nous avons introduit plusieurs interrogations qui ont suscité une réflexion sur les liens entre identités et savoirs. Sans prétendre à un traitement exhaustif de ces questions complexes, les éléments de réponse mobilisés dans le développement semblent néanmoins permettre de les approcher en tenant compte de toute leur complexité et de l'évolution constante de ces sujets. Après un bref retour sur les contributions apportées à la thématique, nous aborderons les limites de la réflexion menée. Enfin, nous proposerons plusieurs chemins d'exploration pertinents pour poursuivre l'étude de ces sujets riches et exigeants.

Tout d'abord, nous nous sommes demandés de quelles façons l'identité et le positionnement sont essentialisés et fonctionnalisés par la positionnalité. Nous avons pu observer que l'état des connaissances sur le sujet conduit à penser que l'emploi utilitaire de l'identité lui confère la charge de signaler une appartenance à un groupe social et l'adhésion à un ensemble de valeurs clairement revendiquées. Il permet aussi de considérer que son essentialisation, c'est-à-dire la réduction de l'individu à une dimension et un positionnement uniques, découle de rapports singuliers à l'objectivité, aux constructions sociales et au pouvoir. La critique de l'objectivité en tant qu'idéal scientifique impersonnel est primordiale dans les dynamiques de la positionnalité, qui lui opposent l'épistémologie de la connaissance située et la représentation des différences parmi les chercheurs. À la faveur de ces approches, la subjectivité trouve une nouvelle acception : elle serait la marque d'un « point de vue » dont la prise en compte bénéficierait à la conduite de la recherche et à l'examen scientifique d'un objet. En outre, elle ferait partie intégrante d'une démarche de critique réflexive, voire serait la condition *sine qua non* d'une déconstruction méthodique et obstinée. En conséquence, le constructivisme forme un second ancrage spécifique de la positionnalité. Les approches positionnalisées entendent répondre aux constructions sociales qui se cumulent et surgissent à l'échelle des individus en apportant des outils d'intelligibilité, parmi lesquels l'expérience vécue tient une place fondamentale. En admettant que le récit d'une perception directe a valeur de preuve objective dans l'appréhension d'un phénomène social, la positionnalité lui confère une autorité épistémique singulière antagonique des savoirs élaborés par les méthodes traditionnelles. Le rapport personnalisé à l'autorité est ainsi, comme nous l'établissons dans ce travail, une troisième caractéristique de la positionnalité. Son abord critique de la portée de l'objectivité et des savoirs qu'elle légitime est le plus souvent revendiqué au nom

d'idéaux de justice sociale et de progrès, parce qu'elle permettrait aussi d'interroger les relations entre pouvoir et savoir. Cependant, les éléments qui font la positionnalité comme l'identité, la connaissance située ou le récit de l'expérience vécue semblent avoir concouru à un remplacement des modalités de ce pouvoir plutôt qu'à sa déconstruction : il apparaît désormais dévolu à l'individu qui peut se prémunir d'une adéquation identitaire et d'un dévouement à la célébration de la différence, y compris dans le contexte spécifique de l'élaboration scientifique du savoir.

Par ailleurs, les forces politiques, culturelles et sociales contemporaines paraissent autant instigatrices que tributaires de cette tendance à la personnalisation de l'autorité épistémique. En ce sens, la seconde interrogation que nous avons formulée invitait à considérer les circonstances passées et actuelles qui ont mené aux dévoiements idéologiques de l'identité et du savoir. Nous avons abordé la positionnalité comme une démarche principalement déterminée par les idées des philosophies postmoderne et poststructuraliste, c'est-à-dire s'établissant dans une forte critique de l'avènement de la modernité, de sa rationalité et de ses traditions, et guidée par une approche relativiste de ses structures notamment historiques, culturelles et discursives – voire purement langagières. Ce relativisme semble exacerbé par l'essentialisation d'un positionnement épistémologique ou identitaire qui expose l'élaboration du savoir à des biais habituellement contrôlés par la démarche scientifique, mais que la positionnalité admet délibérément en ce qu'ils profiteraient aux approches critiques « situées ». Nous avons évoqué, entre autres, les cas des études féministes, des études du genre ou des approches intersectionnelles qui font état de champs d'étude dédiés, développés depuis la fin des années 1970, et sont responsables de contributions majeures en sciences sociales. Cependant, en alléguant de la prééminence des perceptions et de la parole du sujet, au motif que l'identité et l'expérience vécue fonderaient une connaissance intime et valable de l'objet, les nouvelles disciplines critiques semblent avoir institué une perméabilité de la fabrication du savoir aux luttes politiques qui traversent les sociétés et se succèdent – à l'image des « vagues » du féminisme. Cette rupture avec l'orthodoxie rationaliste et l'idéal de l'objectivité paraît avoir été considérablement accélérée par l'avènement d'une ère post-vérité qui, d'une façon analogue à la positionnalité, fait primer les émotions et les ressentis individuels sur la « vérité » des faits. De surcroît, ces éléments individuels forment autant de nouvelles autorités épistémiques sur lesquels les discours, les luttes et les actions politiques d'ampleur peuvent s'appuyer, comme ce fut le cas avec le Brexit ou les élections présidentielles nord-américaine et brésilienne marquées du sceau du populisme.

Notre troisième interrogation portait sur les conséquences du rapport partisan à la vérité suscitée par cette essentialisation d'un positionnement identitaire, singulièrement lorsqu'elle prend les traits d'un repli différentialiste plutôt que ceux d'un accueil de la diversité, et renforcé par la multiplicité d'autorités épistémiques profanes. Nous avons observé que la temporalité particulière de la généralisation de la post-factualité peut être attribuée à la conjoncture de paramètres hétérogènes. Notamment, les nouveaux supports de communication et les réseaux sociaux ont permis de banaliser une immédiateté de l'expression et une culture de la réaction. La collision des vérités personnelles, souvent mobilisées dans un registre identitarisé, met également en évidence une construction individualisée de l'autorité des faits et du primat des émotions qui servent une nouvelle radicalité du rejet du savoir scientifique. Désormais, les acteurs et les institutions qui concourent à l'attribution de significations rationnelles et à la vulgarisation de lectures informées des faits sont régulièrement discrédités, voire délégitimés par une dynamique de « consommation » néolibérale. L'appropriation ou la réappropriation exclusive, l'accumulation et la mise en concurrence des moyens du savoir, que nous avons qualifiées de « capitalisme », paraissent en effet avoir considérablement profité des voies ouvertes par la positionnalité. Les choix individuels d'exposition à l'information et la confiance accordée aux récits selon des attributs arbitraires de l'identité, c'est-à-dire les privilèges et les préjugés qui lui sont assujettis, semblent dériver de la mise en œuvre d'un positionnement absolu et essentiel. Cette version forte de la positionnalité paraît enfin s'étendre aux métarécits et aux contre-récits, qui se distinguent notamment par une même logique d'appropriation et de mise à profit de la mémoire collective en nourrissant des lectures tendancieuses de l'histoire, dès lors constamment réinterprétée.

En accord avec notre hypothèse, la positionnalité semble ainsi avoir considérablement dépassé le cadre épistémologique, au sein duquel elle postulait de nouvelles formes de considération du sujet et des abords individualisés de l'élaboration du savoir. Le recours systématique et impérieux à un positionnement identitaire prend les traits d'une fonctionnalisation idéologique des différences entre les individus et de la nature de leurs rapports, qu'ils soient choisis ou assignés. Notre analyse nous a permis de distinguer plusieurs expressions idéologiques du positionnement identitaire, toutes caractérisées par des schémas d'opposition binaire : les privilèges et les préjugés, la domination et l'oppression, le rationnel et le sensible sont autant de dualités soulevées par la positionnalité qui concrétisent une essentialisation de la différence, c'est-à-dire une réduction des rapports individuels à une adéquation ou une confrontation identitaire.

Les disciplines critiques qui placent la positionnalité au cœur de leur pratique font alors entrer les tensions sociales, culturelles et politiques dans le travail de recherche sans leur faire connaître la distanciation habituellement réservée à un objet d'étude ; par le prisme de l'identité, elles sont irrémédiablement inscrites en chaque individu. En conséquence, la connaissance serait également située avec l'individu et sa perception authentique des phénomènes sociaux. Nous avons également pu mettre en évidence la continuation contemporaine de ce paradigme de l'autorité épistémique, notamment par la contestation de la légitimité traditionnellement reconnue aux discours « experts » et aux institutions de recherche, formalisant une autorité du vécu sur le vrai.

À l'évidence, ce travail et les réflexions qui y sont menées connaissent des limites qu'il convient de souligner. Une première limite a trait à la méthode choisie, qui est celle d'une étude de l'état des connaissances et de l'observation des tendances claires qui s'établissent à partir d'un même corpus théorique, en l'occurrence celui qui a influencé les disciplines critiques, leurs pratiques et leurs interprétations contemporaines. Pour autant, des études empiriques pertinentes ont été introduites dans notre propos, lorsque leurs apports paraissaient opportuns. Le sujet, riche et complexe, paraissait impossible à traiter à la seule lumière de données quantifiées. Une seconde limite, déplorée dès l'introduction et confirmée par la revue de l'état des connaissances, est constituée par le manque de travaux de recherche qui interrogent spécifiquement les dynamiques de la positionnalité et de l'idéologisation de l'identité dans le contexte de la construction des savoirs. En conséquence, ce mémoire s'est appuyé sur un grand nombre de travaux émanant d'une pluralité de disciplines, car les notions que nous mobilisons n'y sont parfois qu'évoquées ou suggérées. Celles-ci profitent pourtant d'un ancrage théorique parfaitement établi, quoique manquant considérablement d'actualisation. Notamment, bien qu'ils portent sur des thèmes d'actualité et qu'ils aient ainsi été tenus de constater l'avènement des vérités personnelles et la résurgence du fait identitaire, les travaux qui documentent et explorent les dynamiques de l'ère post-vérité paraissent se concentrer sur les dissensions politiques et la recomposition des clivages, au détriment de l'évolution des idées qui les ont engendrées mais que nous avons essayé de mettre en évidence ici. Enfin, la complexité du sujet donne lieu à de nombreuses réflexions, qui demeurent cependant contraintes par les exigences de forme et les limites intrinsèques d'un travail de mémoire.

Ainsi, ces multiples réflexions qui ne peuvent être poursuivies ici nous paraissent ouvrir des perspectives de recherche pertinentes. Premièrement, les dévoiements identitaires et idéologiques des pratiques critiques érigent une positionnalité prescriptive : ils la chargent de changer les normes d'interprétation afin que l'objet corresponde à des attentes préalables, sans considérer leur adéquation ou leur contradiction avec les faits et la réalité objective. L'essentialisation du positionnement identitaire prend alors les traits d'une solution normative à un problème ontologique, et invite à considérer la négociation de la normativité des nouvelles identités sociales, culturelles et politiques abondantes. La non-binarité, le « spectre du genre » ou la transnationalité sont notamment des notions qui peuvent être considérées en ce sens. Également, au-delà de la dichotomie entre vérité factuelle et vérité personnelle qui caractérise la positionnalité idéologisée, pourrait être examinée la notion de vérisimilitude, c'est-à-dire un régime de vérité approximée constituée par les fantasmes et les vraisemblances. La vérisimilitude, qui paraît dépendre d'une démarche plus latente que la personnalisation manichéenne de la vérité, trouve des applications dans la construction des savoirs et l'institutionnalisation des normes. Singulièrement, elle peut être approchée dans le contexte de l'université postlibérale, passée du « monde des connaissances au monde des apparences » (McFalls 2021, 153), ainsi que dans ses plausibilités et ses traits spéculatifs hérités des modes de gouvernance néolibéraux. Un tel examen permettrait d'éclairer, entre autres, les conséquences de la véridiction et de la rectitude politique sur les missions de l'université. Enfin, l'idéologisation identitaire de la construction des savoirs et leur administration néolibérale posent la question du démantèlement des communs, c'est-à-dire des ressources collectivement gouvernées. La mémoire collective est un exemple important d'un commun associé aux savoirs susceptible d'être corrompu par un emploi idéologique. La notion de communs, dont la considération a été ravivée par la remise du prix Nobel d'économie à Elinor Ostrom en 2009, a intéressé de nombreux travaux portant sur l'action collective et les nouvelles économies institutionnelles. Plusieurs d'entre-eux ont abordé la question des « communs de la connaissance » (Crosnier et al. 2011), mais aussi les conséquences de leur capture capitaliste et de leur entrée dans un rapport exclusif (Maurel 2015). Les évolutions du repli identitaire, de l'idéologisation du savoir et des épistémologies partisans invitent à chercher de nouvelles perspectives pour l'examen du savoir en tant que commun.

Bibliographie

- Adell-Gombert, Nicolas. 2011. « Chapitre 4 - Savoir et identité », *Anthropologie des savoirs* sous la direction de Adell-Gombert Nicolas. Armand Colin, 153-192.
- Adorno, Theodor W. 1978. *Dialectique négative*. Payot.
- Agger, Ben. 1991. « Critical Theory, Poststructuralism, Postmodernism: Their Sociological Relevance ». *Annual Review of Sociology* 17 (1): 105-31.
<https://doi.org/10.1146/annurev.so.17.080191.000541>.
- Ali, Syed Mustafa. 2017. « Decolonizing Information Narratives: Entangled Apocalypics, Algorithmic Racism and the Myths of History ». *Proceedings* 1 (3): 50.
<https://doi.org/10.3390/IS4SI-2017-03910>.
- Almeida, Rhea V., Lynn Parker, et Kenneth Dolan-Del Vecchio. 2007. *Transformative Family Therapy: Just Families in a Just Society*. 1er édition. Boston: Pearson.
- Amsterdam, Noortje van. 2013. « Big Fat Inequalities, Thin Privilege: An Intersectional Perspective on 'Body Size' ». *European Journal of Women's Studies* 20 (2): 155-69.
<https://doi.org/10.1177/1350506812456461>.
- Anderson, Derek Egan. 2021. « A Metasemantics for Intersectionality ». Dans *Metasemantics and Intersectionality in the Misinformation Age: Truth in Political Struggle*, édité par Derek Egan Anderson, 259-97. Cham: Springer International Publishing.
https://doi.org/10.1007/978-3-030-73339-1_10.
- Angermuller, Johannes. 2007. « Qu'est-ce que le poststructuralisme français ? » *Langage et société* 120 (2): 17-34.
- Appleton, Josie. 2019. « Self, Society, Alienation: From Marx to Identity Politics ». Dans *From Self to Selfie*, 129-46. Springer.
- Ardoino, Jacques. 2000. « Les postures (ou impostures) respectives du chercheur, de l'expert et du consultant ». *Education et formation*, 70-91.
- Argote, Linda, et Paul Ingram. 2000. « Knowledge Transfer: A Basis for Competitive Advantage in Firms ». *Organizational Behavior and Human Decision Processes* 82 (1): 150-69.
<https://doi.org/10.1006/obhd.2000.2893>.
- Argote, Linda, et Aimée A. Kane. 2009. « Superordinate identity and knowledge creation and transfer in organizations ». *Knowledge governance*, 166-90.

- Assmann, Jan, et John Czaplicka. 1995. « Collective Memory and Cultural Identity ». *New German Critique*, n° 65: 125-33. <https://doi.org/10.2307/488538>.
- Assoun, Paul-Laurent. 2001. *L'École de Francfort*. Que sais-je ? Presses universitaires de France. <https://www.cairn.info/l-ecole-de-francfort--9782130519133.htm>.
- Bacon, Linda, Caitlin O'Reilly, et Lucy Aphramor. 2016. « Four: Reflections on Thin Privilege and Responsibility ». *Counterpoints* 467: 41-50.
- Balzacq, Thierry. 2016. « Chapitre 2 - La théorie critique ». *References*, décembre, 71-164.
- Bankovsky, Miriam Ann. 2008. « La Justice sociale après Kant : entre constructivisme et déconstruction (Rawls, Habermas, Lévinas, Derrida) ». Thèse de doctorat, Université Paris 10. <https://www.theses.fr/2008PA100117>.
- Bar On, Bat-Ami. 1993. « Marginality and Epistemic Privilege ». Dans *Feminist Epistemologies*, édité par Linda Alcoff et Elizabeth Potter, 83--100. Routledge.
- Bar-Tal, Daniel. 2014. « Collective Memory as Social Representations ». *Papers on Social Representations* 23 (mars): 170-96.
- Berger, Peter L., et Thomas Luckmann. 1966. *The Social Construction of Reality: A Treatise in the Sociology of Knowledge*. New York: Anchor.
- Bertucci, Marie-Madeleine. 2007. « La notion de sujet ». *Le français aujourd'hui* n° 157 (2): 11-18.
- Besnard, Philippe. 2003. « Actualité du durkheimisme : le choix d'un prénom comme fait social ». *Travaux de Sciences Sociales*, 355-61.
- Betancourt, Michael. 2016. *The Critique of Digital Capitalism: An Analysis of the Political Economy of Digital Culture and Technology*. punctum books. <https://doi.org/10.21983/P3.0125.1.00>.
- Bhambra, Gurminder K., Dalia Gebrial, et Kerem Nişancıoğlu, éd. 2018. *Decolonising the University*. Pluto Press.
- Bilge, Sirma. 2010. « De l'analogie à l'articulation : théoriser la différenciation sociale et l'inégalité complexe ». *L'Homme la Societe* n° 176-177 (2): 43-64.
- Blanchet, Philippe. 2009. « La réflexivité comme condition et comme objectif d'une recherche scientifique humaine et sociale ». *Cahiers de sociolinguistique* n° 14 (1): 145-52.
- Böschen, Stefan, Martine Legris, Simon Pfersdorf, et Bernd Carsten Stahl. 2020. « Identity Politics: Participatory Research and Its Challenges Related to Social and Epistemic Control ». *Social Epistemology* 34 (4): 382-94.

- <https://doi.org/10.1080/02691728.2019.1706121>.
- Bouhout, Abdelkrim. 2021. *Idéologie et théories raciales. De la crise averroïste au grand remplacement*. <http://journals.openedition.org/lectures>. L'Harmattan.
<https://journals.openedition.org/lectures/50259>.
- Boutinet, Jean-Pierre. 2006. « L'individu-sujet dans la société postmoderne, quel rapport à l'événement ? » *Pensee plurielle* no 13 (3): 37-47.
- Bowell, Tracy. 2018. « Changing the World One Premise at a Time: Argument, Imagination and Post-Truth ». Dans *Post-Truth, Fake News: Viral Modernity & Higher Education*, édité par Michael A. Peters, Sharon Rider, Mats Hyvönen, et Tina Besley, 169-85. Singapore: Springer. https://doi.org/10.1007/978-981-10-8013-5_15.
- Boyer, Pascal, James V. Wertsch, et Professor and Chair Department of Education James V. Wertsch. 2009. *Memory in Mind and Culture*. Cambridge University Press.
- Brogowski, Leszek. 1997. *Dilthey, conscience et histoire*. Presses Universitaires de France.
<https://doi.org/10.3917/puf.brogo.1997.01>.
- Brousselle, Astrid. 2006. « Discours qui résistent à l'objectivation : que peut-on en tirer pour l'évaluation ? » *The Canadian journal of program evaluation = La Revue canadienne d'évaluation de programme* 21 (1): 83-106.
- Bruns, Axel. 2019. « Filter bubble ». *Internet Policy Review* 8 (4).
<https://policyreview.info/concepts/filter-bubble>.
- Butler, Judith. 1990. *Gender trouble: feminism and the subversion of identity*. New York: Routledge.
- . 1993. *Bodies That Matter: On the Discursive Limits of Sex*. Routledge.
- Buttny, Richard. 1999. « Discursive Constructions of Racial Boundaries and Self-Segregation on Campus ». *Journal of Language and Social Psychology* 18 (3): 247-68.
<https://doi.org/10.1177/0261927X99018003002>.
- Canguilhem, Georges. 1986. « Sur l'Histoire de la folie en tant qu'événement ». *Le Débat*. Paris: Gallimard. Cairn.info. <https://www.cairn.info/revue-le-debat-1986-4-page-37.htm>.
- Canovan, Margaret. 1999. « Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy ». *Political Studies* 47 (1): 2-16. <https://doi.org/10.1111/1467-9248.00184>.
- Castaing, François. 2007. « Le poids de la concurrence universitaire en France : Intérêt et limites d'une approche en termes de "marchandisation" ». Dans *L'enseignement supérieur dans la mondialisation libérale : Une comparaison libérale (Maghreb, Afrique, Canada, France)*, édité par Sylvie Mazzella, 61-76. Maghreb et sciences sociales. Tunis: Institut

- de recherche sur le Maghreb contemporain. <http://books.openedition.org/irmc/724>.
- Center for Cultural Studies. 1994. « Angela Y. Davis & Elizabeth Martínez ». *Inscriptions* 7. <https://culturalstudies.ucsc.edu/inscriptions/volume-7/angela-y-davis-elizabeth-martinez>. Consulté le 28 août 2021.
- Chalard-Fillaudeau, Anne. 2003. « Les «Cultural Studies»: une science actuelle? » *L'Homme la Societe*, n° 3: 31-40.
- Charles, Elizabeth. 2019. « Decolonizing the Curriculum ». *Insights* 32 (1): 24.
- Chauvière, Michel. 2012. *L'intelligence sociale en danger: chemins de résistance et propositions*. La Découverte.
- Chow, Yiu Fai, Jeroen de Kloet, et Helen Hok-Sze Leung. 2010. « Towards an Ethics of Slowness in an Era of Academic Corporatism. » *EspacesTemps.Net [En Ligne]*, 11.
- Clare, Kameron Johnston St. 2018. « Linguistic Disarmament: On How Hate Speech Functions, the Way Hate Words Can Be Reclaimed, and Why We Must Pursue Their Reclamation ». *Linguistic and Philosophical Investigations*, n° 17: 79-109.
- Clarke, John, et Janet Newman. 2017. « 'People in this country have had enough of experts': Brexit and the paradoxes of populism ». *Critical Policy Studies* 11 (1): 101-16. <https://doi.org/10.1080/19460171.2017.1282376>.
- Coenen-Huther, Jacques. 2007. « Classifications, typologies et rapport aux valeurs ». *Revue européenne des sciences sociales. European Journal of Social Sciences*, n° XLV-138: 27-40.
- Cohen-Scali, Valérie, et Pascal Moliner. 2008. « Représentations sociales et identité : des relations complexes et multiples ». *L'orientation scolaire et professionnelle*, n° 37/4 (décembre): 465-82. <https://doi.org/10.4000/osp.1770>.
- Collins, Patricia Hill. 1990. *Black Feminist Thought: Knowledge, Consciousness, and the Politics of Empowerment*. 1ère édition. New York: Routledge.
- Combahee River Collective. 1977. « A Black Feminist Statement ». <https://www.degruyter.com/document/doi/10.18574/9781479805419-061/html>.
- Confino, Alon. 1997. « Collective Memory and Cultural History: Problems of Method ». *The American Historical Review* 102 (5): 1386-1403. <https://doi.org/10.2307/2171069>.
- Cooper, Brittney. 2016. « Intersectionality ». *The Oxford Handbook of Feminist Theory*. 1 février 2016. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780199328581.013.20>.

- Côté, James E. 1996. « Sociological Perspectives on Identity Formation: The Culture–Identity Link and Identity Capital ». *Journal of Adolescence* 19 (5): 417-28.
<https://doi.org/10.1006/jado.1996.0040>.
- Couissin, Pierre. 1929. « Le stoïcisme de la Nouvelle Académie ». *Revue d'histoire de la philosophie* 3: 241-76.
- Cousin, Olivier, et Sandrine Rui. 2011. « La méthode de l'intervention sociologique ». *Revue française de science politique* Vol. 61 (3): 513-32.
- Crenshaw, Kimberle. 1989. « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics ». *University of Chicago Legal Forum* Vol. 1989 (1): 139-67.
- . 1991. « Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color ». *Stanford Law Review* 43 (6): 1241-99.
<https://doi.org/10.2307/1229039>.
- Crosnier, Hervé Le, Olivier Ertzscheid, Valérie Peugeot, Silvère Mercier, Christine Berthaud, Daniel Charnay, et Lionel Maurel. 2011. « Resumen ». *Documentaliste-Sciences de l'Information* 48 (3): 48-59.
- Cusset, François. 2013. *French Theory: Foucault, Derrida, Deleuze et Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux Etats-Unis*. La Découverte.
- Dantley, Michael E., Floyd D. Beachum, et Carlos R. Mccray. 2008. « Exploring the Intersectionality of Multiple Centers within Notions of Social Justice ». *Journal of School Leadership* 18 (2): 124-33. <https://doi.org/10.1177/105268460801800201>.
- Davey, Nicholas. 2015. « Lived Experience ». Dans *A Companion to Hermeneutics*, par Niall Keane et Chris Lawn, 326-32.
- Dayer, Caroline. 2009. « Modes d'existence dans la recherche et recherche de modes d'existence ». *Pensee plurielle* n° 20 (1): 63-78.
- De Lavergne, Catherine. 2007. « La posture du praticien-chercheur: un analyseur de l'évolution de la recherche qualitative ». *Recherches qualitatives* 3: 28-43.
- Delanty, Gerard. 1998. « The idea of the university in the global era: From knowledge as an end to the end of knowledge? ». *Social Epistemology* 12 (1): 3-25.
<https://doi.org/10.1080/02691729808578856>.
- Delgado, Richard, et Jean Stefancic. 2012. *Critical Race Theory: An Introduction, Second Edition*. NYU Press. <https://www.jstor.org/stable/j.ctt9qg9h2>.

- Derrida, Jacques. 1967. *De la grammatologie*. Collection Critique. Les éditions de Minuit.
- . 2001. *L'Université sans condition*. Paris: Galilée.
- Devereux, Cecily. 2014. « Hysteria, Feminism, and Gender Revisited: The Case of the Second Wave ». *ESC: English Studies in Canada* 40 (1): 19-45.
<https://doi.org/10.1353/esc.2014.0004>.
- Devine, Nesta. 2018. « Beyond Truth and Non-Truth ». Dans *Post-Truth, Fake News: Viral Modernity & Higher Education*, édité par Michael A. Peters, Sharon Rider, Mats Hyvönen, et Tina Besley, 161-68. Singapore: Springer. https://doi.org/10.1007/978-981-10-8013-5_14.
- Dilthey, Wilhelm. 2010. *Wilhelm Dilthey: Selected Works, Volume III: The Formation of the Historical World in the Human Sciences*.
<https://press.princeton.edu/books/paperback/9780691149332/wilhelm-dilthey-selected-works-volume-iii>.
- Dobbin, Frank, et Alexandra Kalev. 2018. « Why Doesn't Diversity Training Work? The Challenge for Industry and Academia ». *Anthropology Now* 10 (2): 48-55.
<https://doi.org/10.1080/19428200.2018.1493182>.
- Dotson, Kristie. 2014. « Conceptualizing Epistemic Oppression ». *Social Epistemology* 28 (2): 115-38. <https://doi.org/10.1080/02691728.2013.782585>.
- Doucouré, Bakary. 2021. « Crédibilité du chercheur, relation de confiance et éthique en recherche qualitative: l'implexité à la croisée des chemins ». *Recherches qualitatives* 40 (1): 46-60.
- Dreher, Tanja. 2009. « Listening across difference: Media and multiculturalism beyond the politics of voice ». *Continuum* 23 (4): 445-58.
<https://doi.org/10.1080/10304310903015712>.
- Dubnick, Melvin, et Jonathan Justice. 2004. « Accounting for Accountability ». *2004 Annual Meeting of the American Political Science Association*, 1-33.
- Duff, Patricia A. 2002. « The discursive co-construction of knowledge, identity, and difference: An ethnography of communication in the high school mainstream ». *Applied linguistics* 23 (3): 289-322.
- Dumora, Bernadette, Diana Aisenson, Gabriela Aisenson, Valérie Cohen-Scali, et Jacques Pouyaud. 2008. « Les perspectives contextuelles de l'identité ». *L'orientation scolaire et professionnelle*, n° 37/3 (septembre): 387-411. <https://doi.org/10.4000/osp.1737>.

- Duranceau, Jacques. 2021. « Objectivité des valeurs : analyse, réduction et assimilation ». *Philosophiques* 48 (1): 115. <https://doi.org/10.7202/1077839ar>.
- Durand-Gasselien, Jean-Marc. 2012. *L'École de Francfort*. Tel 389. Paris: Gallimard.
- Durkheim, Émile. 2013. *Le suicide: Étude de sociologie. Introduction de Serge Paugam*. 14e édition. Paris: Presses Universitaires de France.
- Dutton, Jane, et Janet Dukerich. 1991. « Keeping an Eye on the Mirror: Image and Identity in Organizational Adaptation ». *Academy of Management Journal* 34 (septembre). <https://doi.org/10.2307/256405>.
- Ellis, Bob, et Rodney Fopp. 2001. « The origins of standpoint epistemologies: Feminism, Marx and Lukacs ». Dans *Australian Sociological Association Conference, Sydney*. Citeseer.
- Elmaleh, Éliane. 2003. « Les politiques identitaires dans les universités américaines ». *L'Homme la Societe* n° 149 (3): 57-74.
- Ender, Tommy. 2021. « Using counter-narratives to expand from the margins ». *Curriculum Inquiry* 51 (4): 437-54. <https://doi.org/10.1080/03626784.2021.1947733>.
- Enroth, Henrik. 2021. « Crisis of Authority: The Truth of Post-Truth ». *International Journal of Politics, Culture, and Society*, octobre. <https://doi.org/10.1007/s10767-021-09415-6>.
- Farrow, Robert, et Rolin Moe. 2019. « Rethinking the role of the academy: cognitive authority in the age of post-truth ». *Teaching in Higher Education* 24 (3): 272-87. <https://doi.org/10.1080/13562517.2018.1558198>.
- Feldman, Susan. 2011. « Counterfact Conspiracy Theories ». *International Journal of Applied Philosophy* 25 (1): 15-24. <https://doi.org/10.5840/ijap20112512>.
- Fischer, Gustave-Nicolas. 2020. « Chapitre 7. L'identité sociale ». *Psycho Sup* 6e éd. (décembre): 237-66.
- Fiss, Owen. 2012. « The Democratic Mission of the University Symposium: What Are We Saying - Violence, Vulgarity, Lies and the Importance of 21st Century Free Speech: Essay ». *Albany Law Review* 76 (1): 735-52.
- Fleras, Augie. 2016. « Theorizing Micro-aggressions as Racism 3.0: Shifting the Discourse ». *Canadian Ethnic Studies* 48 (2): 1-19. <https://doi.org/10.1353/ces.2016.0011>.
- Foucault, Michel. 1969. *L'archéologie du savoir*. Tel 354. Gallimard.
- . 1972. *Histoire de la folie à l'âge classique*. Tel 9. Gallimard.

- . 1975. *Surveiller et punir*. Bibliothèque des Histoires. Gallimard.
- . 1984. *Le souci de soi*. Tel 280. Gallimard.
- . 1990. « Qu'est-ce que la critique ? (Critique et Aufklärung). » *Bulletin de la Société française de philosophie* 2 (84): 35-63.
- . 1994. « Une esthétique de l'existence ». Dans *Dits et Écrits, Tome II, n°357*, 1552. Bibliothèque des Sciences humaines. Gallimard.
- . 2001. *L'Herméneutique du sujet. Cours au Collège de France (1981-1982)*. Hautes Études. Seuil.
- . 2012. *Du Gouvernement des vivants*. Hautes Études. Seuil.
- Frechette, Julie, Vasiliki Bitzas, Monique Aubry, Kelley Kilpatrick, et Mélanie Lavoie-Tremblay. 2020. « Capturing Lived Experience: Methodological Considerations for Interpretive Phenomenological Inquiry ». *International Journal of Qualitative Methods* 19 (janvier): 1609406920907254. <https://doi.org/10.1177/1609406920907254>.
- Freshwater, Dawn, et Gary Rolfe. 2004. *Deconstructing Evidence Based Practice*. Psychology Press.
- Freund, Julien. 1990. « I. La neutralité axiologique ». *Travaux de Sciences Sociales*, 11-69.
- Fricke, Miranda. 1999. « Epistemic Oppression and Epistemic Privilege ». *Canadian Journal of Philosophy* 29 (sup1): 191-210. <https://doi.org/10.1080/00455091.1999.10716836>.
- . 2007. *Epistemic Injustice: Power and the Ethics of Knowing*. Clarendon Press.
- Fried, Jane. 2007. « Thinking Skillfully and Respecting Difference: Understanding Religious Privilege on Campus ». *Journal of College and Character* 9 (1): 1-7. <https://doi.org/10.2202/1940-1639.1103>.
- Friedersdorf, Conor. 2020. « The Fight Against Words That Sound Like, but Are Not, Slurs ». The Atlantic. 21 septembre 2020. <https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2020/09/fight-against-words-sound-like-are-not-slurs/616404/>.
- Friedman, Victor J., et Ariane Berthoin Antal. 2005. « Negotiating Reality: A Theory of Action Approach to Intercultural Competence ». *Management Learning* 36 (1): 69-86. <https://doi.org/10.1177/1350507605049904>.
- Frosh, Stephen. 2020. « Postmemory and Possession ». *International Journal for the Semiotics of Law - Revue Internationale de Sémiotique Juridique* 33 (2): 515-28.

- <https://doi.org/10.1007/s11196-020-09720-x>.
- Fugier, Pascal. 2019. *Neutralité axiologique*. Érès. <https://www.cairn.info/dictionnaire-de-sociologie-clinique--9782749257648-page-427.htm>.
- Galinsky, Adam D., Cynthia S. Wang, Jennifer A. Whitson, Eric M. Anicich, Kurt Hugenberg, et Galen V. Bodenhausen. 2013. « The Reappropriation of Stigmatizing Labels: The Reciprocal Relationship Between Power and Self-Labeling ». *Psychological Science* 24 (10): 2020-29. <https://doi.org/10.1177/0956797613482943>.
- Gallagher-Geurtsen, Tricia. 2007. « Linguistic Privilege: Why Educators Should be Concerned ». *Multicultural Perspectives* 9 (1): 40-44. <https://doi.org/10.1080/15210960701334094>.
- Gao, YingFei, et Michael Riley. 2010. « Knowledge and Identity: A Review ». *International Journal of Management Reviews* 12 (3): 317-34. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2370.2009.00265.x>.
- Gauvin, Lucie. 2011. « La construction langagière, identitaire et culturelle : un cadre conceptuel pour l'école francophone en milieu minoritaire ». *Cahiers franco-canadiens de l'Ouest* 21 (1-2): 87-126. <https://doi.org/10.7202/045325ar>.
- Giddens, Anthony. 1994. *Les conséquences de la modernité*. Paris: L'Harmattan.
- Gillborn, David, et Gloria Ladson-Billings. 2020. « Critical Race Theory ». Dans *SAGE Research Methods Foundations*. United Kingdom: SAGE Publications Ltd. <https://doi.org/10.4135/9781526421036764633>.
- Gioia, Dennis A., et James B. Thomas. 1996. « Identity, Image, and Issue Interpretation: Sensemaking During Strategic Change in Academia ». *Administrative Science Quarterly* 41 (3): 370-403. <https://doi.org/10.2307/2393936>.
- Given, Lisa M. 2008. *The SAGE Encyclopedia of Qualitative Research Methods*. Los Angeles: SAGE Publications Inc.
- Glevarec, Hervé. 2014. « Les cultural studies sont-elles des paradigmes ? Communauté paradigmatique et épistémologique avec la sociologie ». *Questions de communication*, n° 25 (août): 187-95. <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.9022>.
- Goldschmidt, Marc. 2003. *Jacques Derrida : Une introduction*. Paris: Pocket.
- Guerrier, Olivier. 2020. « Qu'est-ce qu'un « régime de vérité » ? » *Les Cahiers de Framespa. e-STORIA*, n° 35 (octobre). <https://doi.org/10.4000/framespa.10067>.
- Guilhaumou, Jacques. 2016. « Le fonctionnalisme discursif de Michel Foucault: le temps de la dynastique du savoir ». *Policromias: revista de estudos do discurso, imagem e som*

(*Labedis*) 2 (1): 9-36.

- Guillarme, Bertrand. 1999. « 1 - Théorie et objectivité en éthique ». *Questions*, 9-44.
- Guillemette, Lucie, et Josiane Cossette. 2006. « Deconstruction and différence ». *Signo*.
- Haber, Stéphane. 2001. *Jürgen Habermas, une introduction*. Pocket/La Découverte.
- Habermas, Jürgen. 1976. *Connaissance et intérêt*. Tel 38. Gallimard.
- . 1987. *Théorie de l'agir communicationnel. Rationalité de l'agir et rationalisation de la société*. L'espace du politique. Fayard. <https://www.fayard.fr/sciences-humaines/theorie-de-lagir-communicationnel-tome-1-9782213018935>.
- . 2013. *De l'éthique de la discussion*. Champs essais. Flammarion.
- Hackett, Edward J. 2014. « Academic Capitalism ». *Science, Technology, & Human Values* 39 (5): 635-38. <https://doi.org/10.1177/0162243914540219>.
- Hacking, Ian, et Jan Hacking. 1999. *The social construction of what?* Harvard University Press.
- Haidt, Jonathan, et Greg Lukianoff. 2018. *The coddling of the American mind: How good intentions and bad ideas are setting up a generation for failure*. Penguin UK.
- Halbwachs, Maurice. 1994. *Les Cadres sociaux de la mémoire*. Paris: Albin Michel.
- . 1997. *La Mémoire collective*. Paris: Albin Michel.
- Happe, Kelly E. 2015. « Parrhēsia, Biopolitics, and Occupy ». *Philosophy & Rhetoric* 48 (2): 211-23. <https://doi.org/10.5325/philrhet.48.2.0211>.
- Harambam, Jaron, et Stef Aupers. 2015. « Contesting Epistemic Authority: Conspiracy Theories on the Boundaries of Science ». *Public Understanding of Science* 24 (4): 466-80. <https://doi.org/10.1177/0963662514559891>.
- Haraway, Donna. 1988. « Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective ». *Feminist Studies* 14 (3): 575-99. <https://doi.org/10.2307/3178066>.
- . 1991. *Simians, Cyborgs, and Women. The Reinvention of Nature*. Routledge.
- Harding, Sandra G. 1986. *The Science Question in Feminism*. Cornell University Press.
- . 1992. « Rethinking standpoint epistemology: what is “strong objectivity?” » *The Centennial Review* 36 (3): 437-70.

- Harless, Jessica. 2018. « Safe space in the college classroom: contact, dignity, and a kind of publicness ». *Ethics and Education* 13 (3): 329-45. <https://doi.org/10.1080/17449642.2018.1490116>.
- Harris, Jessica C., et Lori D. Patton. 2019. « Un/Doing Intersectionality through Higher Education Research ». *The Journal of Higher Education* 90 (3): 347-72. <https://doi.org/10.1080/00221546.2018.1536936>.
- Harsin, Jayson. 2015. « Regimes of Posttruth, Postpolitics, and Attention Economies ». *Communication, Culture and Critique* 8 (2): 327-33. <https://doi.org/10.1111/cccr.12097>.
- Hartsock, Nancy C. M. 1985. *Money, Sex, and Power: Toward a Feminist Historical Materialism*. Northeastern University Press.
- Healy, Karen. 2001. « Participatory action research and social work: A critical appraisal ». *International Social Work* 44 (1): 93-105. <https://doi.org/10.1177/002087280104400108>.
- Hegel, Georg WF. 1807. « Phénoménologie de l'esprit, traduction de Gwendoline Jarczyk et Pierre-Jean Labarrière ». *Gallimard, folio Essais, Edition originale*.
- Heidegger, Martin. 1990. *Être et Temps*. Bibliothèque de philosophie. Gallimard.
- Heinich, Nathalie. 2021. « Les fractures du féminisme ». *Commentaire Numéro 174* (2): 255-62.
- Hekman, Susan. 1997. « Truth and Method: Feminist Standpoint Theory Revisited ». *Signs: Journal of Women in Culture and Society* 22 (2): 341-65. <https://doi.org/10.1086/495159>.
- Hemphill, Hellen, et Ray Haines. 1997. *Discrimination, Harassment, and the Failure of Diversity Training: What to Do Now*. Greenwood Publishing Group.
- Herreros, Gilles. 2000. « La sociologie d'intervention et l'engagement du sociologue : la nécessaire radicalisation de quelques principes ». Dans *Implication et engagement : Hommage à Philippe Lucas*, édité par Philippe Fritsch, 207-22. Hors collection. Lyon: Presses universitaires de Lyon. <http://books.openedition.org/pul/10053>.
- Heyes, Cressida. 2020. « Identity Politics ». Dans *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*, édité par Edward N. Zalta, Fall 2020. Metaphysics Research Lab, Stanford University. <https://plato.stanford.edu/archives/fall2020/entries/identity-politics/>.
- Holmes, Dave, Stuart J Murray, Amélie Perron, et Geneviève Rail. 2006. « Deconstructing the Evidence-Based Discourse in Health Sciences: Truth, Power and Fascism ». *International Journal of Evidence-Based Healthcare* 4 (3): 180-86. <https://doi.org/10.1111/j.1479-6988.2006.00041.x>.

- Hopkin, Jonathan, et Ben Rosamond. 2018. « Post-truth Politics, Bullshit and Bad Ideas: ‘Deficit Fetishism’ in the UK ». *New Political Economy* 23 (6): 641-55. <https://doi.org/10.1080/13563467.2017.1373757>.
- Horkheimer, Max. 1974. *Théorie traditionnelle et théorie critique*. Gallimard.
- Horkheimer, Max, et Theodor W. Adorno. 1989. *La dialectique de la raison: fragments philosophiques*. Gallimard.
- Hottois, Gilbert. 2001. *De la Renaissance à la Postmodernité : Une histoire de la philosophie moderne et contemporaine*. Bruxelles: De Boeck Université.
- Hunter, James Davison. 1991. *Culture Wars: The Struggle To Define America*. New York: Basic Books.
- Husserl, Edmund. 1997. *L'idée de la phénoménologie*. Épiméthée. Presses Universitaires de France.
- Hutchens, Neal H., et Frank Fernandez. 2018. « Searching for Balance with Student Free Speech: Campus Speech Zones, Institutional Authority, and Legislative Prerogatives Symposium 2017: Education Reform at the Intersection of Law, Politics, and Policy ». *Belmont Law Review* 5: 103-28.
- Hyman, Herbert. 1959. *Political Socialization; a Study in the Psychology of Political Behavior*. First Edition. The Free Press.
- Ife, Jim. 2016. *Transforming Social Work Practice: Postmodern Critical Perspectives*. Routledge.
- International Sociological Association. 1998. « Books of the XX Century ». 1998. <https://www.isa-sociology.org//en/about-isa/history-of-isa/books-of-the-xx-century>.
- Jackson, Jason Baird. 2021. « On Cultural Appropriation ». *Journal of Folklore Research* 58 (1): 77-122. <https://doi.org/10.2979/jfolkrese.58.1.04>.
- Jandrić, Petar. 2018. « Post-Truth and Critical Pedagogy of Trust ». Dans *Post-Truth, Fake News: Viral Modernity & Higher Education*, édité par Michael A. Peters, Sharon Rider, Mats Hyvönen, et Tina Besley, 101-11. Singapore: Springer. https://doi.org/10.1007/978-981-10-8013-5_8.
- Jay, Martin. 1996. *The Dialectical Imagination: A History of the Frankfurt School and the Institute of Social Research, 1923-1950*. California: University of California Press.
- Jessop, Bob. 2018. « On academic capitalism ». *Critical Policy Studies* 12 (1): 104-9. <https://doi.org/10.1080/19460171.2017.1403342>.

- Judkins, Bennett, M., et Ryan A. Lahurd. 1999. « Building Community From Diversity: Addressing the Changing Demographics of Academia and Society ». *American Behavioral Scientist* 42 (5): 786-99. <https://doi.org/10.1177/00027649921954525>.
- Kane, Aimée A., Linda Argote, et John M. Levine. 2005. « Knowledge Transfer between Groups via Personnel Rotation: Effects of Social Identity and Knowledge Quality ». *Organizational Behavior and Human Decision Processes* 96 (1): 56-71. <https://doi.org/10.1016/j.obhdp.2004.09.002>.
- Kant, Emmanuel. 1944. *Critique de la raison pure*. Vol. 1. Oeuvres philosophiques. Gallimard.
- Kerner, Ina. 2017. « Relations of Difference: Power and Inequality in Intersectional and Postcolonial Feminist Theories ». *Current Sociology* 65 (6): 846-66. <https://doi.org/10.1177/0011392116665152>.
- Kidder, Jeffrey L., et Amy J. Binder. 2021. « The Politics of Speech on Campus1 ». *Sociological Forum* 36 (2): 338-58. <https://doi.org/10.1111/socf.12681>.
- King, Martin Luther. 1968. « I Have a Dream ». *Negro History Bulletin* 31 (5): 16-17.
- Klein, K. 2000. « On the Emergence of Memory in Historical Discourse ». *Representations* (2000) 69: 127–150. <https://doi.org/10.2307/2902903>.
- Kohn, Ruth Canter. 2001. « Les positions enchevêtrées du praticien-qui-devient-chercheur ». *Praticien et chercheur. Parcours dans le champ social*, 15-38.
- Krasni, Jan. 2020. « How to Hijack a Discourse? Reflections on the Concepts of Post-Truth and Fake News ». *Humanities and Social Sciences Communications* 7 (1): 1-10. <https://doi.org/10.1057/s41599-020-0527-z>.
- Krasny, Elke. 2020. « HYSTERIA ACTIVISM: Feminist Collectives for the Twenty-First Century ». Dans *Performing Hysteria*, édité par JOHANNA BRAUN, 125-46. Images and Imaginations of Hysteria. Leuven University Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctv18dvt2d.10>.
- Kurg, Regina-Nino. 2014. *Edmund Husserl's theory of image consciousness, aesthetic consciousness, and art*. Thèse de doctorat. Université de Fribourg.
- Kwan, Crystal, et Christine Walsh. 2018. « Ethical Issues in Conducting Community-Based Participatory Research: A Narrative Review of the Literature ». *The Qualitative Report* 23 (2): 369-86. <https://doi.org/10.46743/2160-3715/2018.3331>.
- Labianca, Giuseppe, James F. Fairbank, James B. Thomas, Dennis A. Gioia, et Elizabeth E. Umphress. 2001. « Emulation in Academia: Balancing Structure and Identity ».

- Organization Science* 12 (3): 312-30.
- Lamboley, Raymond. 2005. « Derrida et la « différence » aux sources de notre culture ». *Revue d'éthique et de théologie morale* n°234 (2): 47-62.
- Lavabre, Marie-Claire. 1998. « Maurice Halbwachs et la sociologie de la mémoire ». *Raison présente* 128 (1): 47-56. <https://doi.org/10.3406/raipr.1998.3504>.
- Lazarus, Sandy. 2018. « Power and Identity ». Dans *Power and Identity in the Struggle for Social Justice: Reflections on Community Psychology Practice*, édité par Sandy Lazarus, 15-45. Community Psychology. Cham: Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-319-99939-5_2.
- Leclerc, Gérard. 2001. « Histoire de la vérité et généalogie de l'autorité ». *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 2: 205-31.
- Ledoux, Sébastien. 2017. « La mémoire, mauvais objet de l'historien ? » *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 133 (1): 113-28.
- Legrand, Jean-Louis. 2006. « Implexité : Implications et complexité ». Disponible en ligne sur <http://www.barbier-rd.nom.fr/JLLeGrandImplexite.html>. Consulté le 16 juillet 2021.
- Leonardo, Zeus, et Ronald K. Porter. 2010. « Pedagogy of fear: toward a Fanonian theory of 'safety' in race dialogue ». *Race Ethnicity and Education* 13 (2): 139-57. <https://doi.org/10.1080/13613324.2010.482898>.
- Li, Jianing, et Min-Hsin Su. 2020. « Real Talk About Fake News: Identity Language and Disconnected Networks of the US Public's "Fake News" Discourse on Twitter ». *Social Media + Society* 6 (2). <https://doi.org/10.1177/2056305120916841>.
- Linker, Maureen. 2014. *Intellectual Empathy: Critical Thinking for Social Justice*. University of Michigan Press.
- Lopez, Kay A., et Danny G. Willis. 2004. « Descriptive Versus Interpretive Phenomenology: Their Contributions to Nursing Knowledge ». *Qualitative Health Research* 14 (5): 726-35. <https://doi.org/10.1177/1049732304263638>.
- Lorusso, Anna Maria. 2020. « Between truth, legitimacy, and legality in the post-truth era ». *International Journal for the Semiotics of Law-Revue internationale de Sémiotique juridique* 33 (4): 1005-17.
- Lyotard, Jean-François. 2018. *La condition postmoderne: rapport sur le savoir*. Editions de Minuit.
- Maigret, Éric. 2015. « Chapitre 10 - Les Cultural Studies (études culturelles). De la critique à la réception et au-delà ». *Sociologie de la communication et des médias*. Paris: Armand

- Colin. Cairn.info. <https://www.cairn.info/sociologie-de-la-communication-et-des-medias-9782200278274-page-145.htm>.
- Marc, Edmond. 2008. « Knowledge of the Truth and the Truth of Knowledge ». *Gestalt* 34 (1): 11-28.
- . 2016. *La construction identitaire de l'individu*. Éditions Sciences Humaines. <https://www.cairn.info/identites--9782361063283-page-28.htm>.
- Marshall, Hannah, et Alena Drieschova. 2018. « Post-Truth Politics in the UK's Brexit Referendum ». *New Perspectives* 26 (3): 89-105. <https://doi.org/10.1177/2336825X1802600305>.
- Martin, Olivier. 2012. « Induction-déduction ». Dans *Les 100 mots de la sociologie*, édité par Serge Paugam, 13-14. Que sais-je ? Presses Universitaires de France. <https://journals.openedition.org/sociologie/1594>.
- Martuccelli, Danilo. 2002. *Grammaires de l'individu*. Folio essais 407. Gallimard.
- Marx, Karl. 2021. *Manuscrits de 1844*. Jean Salem. Flammarion.
- Marx, Karl, et Friedrich Engels. 1991. *L'idéologie allemande*. Nathan.
- Maurel, Lionel. 2015. « Comprendre les risques d'enclosure des communs de la connaissance ». *La vie des idées*, septembre. <https://hal.parisnanterre.fr/hal-01361448>.
- McFalls, Laurence. 2008. « Les fondements rationnels et sociaux des passions politiques : vers une sociologie de la violence contemporaine avec Weber et Foucault ». *Anthropologie et Sociétés* 32 (3): 155-72. <https://doi.org/10.7202/029721ar>.
- . 2021. « L'université postlibérale. L'institutionnalisation de la vérisimilitude ». *Revue Possibles* 45 (1): 151-60.
- McIntyre, Lee. 2018. *Post-Truth*. Cambridge, MA: MIT Press.
- McIntyre, Ronald, et David Woodruff Smith. 1989. « Theory of Intentionality ». Dans *Husserl's Phenomenology: A Textbook*, par Jitendra Nath Mohanty et William R. McKenna, 147-79. Washington, D.C.: Center for Advanced Research in Phenomenology and University Press of America.
- McNamara, Tim. 1997. « Theorizing Social Identity; What Do We Mean by Social Identity? Competing Frameworks, Competing Discourses ». *TESOL Quarterly* 31 (3): 561-67. <https://doi.org/10.2307/3587838>.

- McNeely, Connie L. 1995. *Constructing the nation-state: International organization and prescriptive action*. Greenwood Publishing Group.
- McWhorter, Ketrell L. 2020. *Obesity Acceptance: Body Positivity and Clinical Risk Factors. Cardiac Diseases - Novel Aspects of Cardiac Risk, Cardiorenal Pathology and Cardiac Interventions*. IntechOpen. <https://doi.org/10.5772/intechopen.93540>.
- Medina, José. 2011. « The Relevance of Credibility Excess in a Proportional View of Epistemic Injustice: Differential Epistemic Authority and the Social Imaginary ». *Social Epistemology* 25 (1): 15-35. <https://doi.org/10.1080/02691728.2010.534568>.
- Mehrotra, Gita. 2010. « Toward a Continuum of Intersectionality Theorizing for Feminist Social Work Scholarship ». *Affilia* 25 (4): 417-30. <https://doi.org/10.1177/0886109910384190>.
- Meizoz, Jérôme. 2007. « Postures littéraires. Mises en scène modernes de l'auteur ». *Lectures, Les livres*.
- Merlin, Matthieu. 2009. « Foucault, le pouvoir et le problème du corps social ». *Idees économiques et sociales* N° 155 (1): 51-59.
- Minikel-Lacocque, Julie. 2013. « Racism, College, and the Power of Words: Racial Microaggressions Reconsidered ». *American Educational Research Journal* 50 (3): 432-65. <https://doi.org/10.3102/0002831212468048>.
- Mkhize, Dumisile. 2018. « The language question at a historically Afrikaans university: Access and social justice issues ». *Southern African Linguistics and Applied Language Studies* 36 (1): 13-24. <https://doi.org/10.2989/16073614.2018.1452878>.
- Müller, Martin. 2021. « Worlding Geography: From Linguistic Privilege to Decolonial Anywheres ». *Progress in Human Geography* 45 (6): 1440-66. <https://doi.org/10.1177/0309132520979356>.
- Munro, Ealasaid. 2013. « Feminism: A Fourth Wave? » *Political Insight* 4 (2): 22-25. <https://doi.org/10.1111/2041-9066.12021>.
- Nash, Jennifer C. 2017. « Intersectionality and Its Discontents ». *American Quarterly* 69 (1): 117-29. <https://doi.org/10.1353/aq.2017.0006>.
- Nastasi, Bonnie K., Prerna G. Arora, et Kris Varjas. 2017. « The meaning and importance of cultural construction for global development ». *International Journal of School & Educational Psychology* 5 (3): 137-40. <https://doi.org/10.1080/21683603.2016.1276810>.
- Newman, Joshua. 2017. « Deconstructing the debate over evidence-based policy ». *Critical Policy Studies* 11 (2): 211-26. <https://doi.org/10.1080/19460171.2016.1224724>.

- Newman, Saul. 2019. « Post-Truth and the Crisis of the Political. » *Soft Power* 6 (2): 90-108. <https://doi.org/10.14718/SoftPower.2019.6.2.6>.
- Norris, Pippa, et Ronald Inglehart. 2019. *Cultural Backlash: Trump, Brexit, and Authoritarian Populism*. Cambridge: Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781108595841>.
- Olen, Peter, et Stephen Turner. 2015. « Durkheim, Sellars, and the Origins of Collective Intentionality ». *British Journal for the History of Philosophy* 23 (5): 954-75.
- Pace, Jonathan. 2018. « The Concept of Digital Capitalism ». *Communication Theory* 28 (3): 254-69. <https://doi.org/10.1093/ct/ctx009>.
- Pariser, Eli. 2012. *The Filter Bubble: What The Internet Is Hiding From You*. London: Penguin.
- Paul, Maëla. 2004. « L'accompagnement: une posture professionnelle spécifique ». *Savoir et formation*.
- Pérez Huber, Lindsay, et Daniel G. Solorzano. 2015. « Racial microaggressions as a tool for critical race research ». *Race Ethnicity and Education* 18 (3): 297-320. <https://doi.org/10.1080/13613324.2014.994173>.
- Perrot, Michelle. 2020. « Féminisme pluriel ». *Pouvoirs* N° 173 (2): 5-13.
- Peters, Michael A., Petar Jandrić, et Peter McLaren. 2020. « Viral modernity? epidemics, infodemics, and the 'bioinformational' paradigm ». *Educational Philosophy and Theory* 0 (0): 1-23. <https://doi.org/10.1080/00131857.2020.1744226>.
- Pierce, Chester M., Jean V. Carew, Diane Pierce-Gonzalez, et Deborah Wills. 1977. « An Experiment in Racism: TV Commercials ». *Education and Urban Society* 10 (1): 61-87. <https://doi.org/10.1177/001312457701000105>.
- Pierozak, Isabelle. 2009. « Se construire comme enseignant-chercheur une pratique professionnelle de la réflexivité ». *Cahiers de sociolinguistique*. Rennes: Presses universitaires de Rennes. Cairn.info. <https://www.cairn.info/revue-cahiers-de-sociolinguistique-2009-1-page-57.htm>.
- Piven, Frances Fox. 1995. « Globalizing Capitalism and the Rise of Identity Politics ». *Socialist Register* 31 (mars). <https://socialistregister.com/index.php/srv/article/view/5652>.
- Popa-Wyatt, Mihaela. 2020. « Reclamation: Taking Back Control of Words ». *Grazer Philosophische Studien* 97 (1): 159-76. <https://doi.org/10.1163/18756735-09701009>.
- « "Populism" Revealed as 2017 Word of the Year by Cambridge University Press ». 2017. University of Cambridge. 30 novembre 2017. <https://www.cam.ac.uk/news/populism->

- revealed-as-2017-word-of-the-year-by-cambridge-university-press.
- Prins, Baukje. 2006. « Narrative Accounts of Origins: A Blind Spot in the Intersectional Approach? » *European Journal of Women's Studies* 13 (3): 277-90.
<https://doi.org/10.1177/1350506806065757>.
- Rawls, John. 2009. *Théorie de la justice*. Paris: Points.
- Reid, Katie, Paul Flowers, et Michael Larkin. 2005. « Exploring lived experience. » *The psychologist*.
- Renaut, Alain, et Sylvie Mesure. 1996. *La guerre des Dieux Essai sur la querelle des valeurs*. Paris: Grasset.
- Rider, Sharon, et Michael A. Peters. 2018. « Post-Truth, Fake News: Viral Modernity and Higher Education ». Dans *Post-Truth, Fake News: Viral Modernity & Higher Education*, édité par Michael A. Peters, Sharon Rider, Mats Hyvönen, et Tina Besley, 3-12. Singapore: Springer. https://doi.org/10.1007/978-981-10-8013-5_1.
- Rietdijk, Natascha. 2021. « Post-Truth Politics and Collective Gaslighting ». *Episteme*, juillet, 1-17. <https://doi.org/10.1017/epi.2021.24>.
- Rink, Floor, et Naomi Ellemers. 2007. « Diversity as a Basis for Shared Organizational Identity: The Norm Congruity Principle ». *British Journal of Management* 18 (s1): S17-27.
<https://doi.org/10.1111/j.1467-8551.2007.00523.x>.
- Riutort, Philippe. 2014. « 6 - Les sociologies constructivistes ». *Major*, 221-62.
- Rose, Jonathan. 2017. « Brexit, Trump, and Post-Truth Politics ». *Public Integrity* 19 (6): 555-58. <https://doi.org/10.1080/10999922.2017.1285540>.
- Rosen, Sherwin. 1989. « Human Capital ». Dans *Social Economics*, édité par John Eatwell, Murray Milgate, et Peter Newman, 136-55. The New Palgrave. London: Palgrave Macmillan UK. https://doi.org/10.1007/978-1-349-19806-1_19.
- Roudometof, Victor. 2007. « Journal of Political and Military Sociology: Preface » 35 (juin).
- Saint-Laurent, Constance de, Ignacio Brescó de Luna, Sarah H Awad, et Brady Wagoner. 2017. « Collective Memory and Social Sciences in the Post-Truth Era ». *Culture & Psychology* 23 (2): 147-55. <https://doi.org/10.1177/1354067X17695769>.
- Salman, Scarlett, et Sezin Topçu. 2015. *Expertise profane*. Presses de Sciences Po.
<https://www.cairn.info/dictionnaire-critique-de-l-expertise--9782724617603-page-164.htm>.

- Santini, Sylvano. 2004. « La leçon de la French Theory / French theory. Foucault, Derrida, Deleuze, et cie et les mutations de la vie intellectuelle aux États-Unis, de François Cusset, La découverte, 367 p ». *Spirale*, n° 195: 42-43.
- Scheve, Christian von, et Mikko Salmela, éd. 2014. *Collective emotions: Perspectives from psychology, philosophy, and sociology.*, Oxford: University Press Scholarship <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199659180.001.0001>.
- Schmader, Toni, et Constantine Sedikides. 2018. « State Authenticity as Fit to Environment: The Implications of Social Identity for Fit, Authenticity, and Self-Segregation ». *Personality and Social Psychology Review* 22 (3): 228-59. <https://doi.org/10.1177/1088868317734080>.
- Schwartz, Joel. 2003. « Antihumanism in the humanities ». *Quadrant* 34 (11): 46-54. <https://doi.org/10.3316/informit.300800297226133>. Collective emotions: Perspectives from psychology, philosophy, and sociology. Collective emotions: Perspectives from psychology, philosophy, and sociology.
- Schweikard, David P., et Hans Bernhard Schmid. 2021. « Collective Intentionality ». Dans *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*, édité par Edward N. Zalta, 2020^e éd. Metaphysics Research Lab, Stanford University. <https://plato.stanford.edu/archives/fall2021/entries/collective-intentionality/>.
- Searle, John. 1990. « Collective Intentions and Actions ». Dans *Intentions in Communication*, édité par Philip R. Cohen Jerry Morgan et Martha Pollack, 401-15. MIT Press.
- . 1997. *The Construction of Social Reality*. Free Press.
- Shore, Cris. 2010. « Beyond the Multiversity: Neoliberalism and the Rise of the Schizophrenic University ». *Social Anthropology* 18 (1): 15-29. <https://doi.org/10.1111/j.1469-8676.2009.00094.x>.
- Silva, Filipe Carreira da, et Monica Brito Vieira. 2021. « Populism ». Dans *Routledge International Handbook of Contemporary Social and Political Theory*, par Gerard Delanty et Stephen P. Turner, 2^e éd., 531-40. London: Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781003111399-45>.
- Sinclair, Rosalie. 2021. « L'Université d'Ottawa doit « protéger » les libertés d'enseignement et d'expression ». Radio-Canada.ca. Radio-Canada.ca. 2021. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1837267/universite-ottawa-liberte-academique-expression-rapport-lieutenant-duval>.
- Spanier, Bonnie. 1995. *Im/partial science: Gender ideology in molecular biology*. Indiana University Press.

- Stehr, Nico. 2003. « Le contrôle social et politique du savoir dans les sociétés modernes ». *Revue internationale des sciences sociales* n° 178 (4): 703-16.
- Stoetzler, Marcel, et Nira Yuval-Davis. 2002. « Standpoint theory, situated knowledge and the situated imagination ». *Feminist Theory* 3 (3): 315-33.
<https://doi.org/10.1177/146470002762492024>.
- Sue, Derald Wing. 2010. *Microaggressions and Marginality: Manifestation, Dynamics, and Impact*. John Wiley & Sons.
- Tajfel, Henri. 1972. « La catégorisation sociale ». Dans *Introduction à la psychologie sociale*, 1:272-302. Paris: Larousse.
- Takacs, David. 2003. « How Does Your Positionality Bias Your Epistemology? » *Thought & Action*, n° Summer 2003: 27-38.
- Tarragoni, Federico. 2016. « Du rapport de la subjectivation politique au monde social. » *Raisons politiques*, n° 2: 115-30.
- Taylor, Charles. 1994. *Multiculturalism*. Revised édition. Princeton, N.J: Princeton University Press.
- « The Black Panthers ». 1972. *Journal of Palestine Studies* 1 (4): 146-47.
<https://doi.org/10.2307/2535676>.
- Thiesse, Anne-Marie, Romain Bertrand, Jacques Defrance, et Louis Weber. 2007. « La nation, une construction politique et culturelle ». *Savoir/Agir* n° 2 (2): 11-20.
- Toole, Briana. 2019. « From Standpoint Epistemology to Epistemic Oppression ». *Hypatia* 34 (4): 598-618. <https://doi.org/10.1111/hypa.12496>.
- Touraine, Alain. 1978a. *La Voix et le Regard*. Sociologie permanente. Seuil.
- . 1978b. *Lutte étudiante*. Paris: Seuil.
- . 1992. *Critique de la modernité*. Sciences humaines. Fayard.
- Tremblay, Émilie. 2019. « Chapitre 18. Penser la blancheur dans la construction de sa méthode ». *Recherche qualitative en sciences sociales*. Caen: EMS Editions. Cairn.info.
<https://www.cairn.info/recherche-qualitative-en-sciences-sociales--9782376871484-page-261.htm>.
- Tuomela, Raimo, et Kaarlo Miller. 1988. « We-intentions ». *Philosophical Studies* 53 (3): 367-89. <https://doi.org/10.1007/BF00353512>.

- Tyler, Lisa. 2005. « Towards a Postmodern Understanding of Crisis Communication ». *Public Relations Review* 31 (4): 566-71. <https://doi.org/10.1016/j.pubrev.2005.08.017>.
- Van Blerk, Lorraine, et Nicola Ansell. 2007. « Participatory Feedback and Dissemination with and for Children: Reflections from Research with Young Migrants in Southern Africa ». *Children's Geographies* 5 (août). <https://doi.org/10.1080/14733280701445911>.
- Van Damme, Stéphane. 2004. « Comprendre les Cultural Studies: une approche d'histoire des savoirs ». *Revue d'histoire moderne & contemporaine* 51-4bis (5): 48-58. <https://doi.org/10.3917/rhmc.515.0048>.
- Viala, Alain. 1993. « Éléments de sociopoétique ». *Approches de la réception. Sémiostylistique et sociopoétique de Le Clézio*, 137-297.
- Von Bergen, C. W., Martin S. Bressler, et David W. Whitlock. 2020. « Separate but Equal on College Campuses: A Case of “« Déjà Vu » All over Again” ». *Research in Higher Education Journal* 38 (juin). <https://eric.ed.gov/?id=EJ1263825>.
- Voorhees, Burton, Dwight Read, et Liane Gabora. 2018. « The Objectivity of Moral Norms Is a Top-down Cultural Construct ». *Behavioral and Brain Sciences* 41. <https://doi.org/10.1017/S0140525X18000213>.
- Walkerdine, Valerie. 2020. « ‘No-one listens to us’: Post-truth, affect and Brexit ». *Qualitative Research in Psychology* 17 (1): 143-58. <https://doi.org/10.1080/14780887.2019.1644407>.
- Wallaschek, Stefan. 2015. « In Dialogue: Postcolonial Theory and Intersectionality ». *Momentum Quarterly - Zeitschrift für sozialen Fortschritt* 4 (décembre): 218-32.
- Watt, Sherry K. 2009. « Facilitating Difficult Dialogues at the Intersections of Religious Privilege ». *New Directions for Student Services* 2009 (125): 65-73. <https://doi.org/10.1002/ss.309>.
- Weber, Max. 1965. *Essais sur la théorie de la science*. Plon.
- . 2013. *Le savant et le politique*. Presses Électroniques de France.
- Weedon, Chris, et Glenn Jordan. 2012. « Collective memory: theory and politics ». *Social Semiotics* 22 (2): 143-53. <https://doi.org/10.1080/10350330.2012.664969>.
- Whitson, Jennifer, Eric M. Anicich, Cynthia S. Wang, et Adam D. Galinsky. 2017. « Navigating Stigma and Group Conflict: Group Identification as a Cause and Consequence of Self-Labeling ». *Negotiation and Conflict Management Research* 10 (2): 88-106. <https://doi.org/10.1111/ncmr.12094>.
- Wiggershaus, Rolf. 1993. *L'École de Francfort. Histoire, développement, signification. Philosophie d'aujourd'hui*. Presses Universitaires de France.

- <https://www.decitre.fr/livres/l-ecole-de-francfort-9782130432456.html>.
- Wight, Colin. 2018. « Post-Truth, Postmodernism and Alternative Facts ». *New Perspectives* 26 (3): 17-29. <https://doi.org/10.1177/2336825X1802600302>.
- Wilson, Michael. 2017. « Some Thoughts on Storytelling, Science, and Dealing with a Post-Truth World ». *Storytelling, Self, Society* 13 (1): 120-37.
- Winter, Kate, et Andrea Bramberger. 2021. *Re-Conceptualizing Safe Spaces: Supporting Inclusive Education*. Emerald Group Publishing.
- Ylä-Anttila, Tuukka. 2018. « Populist knowledge: 'Post-truth' repertoires of contesting epistemic authorities ». *European Journal of Cultural and Political Sociology* 5 (4): 356-88. <https://doi.org/10.1080/23254823.2017.1414620>.
- Zuboff, Shoshana. 2019. *The Age of Surveillance Capitalism*. Profile Books. <https://www.publicaffairsbooks.com/titles/shoshana-zuboff/the-age-of-surveillance-capitalism/9781610395694/>.